

**L'INSTALLATION
DES
LIGNES ÉLECTRIQUES
ET LA
PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

René SIMON

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY... } *Président : M. MESTRE, professeur.*
 } *Suffragants { MM. ROLLAND, professeur.*
 SCELLE, professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

L'INSTALLATION
DES
LIGNES ÉLECTRIQUES
ET LA
PROPRIÉTÉ PRIVÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

René SIMON

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY... } *Président* : M. MESTRE, professeur.
 } *Suffragants* } MM. ROLLAND, professeur.
 SCELLE, professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937



PREMIERE PARTIE

Introduction



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

OBJET DE CETTE ETUDE. L'INTERET QU'ELLE PRESENTE.

Le 26 octobre 1885, Marcel Desprez annonçait à l'Académie des Sciences qu'il avait réussi à transmettre par une ligne de 112 kilomètres une puissance de 40 CV, grâce à une dynamo de 6.000 volts. Il venait de créer la première ligne de transport d'électricité.

Cinquante ans plus tard, la puissance des usines électriques dans le monde dépasse 80 millions de kilowatts et les lignes récemment établies transportent le courant électrique sous une tension de 220.000 volts ¹.

Et si pour l'Exposition internationale de Paris de 1878, on avait vu pour la première fois l'avenue de l'Opéra éclairée par des lampes à arc alimentées par des usines situées sur place, l'Exposition de 1937 consomme à elle seule autant d'énergie électrique que la Ville de Bordeaux, et cette énergie est fournie par des usines situées aussi bien à Paris que sur le Rhin ou dans les Alpes ou le Massif Central.

Ces deux exemples suffisent à montrer ce qu'a été en un demi-siècle le développement prodigieux de l'énergie électrique et de sa transmission.

1. *R. G. E.*, 1935.2.635.

Aux modestes fils conducteurs de courant-lumière posés bien souvent sur les mêmes poteaux que les fils télégraphiques ont succédé de lourds câbles, pendus après leurs chaînes d'isolateurs aux gigantesques pylones, véritables architectures, nécessitant d'importantes fondations pour leur implantation qui couvrent toute la France d'un réseau à mailles serrées distribuant partout la force et la lumière ².

Les câbles ne suivent pas seulement les routes et voies de chemins de fer, ils traversent bois et propriétés.

La seule ligne à haute tension de 220 kilovolts de Kembs à Troyes sur 278 kilomètres traverse 4.500 propriétés différentes et a nécessité 265 hectares de tranchées dans les bois ¹.

De nombreux problèmes se sont nécessairement posés au fur et à mesure du développement de l'utilisation de l'énergie électrique et une législation touffue compliquée de décrets et d'arrêtés ministériels a tenté de créer un statut de l'électricité, s'efforçant de s'adapter aux nécessités pratiques.

Au cours de cette étude, nous aurons souvent à nous y reporter, citons seulement les principaux textes de lois.

Loi du 28 juillet 1885 (relative à l'établissement des lignes télégraphiques).

Loi du 15 juin 1906 (la charte des distributions d'énergie électrique).

Loi du 17 octobre 1919 (relative à l'énergie hydro-électrique).

Loi du 12 juillet 1922 (sur les réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension).

Loi du 27 février 1925 (modifiant et complétant la loi du 15 juin 1906).

1. En 1923, les capitaux investis en France dans l'industrie électrique dépassent déjà 3,5 milliards de francs, *Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, t. III, p. 712, Jena, 1926.

2. R. G. E. 1934.2.660.

Article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

Notre étude ne portera que sur les installations de distribution d'énergie électrique, telles qu'elles sont régies par la loi du 15 juin 1906 et celles qui ont modifié ce texte.

Le contentieux de cette voie est vaste.

Nous nous limiterons à l'étude des rapports entre propriétaires et installateurs.

Sans doute, l'installateur est généralement également distributeur du courant qu'il transporte ou qu'il vend, amortissant par ses recettes les frais de construction, mais les litiges se produisant à raison du fonctionnement des lignes sont hors du cadre de notre étude.

Celle-ci se bornera à étudier les droits que possèdent les installateurs de lignes électriques à l'encontre de la propriété privée, droit qu'il a été nécessaire de leur accorder pour leur permettre l'établissement de leurs lignes ou canalisations et l'implantation des poteaux ou pylônes.

Cette étude pour limitée qu'elle soit présente un intérêt très grand.

A l'occasion de tous les conflits que nous aurons à étudier viendront en balance les « droits sacrés » de la propriété avec la nécessité d'assurer le service public que constitue généralement la distribution de l'énergie électrique.

Les tribunaux judiciaires étant les gardiens traditionnels de la propriété privée et les tribunaux administratifs étendant leur tutelle à toutes les questions de travaux publics, il y aura lutte de compétence parfois poussée très loin.

Enfin, l'intérêt pratique est évident, car nombreux sont les litiges et nombreuses sont les décisions intervenues entre propriétaires et sociétés de distribution d'énergie électrique.

CHAPITRE II

LA LEGISLATION DES LIGNES ELECTRIQUES. HISTORIQUE.

Une question primordiale dominera cette étude, celle de la nature juridique des lignes électriques.

Le problème n'est pas simple. Elles peuvent en effet s'établir sous trois régimes différents : la permission de voirie, la concession simple et la concession déclarée d'utilité publique et cela ne peut s'expliquer que par l'étude historique de la législation.

Aucun ordre logique, en effet, n'est intervenu pour distinguer les entreprises de distribution d'électricité. Il y a des lignes très importantes établies sous le régime de la permission de voirie et des concessions de quelques kilowatts.

En effet, tout a été conditionné au début par l'Autorité permettant aux distributeurs d'installer leurs lignes sur les voies de communication affectées à la circulation, grande voirie pour les routes nationales et les chemins de fer, dépendant du préfet sous l'autorité du ministre des Travaux publics, petite voirie sous celle du préfet pour les chemins de grande communication et sous celle du maire pour les chemins vicinaux ordinaires et les chemins ruraux.

C'est donc pour des considérations tout à fait étrangères à la technique et à l'intérêt public que

se sont diversifiés les régimes de distribution électrique.

On peut distinguer trois périodes successives :

SECTION I. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 15 JUIN 1906.

Les premiers réseaux de distribution d'électricité furent créés en vue d'assurer des services urbains d'éclairage. Bien souvent, ce ne fut qu'une extension d'une concession de gaz préexistante.

Mais la concession accordée par le maire ne pouvait donner à son titulaire que le droit d'établir ses canalisations sur les voies publiques qui dépendaient de lui.

Pour l'établissement des lignes sur les autres voies publiques, il fallait obtenir une permission de voirie délivrée par le Préfet.

Et la plupart de ces concessions comportaient le monopole de la distribution du courant électrique pour tous usages, sur tout le territoire de la commune.

SECTION II. — LA LOI DU 15 JUIN 1906.

Le développement de l'industrie électrique, comme aussi les difficultés rencontrées par certaines villes ou communes pour résister aux concessionnaires de distribution de gaz qui, ayant un monopole pour l'éclairage par le gaz, refusait d'installer ou de laisser installer par une autre entreprise l'électricité, ce qu'on a appelé « la querelle du gaz et de l'électricité », firent bientôt apparaître la nécessité d'une législation en la matière.

Après de nombreux projets et contre-projets, fut votée, au bout de plus de dix ans de débats, la loi

du 15 juin 1906, charte des distributions d'énergie électrique en France.

§ I. — *Analyse sommaire de la loi de 1906.*

Elle mettait sur un pied d'égalité le régime de la concession et de la permission de voirie.

a) En ce qui concerne la permission de voirie, les entreprises n'étaient assujetties à l'Administration que quant aux contrôles techniques.

Elles gardaient le caractère d'entreprises privées avec pleine indépendance d'exploitation, sans durée déterminée, mais révocables en principe à toute époque.

b) La loi de 1906, à côté des concessions municipales, crée des concessions d'Etat.

Toutes les concessions sont assujetties à un cahier des charges type auquel il ne peut être dérogé qu'avec approbation par décret en Conseil d'Etat.

c) Les concessionnaires ont la possibilité de vaincre les résistances des particuliers, lorsque les lignes doivent être établies sur les propriétés privées en obtenant une déclaration d'utilité publique (article 12), la loi réglemente, d'autre part, la fixation de l'indemnité qui est due à raison des servitudes qu'elle institue.

d) La loi de 1906 pose le principe de libre concurrence des entreprises en ne laissant les communes accorder aux concessionnaires un monopole d'exploitation qu'en ce qui concerne l'éclairage privé seulement.

En contre-partie, la loi établit l'équivalence des charges, c'est-à-dire qu'aucune permission ou concession ne peut être accordée à des conditions plus avantageuses que celles auxquelles est soumis un concessionnaire antérieur.

e) Une loi du 19 juillet 1922, organisant les ré-

seaux de transport d'énergie à haute tension, est venue s'insérer dans la loi de 1906 en un article 3 bis.

§ II. — *L'application de la loi de 1906.*

Bien que critiquée, elle a été en application pendant 20 ans.

Mais l'Administration s'est toujours efforcée de restreindre le champ d'application des permissions de voirie, ce qui lui était d'autant plus facile qu'elle seule avait le pouvoir discrétionnaire d'apprécier sous quelle forme l'occupation du domaine public devait être autorisée.

La concession avait sa préférence motivée :

1° Par la nécessité d'un plan d'ensemble rendu difficile avec les permissions de voirie ;

2° L'impossibilité à raison de la jurisprudence du Conseil d'Etat de révoquer pratiquement les permissions de voirie ¹, ce qui empêchait la suppression de lignes faisant obstacle à l'organisation d'un réseau nouveau ;

3° L'absence de toute garantie au profit des consommateurs ;

4° L'impossibilité de parvenir à l'équivalence des charges.

Cette attitude de l'Administration s'est traduite par diverses circulaires du ministre des Travaux publics en date des 3 août 1908, 1^{er} octobre 1912 et 10 décembre 1918 tendant à restreindre l'octroi des permissions de voirie.

D'autre part, le régime des permissions de voirie, insuffisamment protecteur des droits des usagers, avait donné lieu à des abus qui trouvèrent leur écho au Parlement, et M. Néron déposa une proposition

1. Mestre, *Révocation des permissions de voirie*, 1923.

de loi qui, après de multiples amendements, est devenue la loi du 27 février 1925.

SECTION III. — TEXTES POSTÉRIEURS A LA LOI DE 1906.

1° *La loi du 16 octobre 1919.*

Loi organique de l'industrie hydro-électrique.

En ce qui concerne notre étude, nous retiendrons l'article 6 qui permet l'usage des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906 pour la restitution de l'énergie électrique aux particuliers évincés en vertu de la loi.

2° *La loi du 27 février 1925.*

Cette loi fait de la permission de voirie un régime d'exception.

Les permissions de voirie ne seront accordées désormais qu'aux lignes privées et aux réseaux de distribution fournissant au public une puissance de 100 kilowatts maximum, la durée est limitée à 30 ans.

Mais, surtout, le permissionnaire se voit assujéti à l'obligation de se conformer à un tarif maximum et de fournir de l'énergie sur tout le parcours de la distribution.

En fait, par l'effet de ces dernières dispositions, la permission de voirie tend à se rapprocher de la concession.

3° *L'article 298 de la loi du 13 juillet 1925.*

Cet article, perdu au milieu d'une loi de Finance, accorde le bénéfice des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 aux distributions, *même non déclarées d'utilité publique* placées sous le régime de la concession ou de la régie, lorsqu'elles seront réalisées avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes et des syndicats de communes. Toutefois, la déclaration d'utilité publi-

que devient nécessaire pour l'usage de la servitude d'appui lorsque l'emprise du support dépasse 1 mètre carré.

Un décret du 27 décembre 1925 a précisé les conditions d'application de cette loi.

4° *Textes divers.*

Enfin, divers autres textes et décrets de moindre importance ont été promulgués.

Parmi les derniers en date, citons : le décret du 28 mars 1935, modifiant celui du 29 juillet 1927 sur l'application de la loi de 1906 et des lois subséquentes, un arrêté ministériel du 30 avril 1935 (*J. O.* du 13 mai 1935) déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Enfin, une loi du 4 juillet 1935 établit des servitudes « non ædificandi » et « non altius tollendi » dans l'intérêt de la navigation aérienne.

Les installateurs de lignes électriques qui bénéficient de certaines prérogatives à l'encontre de la propriété privée doivent, à leur tour, subir ces servitudes en faveur de l'aviation.

CHAPITRE III

DE LA NATURE JURIDIQUE DES TRAVAUX D'INSTALLATION DES LIGNES ELECTRIQUES

SECTION I. — DES TRAVAUX PUBLICS.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, pourquoi et comment les lignes électriques pouvaient se trouver établies sous trois régimes différents, la permission de voirie, la concession simple, la concession déclarée d'utilité publique.

Nous pouvons, maintenant, nous demander quelle est la nature juridique des travaux d'installation. Est-elle la même pour les lignes placées sous trois régimes aussi différents ou, au contraire, faut-il établir des distinctions ? Et cette question qui dominera toute cette étude nous amène à préciser la notion de travail public.

Qu'est-ce donc qu'un travail public ?

Notion d'autant plus complexe qu'elle peut être prise dans deux sens différents.

Dans un premier sens, actif, c'est une opération qui consiste à exécuter des travaux qui ont cette qualification.

Dans un second sens, passif, on entend l'ouvrage lui-même qui est le résultat de cette opération.

Nous étudierons ici la notion de travail public dans le sens actif, nous rechercherons si l'opération

d'installer des lignes électriques constitue un travail public.

SECTION II. — CRITÈRE DU TRAVAIL PUBLIC.

Tous les auteurs de droit administratif en ont proposé, leur définition est plus ou moins large, on les trouvera analysées dans la thèse de M. Colombet, *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires* », pages 15 et suivantes.

Nous nous en tiendrons, quant à nous, à la définition qu'en a donné M. le professeur Mestre, dans son cours de doctorat 1928-29, sur le contentieux des travaux publics.

Pour lui, l'opération des travaux publics présente trois caractères essentiels :

- 1° Elle est toujours relative à un immeuble ;
- 2° Elle est faite par une personne administrative ou pour le compte d'une personne administrative ;
- 3° Elle poursuit un but d'utilité générale.

Donc, notions : de la nature même de la chose envisagée, de la personne qui fait l'opération, du but poursuivi.

La loi ne définissant pas le travail public, la définition ci-dessus est la résultante actuelle de toute une jurisprudence qui s'est efforcée de serrer de plus en plus près cette notion.

§ I. — *Du caractère immobilier.* *, L'arrêt de cassation du 4 mai 1937.*

Le texte de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ne donne que des exemples immobiliers.

Et si un objet mobilier doit s'incorporer au sol ou à l'immeuble, et, par là, devenir un immeuble par destination, il y a marché de travaux publics.

Ainsi jugé que constitue un marché de travaux

publics le contrat par lequel un statuaire s'engage, vis-à-vis d'une commune, à sculpter, confectionner et ériger sur une place publique un monument aux morts. — Tribunal d'Amiens, 21 décembre 1877 (le Droit, 3 juin 1878). Constituent de même des entreprises de travaux publics celles chargées du nettoyage des rues (Conseil d'Etat, 13 décembre 1895, Ville d'Alger, Recueil, page 821).

En ce qui concerne plus spécialement les lignes électriques, un arrêt tout récent vient d'être rendu.

La Cour de cassation, Chambre civile, le 4 mai 1937¹, sous la présidence de M. le Premier Président Matter, a jugé que constituent des *immeubles par nature* les poteaux et consoles composant un réseau de distribution d'énergie électrique qui sont incorporés au sol ou scellés dans des murs de soutien.

Mais que chacun des éléments de l'ensemble que constitue un réseau doit être envisagé individuellement, et que seuls ont le caractère immobilier ceux qui, incorporés au sol, soit par eux-mêmes, soit en connexion avec d'autres, constituent des immeubles par nature, et ceux qui, par suite de certaines circonstances de fait et de la réunion des conditions formulées par l'article 524 du Code civil, peuvent être considérés comme immeubles par destination.

Par conséquent, les poteaux, pylones et les câbles et tout ce qui est en connexion constituent bien des immeubles.

§ II. — *Travaux exécutés par ou pour le compte d'une personne administrative.*

Les personnes administratives peuvent se livrer à des travaux publics, soit par elles-mêmes, soit par

1. *Gaz. Trib.*, 2 et 3 juillet 1937, « Sté Nantaise d'éclairage et de force par l'électricité ».

ceux avec qui elles ont contracté, sinon il n'y a pas de travail public.

Ainsi les travaux faits par de simples particuliers alors même qu'ils présenteraient par eux-mêmes une utilité générale ne sont jamais des travaux publics¹.

A. Du permissionnaire de voirie. — C'est ainsi que le permissionnaire de voirie ne construit pas de lignes pour le compte de l'administration qui se borne à l'autoriser à utiliser le domaine public. Il n'a pas de contrat entre elle et lui. En installant ces lignes, il n'accomplit donc pas un travail public.

Même depuis la loi de 1925, qui a soumis le permissionnaire de voirie à un tarif maximum et à l'obligation de fournir de l'énergie sur tout le parcours des lignes, il n'y a encore que service public imparfait, comme le dit M. Blaevoet, dans son *Commentaire de la loi*, page 17.

Il n'est pas parfait, car les travaux ne sont pas faits sur le compte de l'administration, le permissionnaire reste un particulier indépendant, restant maître de ses travaux.

La jurisprudence. — Un arrêt du Conseil d'Etat du 30 juillet 1909 est particulièrement intéressant. C'est l'arrêt Collard, *Recueil*, p. 796.

Deux compagnies étaient poursuivies pour un accident, l'une sous le régime de la permission de voirie, l'autre sous celui de la concession.

Le Conseil d'Etat refuse le caractère de travaux publics à la Compagnie permissionnaire : « Considérant que les installations de cette compagnie, fai-

1. Arrêt fabrique de St-Vincent-de-Paul C. E. 12 mai 1868, D. P. 69.3.43, a déclaré privés des travaux dont le prix était réclamé à une commune alors que le marché était passé entre le curé et l'entrepreneur. — Voir également, article Capitant, *Rev. Dr. pub.* 1929, p. 507.

tes uniquement en vertu d'une permission de voirie, n'ont pas le caractère d'ouvrages publics. »

Il considère, au contraire, que les installations du concessionnaire sont des travaux publics.

La Cour de Cassation Chambre civile s'est, elle aussi, prononcée en ce sens, par arrêt du 20 juillet 1914¹ : « Attendu... que le tribunal de Marseille constate que l'établissement des fils a été effectué en vertu d'une simple permission de voirie et qu'il s'agirait en l'espèce d'une entreprise d'intérêt privé.

» Qu'à bon droit, dans ces circonstances, il a décidé que la dite permission de voirie n'avait pu à elle seule conférer aux travaux effectués par la Compagnie le caractère de travaux publics. »

Les travaux du permissionnaire ne sont donc certainement pas des travaux publics, ils ont un caractère purement privé.

B. Du concessionnaire. — Au contraire, le concessionnaire, déclaré ou non d'utilité publique, fait une opération de travaux publics, il agit pour le compte de l'administration, il est lié à elle par un contrat administratif de droit public.

La théorie de M. Jèze sur la concession simple. Critiques. — M. le Professeur Jèze cependant, dans un article paru en 1925 de la *Revue du droit public*, pages 587 et suivantes, ne considère pas les concessions simples de distribution d'énergie électrique comme de véritables contrats passés avec l'administration.

Selon lui, il n'y a pas eu d'accord de volonté, mais seulement concession d'occupation du domaine, acte unilatéral.

1. Cité par Mestre, *Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique*, p. 38.

Pour lui, l'existence d'un cahier des charges et d'un tarif maximum font simplement des entreprises de distribution d'énergie électrique des professions réglementées.

En tout cas, s'il y avait concession de service public, dit-il, elle comporterait de très graves dérogations au régime normal, l'initiative émanant de l'entrepreneur et non de l'administration, et n'étant pas d'autre part soumise à l'homologation des tarifs.

Tout ceci, selon le professeur, rend très douteux que la concession simple de l'occupation du domaine en vue d'une distribution publique d'énergie électrique soit nécessairement une concession de service public.

A ceci, on peut répondre que M. Jèze voit cependant dans les concessions reconnues d'utilité publique des concessions de service public, alors cependant que la déclaration d'utilité publique n'a nullement pour effet de transformer la nature de la concession, et la loi de 1906 donne aux concessionnaires d'utilité publique toutes les prérogatives de l'entrepreneur de travaux publics.

Et puis, le fait que la demande de concession émane d'un particulier et non de l'administration n'empêche pas que les travaux soient effectués pour le compte de l'administration et sous son contrôle et soient appelés à lui faire retour.

M. le Professeur Mestre, dans son ouvrage *Propriétaires et Compagnies de distribution d'énergie électrique*, page 10, estime pour ces raisons que les travaux du concessionnaire, sont, en tout cas, des travaux publics.

La jurisprudence. — Celle du Conseil d'Etat est bien nette ; outre l'arrêt Collard précité, on peut

citer les arrêts suivants : Conseil d'Etat, 16 octobre 1935 ¹, 4 mai 1936 ².

Quant à la Cour de cassation, elle s'exprime dans le même sens. Dans une affaire, Société nîmoise d'électricité contre D^{me} Cabiron, rapportée dans une note de la *Revue générale d'électricité*, 1934.2.319, la Chambre civile, par arrêt du 2 juin 1916, a décidé que : « Attendu que les travaux entrepris par le concessionnaire de l'éclairage d'une ville en vue d'assurer le fonctionnement de ses services publics ont, à raison de leur objet, le caractère de travaux publics, alors même qu'ils n'auraient pas été autorisés par l'administration. »

De même, l'arrêt Société Est-Electrique contre Bardin, du 3 décembre 1923 ³, spécifie que tout contrat de concession confère aux travaux exécutés en vertu de ce contrat et en vue d'un service public le caractère de travaux publics et par suite donne compétence à la juridiction administrative.

C'est également une question de compétence qu'a tranchée la Cour Suprême dans son arrêt Société montalbanaise d'électricité contre Héritier et Berjeault, Cassation civile, 11 janvier 1937 ⁴ : « Attendu que les travaux exécutés pour la distribution de l'énergie électrique par la compagnie concessionnaire d'une commune ont le caractère de travaux publics ; qu'il en est ainsi des branchements particuliers qui forment le complément de la conduite principale à laquelle ils sont reliés et dont ils sont l'accessoire ⁵. »

1. *Gaz. Pal.* 35.2.671.

2. *La Loi*, 14 octobre 1936.

3. S. 1924.1.289, note Mestre.

4. *Gaz. Pal.*, 16 mars 1937.

5. Mais les canalisations établies par les concessionnaires à l'intérieur des maisons des abonnés, n'ont pas le caractère de travaux publics, Tr. Confl., 1^{er} juillet 1935, *Gaz. Trib.*, 2 novembre 1935, « aff. Demangeau c. Gaz de Lyon ».

Par conséquent, d'utilité publique ou non, les travaux du concessionnaire de distribution d'énergie seront des travaux publics s'ils assurent un service d'utilité générale, et ceci nous amène au troisième critérium.

§ III. — *Le but. L'utilité générale.*

Cette notion est allée en s'élargissant toujours. L'utilité purement administrative d'autrefois est allée jusqu'à englober l'utilité économique et l'utilité sociale.

L'arrêt Commune de Monségur. — C'est ainsi qu'ont été finalement reconnus comme travaux publics les travaux de réparation d'une église, c'est le célèbre arrêt du Conseil d'Etat du 10 juin 1921 (S. 21-3-49), Commune de Monségur.

Le culte ne constitue cependant pas un service public, ce qui prouve que les notions de service public et de travail public très voisines peuvent être distinguées. De même, le contrat ayant pour but la construction et l'exploitation d'un établissement théâtral est un marché de travaux publics, arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 1923 (*Recueil* à sa date).

Quant aux travaux faits par un concessionnaire de service public, sont-ce des travaux publics ?

Pour les chemins de fer, aucun doute.

Pour les mines, un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juin 1926 (*Recueil*, page 563), statuant sur un litige entre un concessionnaire et l'Administration, s'est reconnu compétent. Il a donc considéré qu'il y avait opération administrative, mais non travail public, sinon la compétence aurait été non celle du Conseil d'Etat, mais celle du Conseil de Préfecture (affaire Compagnie des houillères lyonnaises).

Quant aux concessions de travaux d'aménagements de chutes d'eau, concessions régies par la loi de 1919, leur caractère a fait l'objet des plus vives discussions doctrinales.

M. le Professeur Mestre a soutenu dans diverses notes du Recueil Sirey que c'étaient des travaux publics. M. le doyen Hauriou s'est montré d'un avis tout opposé dans une note au Sirey 1929-3-117 sous l'arrêt Sigalas.

La plupart des auteurs avaient adopté une solution mixte : travaux publics, lorsque la chute est destinée à alimenter des services publics, travaux privés, lorsque l'énergie en sera utilisée exclusivement au service d'entreprises privées.

Cette distinction était très difficile à faire en fait.

L'arrêt de Sigalas du 22 juin 1928. — Le Conseil d'État s'est prononcé pour les travaux publics par l'arrêt de Sigalas, précité.

Il s'agissait de dommages causés par une société concessionnaire d'une chute d'eau sur un cours d'eau non navigable au cours de travaux préparatoires à l'aménagement sur des propriétés privées. Le Conseil d'État constate :

1° Que les ouvrages établis par le concessionnaire en vertu de la loi de 1919 doivent faire retour à l'État en fin de concession ;

2° Que la loi crée au profit et à la charge du concessionnaire un système de droits et d'obligations destiné à assurer dans le présent et dans l'avenir, *le meilleur emploi de la richesse naturelle des cours d'eau dont la puissance publique concède l'usage en vue de pourvoir aux besoins de la collectivité ;*

3° Que la loi dispose que le concessionnaire devra constituer des réserves en force et en eau qui seront tenues par lui à la disposition des services publics

et en vue desquels il devra effectuer les travaux nécessaires pour leur utilisation et le Conseil d'Etat conclut de ces trois arguments principaux que les travaux du concessionnaire sont des travaux publics.

On ne peut voir cependant là une adhésion à la théorie du service public, puisque par l'arrêt Monséguir le Conseil d'Etat avait expressément rejeté ce critère de la notion du travail public.

Les distributions d'énergie électrique. — La loi de 1906 a érigé en travaux publics leur installation par les concessionnaires.

La Cour de cassation ne semble pas s'être d'abord ralliée à la notion si extensive d'utilité générale, telle qu'elle avait été exprimée par le Conseil d'Etat. L'arrêt du 3 décembre 1923, *Est-Electrique contre Bardin*¹, dispose ainsi : « Attendu que la distribution de l'énergie électrique soit pour l'éclairage public ou privé, soit pour tous autres usages présente un caractère de service public, quand elle est faite en exécution d'un contrat de concession, passé avec une commune imposant aux concessionnaires l'obligation de fournir le courant aux clauses, conditions du cahier des charges à toute personne qui le demande, qu'il importe peu en fait qu'une catégorie particulière d'habitants, telle que les industriels, est actuellement seule à tirer avantage de la fourniture assurée par la concession, si toute personne demeure investie du droit de la réclamer par la suite suivant ses besoins. »

Ainsi, dans cet arrêt il s'agit de service public.

Mais la Cour de cassation rencontre la formule même du Conseil d'Etat lorsqu'elle décide que

1. S. 1924.1.289 et note Mestre.

(Requête, 25 mars 1935¹, Régie du Syndicat de Seyssel) « s'il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'ordonner la destruction des travaux qui remplissant la double condition *d'avoir un objet d'utilité générale* et d'être exécutés pour le compte d'une personne morale administrative, ont le caractère de travaux publics, l'autorité judiciaire est au contraire seule compétente pour prescrire la destruction d'un travail qui, même soumis à l'agrément préalable de l'administration, a été exécuté dans l'intérêt exclusif d'un particulier ».

Remarques. La notion de service public. — Nous l'avons vu, elle ne se confond pas avec celle de travail public, mais s'en rapproche beaucoup.

Comme le dit M. le Professeur Capitant, dans un article de la *Revue du Droit public*, 1929, page 507, la notion de service public se caractérise par les deux éléments suivants :

1° Intervention de l'administration active ou tout au moins régulatrice ;

2° En vue d'un intérêt général.

C'est précisément par ces mêmes caractères que l'on peut distinguer le travail public du travail privé.

Certains auteurs, M. Jèze, M. Blaevoet, proposent d'ailleurs de mettre à la base du contentieux administratif la notion de service public².

Comme on distinguait le travail public sens actif et passif, on distingue ici sens formel et sens matériel.

Sens formel : le service public est une entité col-

1. D. P. 1937.1.17, rapport Pilon, note Blaevoet.

2. Jèze, *Rev. Dr. pub.*, 1916, p. 363, « Principes généraux du droit administratif. — Blaevoet, note au D. P. 1927.1.126, « Des atteintes à la propriété... », p. 2, 3 et notes. — Appleton, note au D. P. 1926.1.177.

lective, un organe administratif chargé de pourvoir à la satisfaction d'un intérêt général ou d'un groupe d'intérêts généraux.

Sens matériel : le service public est une entreprise officielle, comportant des *prérogatives et sujétions exorbitantes du droit commun*, en vue d'assurer, soit la sauvegarde d'un intérêt supérieur, soit la satisfaction d'un besoin essentiel.

Pour ces auteurs, le travail public est défini en fonction du service public, et M. Blaevoet, dans une note au Dalloz 1927-1-126, propose la définition suivante : « le travail public est un travail appliqué à un ouvrage légalement ou administrativement affecté au fonctionnement d'un service public ou à l'usage du public ».

La compétence étant dominée ainsi par la notion de service public d'où découle celle de travail public. M. Blaevoet l'assouplit cependant par ces mots « ou à l'usage du public ».

Une telle conception, si elle présente certains avantages, n'est pas, nous l'avons vu, celle de la jurisprudence actuelle et nous nous en tiendrons aux trois critères du travail public que nous avons indiqués.

SECTION III. — CONCLUSIONS DE CETTE ÉTUDE.

1° Les travaux effectués par le permissionnaire de voirie, même sous l'empire de la loi de 1925, ne sont pas des travaux publics.

2° Les travaux effectués par des concessionnaires sont des travaux publics.

3° La déclaration d'utilité publique ou l'application de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 donne aux concessionnaires, qui peuvent en bénéficier, certaines prérogatives sur la propriété privée.

Les conséquences sont importantes :

I. Droits du permissionnaire de voirie.

1° Il ne pourra agir que comme un simple particulier.

2° Tous les conflits s'élevant entre lui et les propriétaires, à raison d'atteinte à la propriété privée, ressortissent des tribunaux de droit commun.

II. Droits du concessionnaire simple.

1° Il a droit aux prérogatives des travaux publics, *cependant il ne peut déposséder* et nous verrons combien cette restriction est importante.

3° Les litiges relatifs aux dommages causés par ses travaux sont en principe de la compétence du Conseil de préfecture.

III. Droits du concessionnaire déclaré d'utilité publique. — Il a tous les droits du concessionnaire simple et, en outre, celui d'user des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906 et de l'expropriation légale.

Ces différents points vont être étudiés en détail dans les chapitres suivants.

DEUXIEME PARTIE

Le permissionnaire de voirie

CHAPITRE PREMIER

DE LA PERMISSION DE VOIRIE

C'est l'un des modes d'utilisation par les particuliers du domaine public.

Nous pourrions la définir ainsi : « un acte unilatéral de l'administration par lequel une société privée (ou un particulier) sont autorisés à établir leurs installations sur la voie publique. »

Ce caractère unilatéral de l'acte de l'administration est le véritable critérium de la permission de voirie qui permet de la distinguer de la concession qui résulte d'un contrat, d'un acte synallagmatique.

En principe, une permission de voirie ne devrait pas permettre l'organisation d'un service public.

Mais la loi de 1906 a innové en la matière et mis pour l'organisation des services publics de distribution d'énergie la concession et la permission sur le même plan.

Nous l'avons vu, c'était pour permettre aux communes de se libérer des concessionnaires gaziers et de profiter de l'électricité.

On pensait leur laisser ainsi toute liberté puisque, par sa nature, la permission de voirie n'était qu'une simple autorisation essentiellement précaire et révocable.

Mais la jurisprudence du Conseil d'Etat est venue renforcer singulièrement la situation du permissionnaire de voirie.

A. *En ce qui concerne l'autorisation.* — L'Administration est sans doute, en principe, seul juge de l'opportunité de la mesure prise qui ne peut être discutée pour excès de pouvoir (Conseil d'Etat, 26 juillet 1918, *Recueil*, p. 774).

Mais au cas d'erreur de droits ou détournement de pouvoir, le contrôle de la Haute-Assemblée redvient possible.

Par un arrêt du 11 avril 1913 (*Recueil*, p. 394), Tramways de l'Est-Parisien, le Conseil d'Etat a annulé un arrêté du préfet de la Seine qui avait refusé la permission de voirie demandée, en vue de distribuer de l'énergie aux particuliers, en se fondant uniquement sur le motif que les concessionnaires de tramways ne peuvent avoir de canalisations que pour assurer la traction de leurs voitures.

C'était une erreur de droit, car rien dans la loi de 1906 ne les empêche d'exploiter des réseaux de distribution d'énergie.

On peut voir dans le même sens les arrêts rendus par le Conseil d'Etat, les 4 février 1931 et 4 août 1922 (C^{ie} du Bourbonnais) ¹.

B. *Pour le principe de la libre concurrence.* — Voir l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 novembre 1928 rapporté au Sirey 1929-2-22 et Dalloz 1932-3-60, note Blaevoet, qui décide qu'en présence de l'article 8, § 1^{er} de la loi du 15 juin 1906, stipulant qu'aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé une permission de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, il ne saurait être soutenu que lorsqu'il existe dans une commune une concession pour la distribution de l'énergie électri-

1. D. 1922.3.57.

que, le maire ne peut légalement accorder aucune permission de voirie concurrente.

C. La révocation des permissions de voirie. — Bien que les permissions de voirie soient toujours par essence précaires et révocables, la jurisprudence du Conseil d'Etat a reconnu que ce retrait ne pouvait être prononcé que pour des motifs tirés de l'intérêt de la voirie¹, ou de la sécurité publique².

Il a été jugé en particulier (arrêt du Conseil d'Etat du 6 juin 1902, Dalloz 1904-3-17) que le retrait d'une autorisation pure et simple infligé à un particulier par une considération pécuniaire et dans l'intérêt des finances de la commune est interdit.

Dans ces conditions, la situation du permissionnaire était devenue inexpugnable.

On peut donc dire que, jusqu'à la loi de 1925, le permissionnaire était un « industriel autonome qui avait sollicité une autorisation de la commune ou de l'Etat à raison de cette circonstance, somme toute fortuite, qu'il devait occuper des voies publiques pour ses installations³ ».

Les abus qu'engendrait une telle situation, alors surtout que les permissionnaires desservaient de grandes villes (Toulouse) et des régions entières (Energie électrique de la Loire et du Centre), on en trouve l'écho dans les débats parlementaires qui ont abouti au vote de la loi du 27 février 1925.

La loi du 27 février 1925. — Elle limite l'indépendance du permissionnaire et le soumet au contrôle de l'Administration.

1. Conseil d'Etat, 29 novembre 1878, *Rec.*, p. 959; 15 juin 1883, *Rec.*, p. 578; 15 novembre 1895, *Rec.*, p. 706.

2. Conseil d'Etat, 13 mai 1936, Sté des Mines de Laval c. Préfet de la Savoie, *Bull.*, décembre 1936, p. 225.

3. Mestre, *Propriétaires et Compagnies...*, *op. cit.*, p. 6.

a) *Les permissions futures.* — Désormais plus de choix entre le régime de la permission et celui de la concession.

Lorsque le distributeur doit fournir au public directement ou indirectement une puissance totale supérieure à 100 kilowatts, il ne pourra plus recourir qu'à la concession (art. 3) et la durée des permissions est limitée à 30 ans (art. 3, § 2).

Enfin le permissionnaire n'est plus libre.

Il devra fournir l'énergie au public sur tout ou partie du parcours de la distribution (art. 4, § 1) et se conformer à des tarifs maxima (art. 4, § 2).

b) *Les permissions antérieurement accordées.* — La loi se montre sévère.

Pas de délai de plus de trente ans (art. 9), tarif maximum révisable (art. 9, § 2), rachat à partir de la vingtième année (art. 14) et surtout :

ART. 13. — Aucune modification ne pourra être apportée à la consistance des distributions établies en vertu de permissions de voirie antérieures à la promulgation de la présente loi qui fournissent directement ou indirectement au public une puissance dépassant 100 kilowatts, et aucun branchement nouveau ne pourra être établi sans autorisation spéciale.

La jurisprudence et l'application de cette loi. — Le Conseil d'Etat s'est montré rigoureux dans l'application de la loi.

Il a refusé la permission de voirie pour une ligne d'une puissance supérieure à 100 kilowatts, bien qu'elle ne soit destinée qu'à l'alimentation d'une filiale si cette dernière constitue une société distincte ayant une personnalité civile propre (4 mai 1929, Dalloz 1929-3-27, note Blaevoet).

Comme la concession ne peut être octroyée dans

un but privé, on peut se demander quel régime accorder dans ce cas. Le Conseil d'Etat a décidé encore par arrêt du 7 novembre 1930¹ que le législateur a exclu du régime de la permission de voirie les entreprises disposant d'une puissance supérieure à 100 kilowatts alors même qu'elles ne demanderaient à être placées sous ce régime que pour une ligne de distribution qui à elle seule ne serait pas destinée au transport d'une telle puissance, car l'on doit envisager l'énergie totale dont dispose l'individu ou la collectivité qui sollicite une permission de voirie pour l'ensemble de ses distributions au public.

Enfin, par arrêt du 22 juillet 1936, « Régie de distribution d'énergie électrique du Syndicat de communes du Médoc »², il a assimilé à une distribution au public celle d'une puissance supérieure à 100 kilowatts à une cité ouvrière aménagée par un industriel et a annulé la permission de voirie accordée comme entachée d'excès de pouvoir.

Ainsi, la permission de voirie sous le régime de la loi de 1925 voit se restreindre chaque jour son domaine³.

Quant aux permissions anciennes, elles se rapprochent de la concession par le contrôle de l'Administration et la limitation de leur durée.

Mais la différence essentielle subsiste : pas plus sous le régime de la loi de 1925 que sous celui de la loi de 1906 les travaux du permissionnaire de voirie ne sont des travaux publics.

Par suite, dans ses rapports avec la propriété privée, le permissionnaire de voirie doit être considéré comme un simple particulier.

1. S. 31.3.48.

2. D. P. 1936.3.63, note Blaevoet.

3. Sur la précarité, cf. C. E., 27 juillet 1935, S. 1937.3.57, note Alibert, aff. Sté d'Electricité de Strasbourg.

CHAPITRE II

RAPPORTS DU PERMISSIONNAIRE AVEC LES PROPRIETAIRES

SECTION I. — LES DROITS QU'IL N'A PAS.

Le permissionnaire de voirie n'a droit à aucune des prérogatives afférentes aux travaux publics puisque ses travaux ont un caractère purement privé.

Bien entendu, il n'a pas droit aux servitudes de la loi de 1906 refusées même aux simples concessionnaires.

Il n'a pas non plus droit à l'expropriation, ni même à l'occupation temporaire.

Il ne peut, par suite, effectuer ses travaux, ou même faire passer ses câbles sur les propriétés qu'en traitant à l'amiable avec les propriétaires des terrains.

SECTION II. — SA RESPONSABILITÉ.

N'ayant aucun droit vis-à-vis des propriétés privées, sa responsabilité comme simple particulier est de droit commun, et la connaissance des litiges appartient aux tribunaux judiciaires.

Il y aura lieu à application de l'article 1384 du

Code civil pour les dommages causés tant aux personnes¹ qu'aux biens².

Pour évaluer l'étendue de sa responsabilité, il faut distinguer la faute et l'abus de droit.

S'il y a faute, pas de doute, sa responsabilité est toujours engagée.

S'il y a abus de droit, la question est beaucoup plus délicate.

Le permissionnaire qui installe son réseau est bien obligé de poser ses pylones quelque part.

En tout cas, il devra s'efforcer d'apporter la gêne la plus minime³.

M. Colombet, ouvrage cité, page 71, propose avec sagesse pour l'appréciation du dommage de s'en tenir aux distances réglementaires prévues par le Code civil, articles 675 et 679 et de dire par exemple que l'installation d'un pylone à moins de 1 m. 90 des fenêtres d'un immeuble constitue un abus de droit, engageant la responsabilité du permissionnaire.

SECTION III. — SANCTIONS.

§ I^{er}. — *Dommages-intérêts.*

En cette matière, le juge a les pouvoirs les plus étendus.

Il suffit même que « le préjudice bien que futur apparaisse comme la prolongation certaine et directe d'un état de chose actuel et comme étant susceptible d'estimation immédiate (Cass. req., 1^{er} juin 1932, Sirey 33-1-49, note Mazeaud).

1. Cour d'appel de Grenoble, 22 février 1913, *Rev. Cons.*, novembre 1913, p. 413; C. E., 30 juillet 1909, *Rec.*, p. 796, Cie Electrique de la Loire.

2. Cour de Toulouse, 11 juin 1913, *Rev. Conc.*, novembre 1913, p. 48; Paris, 15 mars 1919, *Gaz. Trib.*, 15 avril 1919.

3. Cf. au cas d'appui sur un mur mitoyen, Cass., 2 février 1897 D. P. 97.1.71.

Il n'a même pas besoin d'être matériel, « la seule atteinte aux droits de possession et le trouble qui en résulte justifient, *sans qu'il en soit résulté un préjudice matériel*, l'allocation de dommages-intérêts au profit de celui aux droits de qui l'atteinte a été portée » (Cass., 6 mars 1934, Société nouvelle d'Eclairage et Chauffage par l'Electricité contre Veuve de Guiringaud) ¹.

On voit jusqu'où va cette jurisprudence extensive et il nous paraîtra justifié même que le juge puisse comprendre le préjudice esthétique dans le montant des dommages-intérêts.

Trop souvent une admirable perspective est gâchée par des installations électriques qui arrivent à défigurer les plus beaux paysages.

§ II. — *Astreinte.*

Il est hors de doute que le tribunal peut ordonner le paiement d'une astreinte par le permissionnaire fautif.

Ce sera un moyen indirect, mais souvent efficace d'obtenir l'enlèvement d'un ouvrage faisant grief.

§ III. — *Enlèvement de l'ouvrage.*

C'est évidemment la sanction la plus énergique.

Un pylône a été installé et cause une gêne, une dépréciation permanente, voire même une dépossession.

Le propriétaire désire obtenir l'enlèvement, le peut-il ?

Il faut distinguer deux cas :

1. D. P. 1937.1.77, note Blaevoet.

A. *Le réseau est en construction.* — La distribution de courant n'a pas encore eu lieu : alors, pas de doute, les tribunaux judiciaires pourront ordonner l'enlèvement.

Sans doute, l'Administration a-t-elle autorisé les travaux, mais ce sont des travaux privés, et l'acte administratif contient virtuellement la réserve des droits des tiers, *Salvo jure tertii*; par suite, ceux-ci ont le droit de se pourvoir au possessoire et d'exercer la complainte pour obtenir la démolition et la remise en état (Comparer Requête, 9 juin 1885, S. 87-1-109, 19 juillet 1882, S. 83-1-73).

B. *Le réseau fonctionne.* — Dans ces conditions, au droit du propriétaire vient s'opposer l'intérêt public.

Les auteurs sont en désaccord sur le droit d'enlèvement.

Pour M. Colombet, ouvrage cité, page 79, c'est une question d'équité : « celle de savoir si l'intérêt public de toute une catégorie de citoyens doit céder au droit de propriété privée dans ce cas.

» Si respectable que soit le droit de la propriété privée en soi, lorsque ce droit est lésé dans une mesure souvent infime, on ne peut lui donner satisfaction en empêchant et en paralysant un service d'une utilité aussi grande que l'éclairage ou l'énergie de toute une région. »

Mais M. le professeur Mestre n'est pas de cet avis.

Comme nous le verrons plus loin, un concessionnaire d'utilité publique est exposé à l'expulsion ordonnée par les tribunaux judiciaires s'il occupe irrégulièrement les parcelles de terrain : « Si donc le propriétaire peut se défendre par l'action en revendication contre un concessionnaire déclaré d'utilité publique, *a fortiori* pourra-t-il employer

les mêmes moyens juridiques contre un simple permissionnaire alors même que le réseau de ce dernier serait affecté à un service public. Il n'y a ici nulle atteinte au principe de la séparation de pouvoir, aucun trouble pour des opérations administratives, l'installation d'un tel réseau étant une opération non pas administrative, mais purement privée ¹. »

Nous nous rallions à cette dernière opinion.

Il n'en reste pas moins que l'atteinte à un réseau de distribution d'énergie électrique en fonctionnement est chose grave.

Et les tribunaux devront tout tenter avant d'ordonner une mesure entraînant nécessairement une interruption d'un service d'intérêt général.

En résumé, si jusqu'en 1925 surtout, le permissionnaire de voirie jouit d'une grande liberté dans ses rapports avec consommateurs et Administration, il n'est par contre pas armé pour triompher des résistances des propriétaires intéressés et, à défaut d'entente amiable, il se heurte à de grandes difficultés.

1. Mestre, *Propriétaires et Compagnies...*, op. cit., p. 9.

TROISIEME PARTIE

Le concessionnaire simple

CHAPITRE PREMIER

LA CONCESSION SIMPLE

La concession simple est le régime de droit commun des travaux publics.

C'est un contrat administratif.

§ I^{er}. — *Caractère du contrat administratif.*

Rappelons-en les signes principaux ¹ :

1° Soumission expresse à un cahier des clauses et conditions générales formulant, la plupart, des règles exorbitantes du droit privé ;

2° Engagement de coopération personnelle active du fournisseur au fonctionnement d'un service public proprement dit ;

3° Le contrat se rattachant au fonctionnement d'un service public est tel que par la nature même de ce service public, il implique nécessairement le régime du droit public ;

4° Des clauses du contrat soumettent les litiges à la juridiction administrative.

Ajoutons que : « le co-contractant n'est pas tenu seulement d'exécuter son obligation comme le ferait un particulier vis-à-vis d'un autre particulier; ses obligations devront être interprétées comme s'éten-

1. Jèze, *Rev. de Dr. pub.*, 1925, p. 175, « Les contrats administratifs ».

dant à tout ce qui est absolument nécessaire pour assurer le fonctionnement régulier et continu du service public auquel il consent à collaborer¹. »

Les rapports de l'autorité concédante et du concessionnaire sont traités dans les articles 6 à 10 de la loi de 1906.

Mais celle-ci est muette sur les droits du concessionnaire simple à l'égard des tiers.

§ II. — *Autorité concédante et formalités préalables.*

Nous ne donnerons ici que des notions sommaires qui nous paraissent indispensables pour comprendre les formalités auxquelles donne lieu l'octroi de la concession².

Pour plus de détails, se rapporter à l'ouvrage de M. L'Huillier : *Législation des distributions d'énergie électrique*, pages 23 et suivantes.

a) *S'agit-il d'une concession municipale.* — Elle est accordée par le maire en exécution d'une délibération du Conseil municipal sous l'approbation nécessaire du préfet avec recours auprès du ministre de l'Intérieur.

b) *Concession d'Etat.* — Elle est accordée par le préfet si le réseau ne s'étend que sur un département, dans les autres cas par le ministre des Travaux publics.

Instruction. — Elle a lieu préalablement par les services de contrôle.

1. Jèze, *Rev. de Dr. pub.*, 1925, p. 171.

2. Formalités à défaut desquelles les délibérations accordant la concession sont nulles de plein droit (C. E., 25 novembre 1936, *Gaz. Pal.* 1937, I, 173).

Enquête. — 1° Durée de 15 jours pour les concessions d'Etat et de 8 jours pour les concessions municipales.

Elle a lieu dans chaque commune desservie ou traversée par le réseau, un extrait du projet est tenu à la mairie à la disposition des intéressés.

La Commission d'enquête se compose de 3 à 7 membres choisis parmi les principaux propriétaires d'immeubles, négociants ou industriels de la région.

Elle donne son avis motivé et le procès-verbal est envoyé au préfet.

2° Avis des Conseils municipaux sur l'utilité et la convenance de l'entreprise.

3° Instruction après enquête.

4° Décision en cas d'accord entre les services intéressés par le préfet ou le ministre des Travaux publics selon le cas.

5° En cas de désaccord, on prend l'avis du Comité Permanent d'Electricité composé de représentants de l'Administration, des usagers, des producteurs de l'électricité et la décision est prise par le ministre des Travaux publics.

— *Loi du 4 juillet 1935* sur les servitudes de navigation aérienne. Elle rend nécessaire l'accord du ministre de l'Air pour toutes les concessions électriques.

CHAPITRE II

LA SERVITUDE D'OCCUPATION TEMPORAIRE ET D'EXTRACTION DES MATERIAUX

§ I^{er}. — *Les lois des 29 décembre 1892
et 13 avril 1900.*

Ces servitudes constituent le moins grave des empiètements à la propriété.

La loi du 29 décembre 1892 en confère le bénéfice aux agents de l'administration ou aux personnes auxquelles elle délègue ses droits pour effectuer des opérations nécessaires à l'étude ou à l'exécution des projets de travaux publics civils ou militaires exécutés pour le compte de l'Etat des départements ou des communes.

Il est donc hors de doute que le concessionnaire simple de la loi de 1906 peut en bénéficier. Il peut en outre invoquer à l'encontre des propriétaires la sujétion que leur impose l'article 19 de la loi du 13 avril 1900 aux termes duquel : « Nul ne peut s'opposer à l'exécution sur son terrain des travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement faits pour le compte de l'Etat, des départements et des communes, ni à l'installation des bornes ou signaux destinés à marquer les points trigonométriques ou autres repères nécessaires à ces travaux sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article premier de la loi du

29 décembre 1892 et du paiement ultérieur soit d'une indemnité pour dépossession, soit d'une indemnité pour dommage, suivant les cas visés à l'article 20 (compétence du Conseil de préfecture pour le règlement des dommages, prescription d'un an de l'action en indemnité) et 21 (nécessité d'expropriation pour l'implantation à demeure). »

Remarque. Cas des futurs concessionnaires. — En ce qui les concerne, une difficulté se présente, ils ne sont pas encore titulaires de leurs concessions, et pourtant, ils ont besoin d'étudier le tracé de leur ligne, de faire du piquetage.

On considère dans ces cas que le travail public existe « avant la lettre ».

Tout se ramène à ce que l'intérêt collectif de l'ouvrage soit reconnu par l'Autorité ¹.

§ II. — *Propriétés grevées de ces servitudes.*

A. *Les maisons d'habitation.* — Elles sont exonérées complètement par l'article 1^{er}.

B. *Terrains clos et attenants à l'habitation.* — Il faut distinguer :

a) *Opérations d'étude.* — Ils sont grevés de la servitude, mais l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être notifié cinq jours à l'avance au propriétaire.

b) *Occupations temporaires et fouilles.* — Ils n'en sont pas grevés.

C. *Terrains libres.* — Ce sont ceux qui ne sont ni clos, ni attenant à une habitation.

Ils sont soumis à toutes les servitudes précitées.

1. Cf. Blaevoet, *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics*, p. 47. ;

§ III. — *Le critérium de la clôture.*

De ce qui précède, il résulte qu'il est essentiel de savoir ce qu'il faut entendre par terrain clos. Il y a deux éléments à envisager :

1° L'intention du propriétaire.

2° La coutume locale.

L'état de la clôture doit être la manifestation de la volonté du propriétaire de se réserver à lui-même et aux siens le passage sur le terrain.

Peu importe sa nature, la jurisprudence exige seulement qu'elle soit régulièrement entretenue¹ et ne présente pas de solution de continuité², mais quelques brèches minimales sont sans importance s'il apparaît que le propriétaire avait eu l'intention de les faire réparer³.

Quant à la date d'appréciation de l'état de la clôture, ce sera celle de l'arrêté préfectoral d'autorisation³.

§ IV. — *Formalités préalables à l'exercice de ces servitudes.*

La loi fait précéder l'exercice des servitudes de diverses formalités de publicité énumérées aux articles 1, 3, 4 et 5 de la loi de 1892. Résumons-les :

a) S'il s'agit d'études, l'arrêté du préfet doit être affiché à la mairie dix jours avant le commencement des travaux et les agents ne peuvent pénétrer sur les terrains clos que cinq jours après notification aux propriétaires.

b) S'il s'agit d'occupations temporaires pour extraction ou dépôt de matériaux, il faut un arrêté

1. Arrêt C. E., 5 août 1911, Boroira, *Rec.*, p. 959.

2. C. E., 19 août 1861, *Rec.*, p. 741; C. E., 21 mai 1867, *Rec.* p. 512.

3. Arrêt C. E. de Maussabre, 12 février 1915, S. 21.3.30.

assorti d'un plan cadastral indiquant les noms des propriétaires et précisant les travaux. Cet arrêté est notifié par le maire au propriétaire du terrain.

Enfin, un rendez-vous est pris pour établir l'état des lieux et il doit s'écouler dix jours entre la notification et le commencement des travaux.

Une procédure spéciale est prévue en cas d'absence du propriétaire.

§ V. — *Etendue des droits de l'entrepreneur.*

Tout arrêté est périmé s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois.

L'occupation ne peut être ordonnée pour un délai de plus de cinq ans. Enfin et surtout, elle ne doit pas être utilisée pour planter des ouvrages permanents.

Le Conseil d'Etat, par un arrêt du 28 octobre 1927, Charbonneaux, rapporté au Sirey 1928-3-1 avec une vigoureuse note du doyen Hauriou, rappelle que la loi de 1892 n'a pas entendu conférer le droit d'exécuter sur un terrain dont la propriété n'a pas été acquise des travaux devant subsister à titre permanent.

Il s'agissait de l'implantation de pylônes et de l'installation de câbles aériens faisant partie d'un réseau de transport d'énergie électrique à titre permanent.

L'arrêt en déduit que, ne s'agissant pas de l'application de la loi de 1892, la compétence était celle des tribunaux judiciaires¹ et non celle des Conseils de Préfecture.

Au contraire, s'il y avait eu application de la loi de 1892, le Conseil de Préfecture eût été compétent.

1. Cf. Poitiers, 24 janvier 1936, S. 1936.2.144.

§ VI. — *Règlement des indemnités.*

Il y est procédé à défaut d'accord amiable par le Conseil de Préfecture.

L'action en indemnité est prescrite par un délai de deux ans. La loi fixe les règles pour l'évaluation de l'indemnité.

§ VII. — *Sanctions des formalités imposées aux concessionnaires.*

A. *Recours judiciaire.* — Il arrive trop souvent que les concessionnaires pressés ou négligents n'observent pas les formalités édictées par la loi de 1892 ou encore qu'ils agissent sans titre.

Il y aura alors voie de fait

Et ce, même si, par une convention passée entre la commune et lui, l'industriel avait été autorisé à placer des pylônes sur les terrains particuliers moyennant certains avantages à elle concédés, une telle convention n'étant pas opposable au propriétaire qui n'a pas été partie (Paris, 30 mars 1925, rapporté *Gaz. Trib.*, 8 juillet 1925) ¹.

Le propriétaire pourra poursuivre le concessionnaire fautif devant le tribunal civil pour obtenir des dommages-intérêts et même l'enlèvement de l'ouvrage.

Toutefois, cet enlèvement ne pourra être ordonné par la Cour, lorsque depuis la date du jugement un décret a décrété d'utilité publique la ligne.

En effet, cet enlèvement serait nécessairement suivi d'une expropriation régulière et du rétablissement du pylône.

Mais comme le propriétaire ne peut de sa propre autorité réunir le jury d'expropriation et que l'industriel auquel appartient cette faculté pourrait

1. Granget, c. Société de Pennaroya.

n'en pas user et laisser subsister le pylône, la Cour de Paris, par l'arrêt précité, a admis en l'espèce que les dommages-intérêts devront compenser non seulement le préjudice passé, mais aussi celui causé par l'éviction et la dépréciation de la parcelle où le pylône a été bâti.

B. Recours administratif. — Il arrive aussi que le propriétaire prétende que l'arrêté d'autorisation du préfet a été illégalement pris.

Dans ce cas, il aura un recours devant la juridiction administrative, en l'espèce le Conseil de Préfecture, non le Conseil d'Etat¹ qui n'admet pas le recours pour excès de pouvoir en cette matière.

C. L'arrêt Tabary. — Il peut arriver que les travaux aient eu lieu dans un terrain visé par l'arrêté préfectoral alors qu'en fait, il apparaît au juge civil que ce terrain n'aurait pas dû légalement être occupé.

Il y a alors voie de fait et le tribunal civil est certainement compétent pour statuer sur l'indemnité ou l'enlèvement à la demande du propriétaire. Mais en présence de l'arrêté préfectoral, il devra surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction administrative se soit prononcée sur la validité de l'acte administratif.

C'est ce qu'a jugé le très important arrêté de conflit Tabary du 10 mai 1924 (*Dalloz hebdomadaire*, 1924, p. 496) « qu'il n'appartenait qu'à l'autorité administrative de se prononcer sur la validité de cet acte administratif pris dans l'exercice des pouvoirs conférés au préfet par les lois des 29 décembre 1892 et 29 octobre 1919 ».

Nous retrouverons cette si importante question du

1. C. E., 1^{er} mai 1885, Plard, *Rec.*, p. 480; 15 mars 1889, Touzé, *Rec.*, p. 378.

sursis à statuer sur la validité d'un acte administratif lorsque nous étudierons les servitudes de l'article 12 de la loi de 1906.

§ IX. — *Occupation temporaire en cas d'urgence.*

Signalons que, s'appliquant primitivement aux travaux de fortifications, l'occupation temporaire en cas d'urgence a été étendue par les lois des 12 août 1919, 21 mars 1924 et 12 juillet 1928 à tous les travaux publics urgents.

La déclaration d'urgence est prononcée par décret.

Elle ne peut s'appliquer qu'aux propriétés non bâties.

Il est prévu que si dans le cours de la troisième année d'occupation provisoire le propriétaire ou son ayant droit n'est pas remis en possession, il pourra exiger de l'Etat une indemnité pour la cession de l'immeuble qui deviendra dès lors propriété publique.

CHAPITRE III

LES DROITS QUE LE CONCESSIONNAIRE SIMPLE N'A PAS

§ I. — *Servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.*

Le concessionnaire simple ne peut bénéficier de ces servitudes.

Et pour les raisons suivantes :

1° La loi ne les lui accorde pas, au contraire, elle en conditionne l'usage à la déclaration d'utilité publique, c'est donc qu'à défaut de celle-ci, leur exercice doit être refusé aux concessionnaires.

2° La jurisprudence a toujours refusé le bénéfice des servitudes de la loi de 1906 aux concessionnaires simples.

Nous citerons notamment : le jugement du Tribunal civil de Bordeaux, du 29 novembre 1908 au Dalloz 1910.2.17 et sur appel, l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 24 octobre 1910, Dalloz 1910.2.336 avec une note de M. le Doyen Berthélemy.

Citons encore un jugement du Tribunal civil de Pau, du 3 décembre 1928 (D. H. 1929.126).

Un arrêté du Conseil de Préfecture de la Gironde du 23 janvier 1923 est particulièrement net.

« La régie municipale de Bordeaux, concession simple sans déclaration d'utilité publique, ne peut établir qu'à ses risques et périls ses fils électriques

au-dessus d'un terrain privé sans l'autorisation expresse de son propriétaire qui, de son côté, ne renonce nullement à son droit et n'accepte aucune servitude, en laissant établir sans protester une canalisation d'énergie électrique au-dessus de sa propriété¹. »

Et presque tous les arrêts rendus par la Cour de Cassation rappellent que l'exercice des servitudes est subordonné à la déclaration préalable d'utilité publique.

Cependant, un arrêt de la Cour de Cassation, Chambre civile du 25 avril 1923, affaire Etat et Desauty contre Pellé, rapportée au Sirey 1924.1.289, semble détonner dans cet ensemble.

Il s'agissait d'un entrepreneur de l'Etat non déclaré d'utilité publique qui avait élevé sans autorisation des pylônes sur une propriété privée.

Les propriétaires, devant le Juge des référés, puis en appel, demandèrent la démolition ; ils obtinrent gain de cause et, par arrêt du 16 juin 1920, la Cour d'appel ordonna l'enlèvement des pylônes parce que l'Etat n'avait pas rempli les formalités exigées, ou, tout au moins, n'avait pas été autorisé par une loi ou un décret.

La Cour suprême a cassé.

Elle n'a pas admis l'enlèvement de l'ouvrage et ce, pour un motif à tout le moins surabondant. En effet, dès lors qu'il s'agissait d'un concessionnaire simple qui n'avait pas droit aux servitudes de l'article 12, il y avait voie de fait et la Cour d'appel avait donc bien jugé en ordonnant l'enlèvement de l'ouvrage qui constituait une dépossession.

Mais ce que l'on ne comprend pas, c'est que la Cour suprême ait cassé en déclarant que la Cour

1. *Rec. Bordeaux*, 1923,2.37.

d'Amiens ne lui avait pas laissé le contrôle sur le point de savoir si le terrain était clos ou non, ce qui, en l'espèce, n'avait pas d'intérêt juridique, le concessionnaire simple ne pouvant user des servitudes.

Au fond, la Cour de Cassation désirait empêcher l'enlèvement de l'ouvrage, mais l'on peut s'étonner de ces attendus.

Comme le dit M. Mestre, dans sa note au Sirey sous l'arrêt, on ne comprend pas la cassation.

La Cour suprême est revenue sur cette question et, dans un arrêt du 3 avril 1935, Béziat contre Nord-Lumière¹, elle précise que l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ne confère les servitudes : « *que sous la condition d'une déclaration préalable d'utilité publique* et sur les seuls fonds non enclos de murs ou clôtures équivalentes, que les deux conditions qui en rendant légale l'emprise de la Société sur la propriété du demandeur aurait pu la faire échapper à l'appréciation des tribunaux judiciaires ne se trouvant pas remplie ou établie, il en résultait nécessairement que cette emprise reflétait le caractère d'une voie de fait ».

On ne peut être plus clair.

Donc : texte, doctrine et jurisprudence sont d'accord pour refuser aux concessionnaires simples, l'exercice des servitudes de la loi de 1906.

§ II. — Expropriation.

Le concessionnaire simple ne peut exproprier, cette mesure étant précisément subordonnée à la déclaration d'utilité publique.

1. D. P. 1937.1.17, note Blaevoet.

§ III. — *Dépossession.*

En règle générale, au cas de dépossession résultant d'un travail public, le propriétaire est obligé de la subir, et comme aucun tribunal ne peut obliger un concessionnaire à enlever un ouvrage public, il ne lui reste qu'un droit à l'indemnité.

S'agissant de voie de fait, le tribunal civil est compétent.

Mais le concessionnaire de distribution d'énergie électrique ne peut user de cette prérogative même déclaré d'utilité publique. Le § 5 de l'article 12 de la loi de 1906 la lui refuse formellement, car c'est l'atteinte la plus grave qui peut être portée à la propriété privée puisqu'elle prive le propriétaire de la détention et de la jouissance de son bien ¹.

En résumé. — Nous avons vu qu'à part l'occupation temporaire, le concessionnaire simple ne jouit d'aucun droit, vis-à-vis de la propriété privée.

Il ne peut donc, sans accord amiable, y faire des installations permanentes, sans encourir des sanctions de la part des propriétaires lésés.

1. Cf. Sanlaville, *La propriété dans ses rapports avec l'Administration. Dépossession et dommages*, p. 27.

CHAPITRE IV

DE LA REPARATION DES ATTEINTES CAUSEES
A LA PROPRIETE PRIVEE
PAR LE CONCESSIONNAIRE SIMPLE.

Nous avons vu que le concessionnaire simple ne jouit d'aucune prérogative spéciale vis-à-vis des propriétés privées.

Il n'a même pas le droit de dépossession reconnu aux entrepreneurs de travaux publics ordinaires.

Quels seront donc les recours des propriétaires contre les concessionnaires ?

SECTION I. — LA COMPÉTENCE.

Elle est dominée par le fait que les travaux du concessionnaire simple sont des travaux publics.

§ I. — *Principes.*

Tous les dommages causés par le concessionnaire distributeur relèvent à ce titre du Conseil de Préfecture avec appel au Conseil d'Etat.

Citons seulement parmi la très nombreuse jurisprudence, l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 3 décembre 1923, Est-Electrique contre Bardin ¹.

1. S. 1924.1.289, et note Mestre.

« ... Que le contrat constitue un marché de travaux publics... que dès lors l'application des dommages causés par les travaux rentre dans les attributions de la juridiction administrative. » (Cf. l'arrêt du Conseil d'Etat du 11 avril 1924, *Dalloz Hebdomadaire*, 1924, page 437, et l'arrêt de conflits Fauque du 27 mai 1924, *Dalloz hebdomadaire*, 1924, page 564, Cons. d'Etat, 18 oct. 1935 au Sirey 1937-3-39.)

Quant à la compétence *ratione loci*, elle est celle du lieu où s'est produit le dommage.

Mais il peut y avoir attribution de juridiction par l'insertion d'une clause dans le cahier des charges, la compétence territoriale n'étant pas d'ordre public.

Cette compétence s'étend aux dommages causés non seulement par la construction de l'ouvrage, mais par son existence et son fonctionnement (Conflits 4 décembre 1897, D. P. 99-3-21, C. E. 11 avril 1924, précité).

Mais il faut distinguer :

Car le concessionnaire n'est pas seulement un intendant de service public, c'est aussi un commerçant qui exploite dans son intérêt par le procédé qu'il a choisi dans la limite de son cahier des charges.

Il est donc responsable, non seulement du fait de l'ouvrage, mais de ses propres fautes d'exploitation.

La jurisprudence, et cette distinction a été faite pour la première fois par l'arrêt de conflits « Riby », du 31 mai 1913¹, attribue à l'autorité administrative la connaissance des litiges, qui dérivent du fonctionnement propre de l'ouvrage achevé

1. D. P. 1923.1.94, sous note a.

et à l'autorité judiciaire celle des actions en indemnité fondées sur les faits d'exploitation ¹.

§ II. — *Exceptions.*

La compétence du Conseil de Préfecture souffre en outre trois exceptions importantes.

A. *Seront soumis aux tribunaux civils les litiges pouvant dériver pour les propriétaires des polices d'abonnement qu'ils pourront avoir souscrit alors même que le dommage aurait eu lieu à l'occasion d'un travail public.* — Si en vue de compenser ce dommage la compagnie assure au propriétaire certains avantages, par exemple l'installation gratuite d'un certain nombre de lampes, on rattachera le litige à l'exécution de la police et le tribunal civil sera compétent : de même pour l'exercice des servitudes, s'il y a à cet égard des conventions insérées dans la police.

Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour de Paris du 6 novembre 1923, confirmant un jugement du Tribunal d'Etampes du 4 mai 1923 ².

Il s'agissait en l'espèce d'une console à poser sur un immeuble par suite d'une convention passée par la Société avec le propriétaire et incorporée dans la police d'abonnement.

B. *En ce qui concerne les servitudes de la loi de 1906.* — *Le juge de paix est compétent pour fixer l'indemnité compensatrice*, mais les autres litiges soulevés par l'exercice de ces servitudes sont de la

1. Cass. civ., 8 et 24 janvier 1923, D. P. 23.1.33 et note; Civ., 14 mai et 18 juin 1923, D. P. 23.1.193; Civ., 9 janvier 1934, Société Electrique du Pont du Bois, *R. G. E.*, 1934, p. 320; — J. Appleton, *Traité du contentieux administratif*, p. 221.

2. Aff. Véron c. Sud-Lumière, cité par Mestre, *Propriétaires et compagnies*..., p. 42. — Cf. C. E., 14 mai 1937, Forces motrices de la Tarde, S. 1937.3.71.

compétence du tribunal civil. Nous reviendrons sur cette question lorsque nous étudierons l'exercice des servitudes.

C. *Voie de fait*. — Enfin, les tribunaux judiciaires seront compétents dès lors qu'il s'agit de *voies de fait*¹.

Et ici une précision est nécessaire pour distinguer le dommage et la voie de fait.

§ III. — Distinction du dommage et de la voie de fait.

Cette distinction est très importante puisqu'elle commande la compétence.

Nous pouvons dire, sans entrer dans des discussions doctrinales, que le dommage est une simple gêne, un trouble de jouissance, sans occupation causée par un travail public à une propriété.

Le *voie de fait* implique une agression matérielle contre la propriété, une privation effective d'un ou plusieurs de ses éléments.

La jurisprudence de la Cour de Cassation nous donne deux exemples qui permettent de bien comprendre cette distinction : 1^{er} Arrêt du 3 déc. 1923, Est-Électrique contre Bardin, Chambre civile.

« Attendu que l'action intentée par Bardin contre la Société l'Est-Électrique tend à la réparation d'un dommage causé par la plantation d'un support aérien électrique sur la voie publique à une faible distance de la façade de sa maison.

» Que la Cour d'Appel a décidé qu'il lui appartenait de connaître de la cause et a statué au fond.

1. Sur la façon de s'y prendre pour expliquer la compétence judiciaire, cf. Cassini, *La réparation des sinistres portés à la propriété privée par les projections automobiles*, 1^{re} partie, p. 104 et suiv.

En quoi, elle a méconnu les règles de la compétence judiciaire... »

En effet, il n'y avait que voisinage — pas dépossession donc dommage de travaux publics — et compétence administrative.

2^e Au contraire, dans une affaire Rehenty-Sault contre Alard, par arrêt du 11 juillet 1922, la Chambre civile a jugé que la demande d'enlèvement de deux consoles supportant des fils apposés sans droit sur un mur d'immeuble, était de la compétence judiciaire — il y avait voie de fait. Ainsi jugé également par l'arrêt du 6 mars 1934 (D. H. 1934-202), Veuve de Guiringaud.

Cette importante distinction faite, nous devons maintenant examiner quels seront les recours des propriétaires lésés dans les deux cas.

Section II. — CAS DE DOMMAGE DE TRAVAUX PUBLICS.

Nous rappelons que la compétence dans ce cas est administrative.

Il faut distinguer deux recours.

- a) Recours de pleine juridiction ;
- b) Recours en annulation contre l'acte administratif qui a autorisé le travail.

a) *Recours de pleine juridiction.*

§ I. — *Le propriétaire a une action en dommages-intérêts.*

Et le Conseil de Préfecture condamnera l'entrepreneur, s'il estime que le dommage est générateur de préjudice. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu faute du concessionnaire (Cons. d'Et. 12 janv. 1934 Forces motr. du Haut-Rhin, *Rec.*, p. 69)

Rappelons qu'aux termes de la jurisprudence du Conseil d'Etat, pour provoquer une indemnité, les dommages doivent présenter certains caractères¹.

Caractères du dommage administratif. — 1° Le dommage doit être *direct*.

2° Il doit être *matériel*, il doit y avoir droit lésé. Prenons un exemple pratique : la suppression d'une perspective, y aura-t-il indemnité ?

S'il s'agit d'une usine ou de terrains non bâtis, pas d'indemnité (C. E., 10 février 1906, *Rec.*, p. 155).

Si l'on est en présence d'une maison, d'un hôtel, la suppression du panorama entraînera évidemment une diminution de jouissance qui sera susceptible de déprécier la valeur de l'immeuble en question, et il y aura droit à indemnité (C. E. 9 juillet 1913 au *Rec.*, p. 817).

3° Il faut que le dommage soit *spécial*. C'est-à-dire qu'il comporte une sorte de rupture d'équilibre dans la masse des intéressés qui en supportent l'effet au préjudice de l'un d'eux.

4° Le dommage doit être *actuel* et non éventuel.

5° Le dommage doit dépasser les inconvénients du voisinage.

Prenons un exemple : un pylone établi à plus de 1 m. 90 d'une propriété n'ouvrirait pas droit à une indemnité, car n'importe quel particulier peut construire à cette distance aux termes du Code civil, mais s'il est établi à une distance inférieure, il y aura, croyons-nous, lieu à indemnité.

L'indemnité doit tenir compte de la valeur de la terre au jour où la dépossession est devenue définitive par décision ayant force de chose jugée¹.

1. Cf. Mestre, *Cours de doctorat sur le contentieux administratif*, 1928-1929, p. 153 et suiv.

2. Cass., 2 février 1909, Casanova c. Préfet de la Corse, D. 1909.1. 249.

§ II. — *Le propriétaire ne peut obtenir
l'enlèvement de l'ouvrage.*

Le propriétaire ne peut que subir l'ouvrage moyennant dommages-intérêts.

L'enlèvement de l'ouvrage n'est pas admis, puisqu'il s'agit d'un travail public.

Ce principe de l'intangibilité de l'ouvrage public est une conséquence nécessaire du principe de la séparation de pouvoirs.

Il a été affirmé par une série d'arrêts du Conseil d'Etat, notamment le 24 novembre 1893, Ville de Tlemcen, *Rec.*, p. 780 ; 6 janvier 1894, Lebreton-Faucheux, *Rec.*, p. 77, par le Tribunal de Conflits dans l'arrêt du 1^{er} août 1896, Préfet de la Manche, *Rec.*, p. 637.

Enfin, le principe est rappelé dans les arrêts de cassation, Etat français et de Saulty contre Pellé, du 25 avril 1923 (Sirey, 24-1-289), Chemin de fer Pyrénées-Orientales contre Trescases, 25 juin 1934 au Sirey 1935-1-130, qui a jugé que s'il appartient au juge du possessoire de constater la possession légale qu'un propriétaire prétend avoir des eaux provenant du fuyant d'une fontaine publique, ce juge ne saurait, sans excéder la compétence et les pouvoirs de l'autorité judiciaire, ordonner les mesures propres à faire cesser le trouble apporté par un travail public à cette possession, en dehors de toute emprise sur le fonds où elle s'exerce.

§ III. — *Quasi-astreinte.*

En principe, le Conseil d'Etat n'admet pas le procédé de l'astreinte contre l'Administration (Fabreges, 23 juillet 1909, S. 1911-3-121).

Cependant, il admet la possibilité d'offrir à l'Administration ou au concessionnaire une alternative ; payer l'indemnité ou démolir¹, mais l'option doit demeurer entièrement libre.

C'est donc un moyen indirect pour le propriétaire d'obtenir des tribunaux l'enlèvement de l'ouvrage dommageable.

b) *Recours en annulation.* — Le propriétaire lésé peut essayer d'attaquer en annulation l'acte administratif qui a permis l'exécution de l'ouvrage.

Le recours diffère suivant l'acte qui a autorisé les travaux.

a) S'il s'agit d'une loi, aucun recours.

b) Si l'irrégularité a été commise par le Conseil général, l'annulation pourra être demandée par tout intéressé au Préfet².

c) Si c'est par le Conseil municipal, sa délibération peut être annulée par le Préfet sauf recours au Conseil d'Etat³.

Si l'irrégularité est le fait d'un fonctionnaire public. Il y a d'abord recours hiérarchique, enfin, un ou plusieurs recours juridictionnels.

Il faut distinguer le cas de faute de service et de faute personnelle.

Il y a « faute personnelle » quand il y a eu intention mauvaise ou faute lourde, quand le fonctionnaire a dépouillé la qualité d'organe de l'exécutif pour laisser apparaître l'homme avec ses vices ; quand enfin il s'est révélé comme un particulier quelconque sous le masque administratif⁴.

S'il y a faute de service, l'acte peut être déféré au

1. C. E., 10 mars 1905, Berry c. Chevallard, 23 mars 1906, Bichambis, S. 1907.3.65.

2. Loi du 10 août 1871.

3. Loi du 5 avril 1884.

4. Jèze, *Rev. dr. Dr. pub.*, 1909, p. 262.

Conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir.

S'il y a faute personnelle, nous rentrons dans le cadre de la voie de fait et le tribunal civil est compétent, sauf à surseoir à statuer jusqu'à décision administrative.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur cette question au sujet des recours contre l'arrêté de délimitation des servitudes en matière de concessions d'utilité publique.

SECTION III. — IL Y A VOIE DE FAIT. RENVOI A DES EXPLICATIONS ULTÉRIEURES.

Dans ce cas, nous l'avons vu, il y a compétence judiciaire.

La dépossession peut comporter divers degrés depuis l'atteinte légère, le simple passage des fils au-dessus d'une propriété jusqu'à la dépossession complète.

Or la loi de 1906 refuse, nous l'avons dit, la dépossession au concessionnaire, et comme il n'a pas droit aux servitudes, toute implantation ou installation faite par lui, sans accord amiable préalable, constitue une voie de fait.

Recours du propriétaire lésé. — Le propriétaire a contre celles-ci les recours suivants :

§ I. — *Il peut faire cesser les travaux.*

Car tant que l'ouvrage public n'est pas achevé, il n'est pas intangible ¹.

Cela a été affirmé de la façon la plus nette par

1. Confl., 15 décembre 1858, De Rochefort, S. 1859.2.462; Confl. 13 décembre 1890, Parent, *Rec.*, p. 961.

l'arrêt déjà étudié De Saulty contre Pellé, S. 1924-1-289, note Mestre.

« Attendu... que si, au cas d'inobservation de cette formalité, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents, pour prononcer la discontinuation des travaux ainsi entrepris par l'Etat ou sur son ordre... »

§ II. — *Il peut faire interdire l'accès de sa propriété au concessionnaire. (L'arrêt Lissaraque.)*

Si le propriétaire s'oppose à l'intrusion, le concessionnaire ne pourra passer outre.

Ainsi en a décidé le célèbre arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de Cassation le 12 juillet 1921 ¹, Lissaraque contre Giros, Loucheur; il s'agissait en l'espèce d'un concessionnaire d'utilité publique qui prétendait s'établir sur un terrain clos. Le président des Référés avait prononcé contre lui l'interdiction de s'y installer. La Cour d'appel avait annulé son ordonnance pour incompétence; la Cour suprême a cassé l'arrêt qui n'indiquant pas si en fait la parcelle était close ou non, ne lui laissait pas la possibilité d'exercer son contrôle. Ce qui implique que le juge aurait pu interdire l'entrée du terrain clos.

§ III. — *L'action possessoire.*

Il est hors de doute que le propriétaire en a l'exercice.

Cela a été reconnu par l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 11 juillet 1922, Société Rebenty-Sault contre Alard ², et encore plus

1. S. 1924.1.289, note Mestre, D. P. 1921.1.185, note P. B.

2. S. 1924.1.289, note Mestre.

nettement par l'arrêt Gauchet contre Garczynski, du 6 août 1930¹, que nous étudierons plus loin.

§ IV. — *L'enlèvement des ouvrages. Renvoi.*

C'est évidemment la sanction capitale de la voie de fait.

Nous renvoyons à l'étude que nous ferons de cette question dans le chapitre spécial consacré au droit pour les tribunaux judiciaires d'ordonner l'enlèvement des ouvrages irréguliers.

Et ce renvoi est légitime, puisque le concessionnaire simple, qui plante sur une propriété privée, se trouve en somme dans une situation analogue à celle du concessionnaire d'utilité publique, qui agit avant d'avoir obtenu sa reconnaissance à ce titre ou plante dans un terrain clos.

Disons cependant dès maintenant que, dès lors qu'il y a voie de fait, la Cour de Cassation admet l'enlèvement de l'ouvrage irrégulier du concessionnaire simple².

1. D. P. 30.1.174, note Blaevoet; S. 1930.1.337, note Mestre.

2. S. 1924.1.289, Sté Rebenty Sault c. Alard, Cass. civ., 11 juillet 1922, note Mestre.

QUATRIEME PARTIE

Le Concessionnaire déclaré d'utilité publique.

C'est évidemment déclaré d'utilité publique¹ que le concessionnaire jouit des droits les plus étendus à l'encontre de la propriété privée. Il peut exproprier et bénéficier des servitudes prévues par l'article 12 de la loi de 1906.

Mais rappelons qu'aux termes du § 5 de ce dernier article, il ne peut déposséder un propriétaire, sauf expropriation.

Nous allons étudier successivement les divers droits du concessionnaire d'utilité publique à l'égard de la propriété privée.

1. Sur les formalités de déclaration d'utilité publique, cf. le décret du 29 juillet 1927, modifié le 28 mars 1935.

CHAPITRE PREMIER

L'OCCUPATION TEMPORAIRE. RENVOI

Bien entendu, le concessionnaire d'utilité publique bénéficie du droit d'occupation temporaire, puisqu'il est entrepreneur de travaux publics. Nous renvoyons à l'étude que nous avons faite de l'exercice de ce droit par le concessionnaire simple.

CHAPITRE II

L'EXPROPRIATION

La déclaration d'utilité publique permet au concessionnaire qui l'a obtenue d'exproprier; la loi de 1906 au § 2 de l'article 12 le rappelle formellement.

« S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire. »

Cette faculté est très intéressante pour lui. Elle lui permet d'établir ses ouvrages sur les propriétés privées au cas où il ne pourrait exercer ses servitudes, notamment pour établir des supports ou des canalisations dans des terrains clos, ou encore, des ouvrages autres, sectionneurs, transformateurs, etc., à condition toutefois que ces ouvrages fassent partie de la concession et soient établis pour le compte de l'autorité concédante au nom de laquelle, nous l'avons vu, est prononcée l'expropriation.

§ I. — *Son champ d'application.*

1° Nous venons de le voir, il est plus large que celui des servitudes légales.

2° Le concessionnaire a le choix entre l'expropriation et les servitudes, art. 12 (« S'il y a lieu... »¹).

1. En ce sens, Mestre, *Propriétaires et compagnies...*, p. 13. — En sens contraire, Colombet, *op. cit.*, p. 247.

3° L'expropriation doit aboutir à l'acquisition en pleine propriété des parcelles qui en font l'objet.

Ce serait la détourner de son but que de la faire servir notamment à l'acquisition de servitudes.

Il en a ainsi été jugé par la Cour de cassation le 28 janvier 1924¹ dans une affaire Boueilh contre Compagnie des chemins de fer du Midi ; le jugement avait prononcé au profit de l'Etat contre le sieur Boueilh une servitude ainsi définie : « Droit pour la Compagnie des chemins de fer du Midi d'implanter sur la parcelle des pylônes supportant des fils conducteurs d'énergie électrique, interdiction de planter aucun arbre, d'élever aucune construction autre que celles existantes, et d'effectuer aucun travail préjudiciable au bon fonctionnement de la ligne et à la surveillance des agents de la Compagnie. » Tout en maintenant le propriétaire en jouissance de sa parcelle.

Ce bizarre jugement a été cassé par ce motif que, en prononçant une expropriation qui n'avait pas pour objet l'acquisition d'un droit de propriété, il a faussement appliqué l'article 12 de la loi de 1906.

L'acquisition peut d'ailleurs être limitée à la seule surface nécessaire, et le concessionnaire bénéficie de la servitude d'enclave pour l'entretien et la réparation de ses ouvrages.

§ II. — *La procédure. Notions très sommaires.*

Il nous est impossible de rentrer dans des détails.

La loi du 3 mai 1841 a été abrogée par un *décret-loi du 8 août 1935*.

La procédure comporte deux phases :

1° *Une phase administrative.* — L'ouverture de

1. S. 1924.I.289, note Mestre.

l'enquête doit être notifiée individuellement aux propriétaires intéressés. Elle peut avoir lieu en même temps que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

2° *Une phase judiciaire.* — L'expropriation est prononcée par ordonnance du président du tribunal civil.

En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée par une commission arbitrale composée de cinq membres : un magistrat-président ayant voix prépondérante, deux fonctionnaires, un notaire, un contribuable.

§ III. — *L'indemnité.*

Elle doit être *préalable* à la prise de possession, en quoi elle diffère, comme nous le verrons, de celle compensatrice des servitudes.

CHAPITRE III

LES SERVITUDES DE LA LOI DE 1906 RENVOI

A raison de leur importance, nous allons leur consacrer la cinquième partie.

CINQUIEME PARTIE

Les servitudes instituées par la loi
de 1906

CHAPITRE PREMIER

RAPPEL DU TEXTE

Ces droits exorbitants du droit commun sont conférés, nous l'avons dit, au concessionnaire déclaré d'utilité publique par l'article 12.

Ce texte très important est ainsi conçu :

Article 12, alinéa 3. — La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère en outre au concessionnaire le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades, donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites tant au point de vue de la sécurité, que de la commodité des habitants, par les règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques, tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou d'autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient par leurs mouvements ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1 et 4 ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge de paix ; s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert.

CHAPITRE II

AYANTS DROIT A L'EXERCICE DES SERVITUDES

1° *Les concessionnaires déclarés d'utilité publique* (article 12 de la loi de 1906).

2° *Les bénéficiaires des dispositions de l'article 21 de la loi du 15 juin 1906.*

Cet article confère le droit d'user des servitudes pour l'établissement de lignes pouvant alimenter un ouvrage déclaré d'utilité publique, établi par l'Etat, un département, une commune ou une association syndicale de la loi de 1865 ou à leur concessionnaire.

Et ce, même dans le cas où l'énergie serait fournie par une usine privée ou une entreprise non déclarée d'utilité publique et aussi dans le cas où les lignes serviraient à d'autres usages que le service public ou l'association syndicale.

Cet article a visé surtout les lignes d'alimentation des réseaux de traction électrique.

Une difficulté s'est élevée, lorsque ces lignes devaient emprunter un autre tracé que celui des réseaux.

Car alors, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du réseau n'ayant pas eu lieu sur le territoire des communes traversées, on pouvait se demander s'il y avait lieu à de nouvelles concessions.

Le Conseil d'Etat a répondu par la négative, arrêt du 14 janvier 1928, affaire Dubarry et Noguès contre Compagnie du Midi, préfet des Hautes-Pyrénées et ministre des Travaux publics¹.

Cet arrêt a été longuement critiqué par M. Blaeyvoet : *Des atteintes à la propriété*, pages 233 et suivantes.

Car, en réalité, il n'y a pas eu enquête dans les localités où passent les câbles, et l'on ne peut prétendre que toute l'étendue des travaux a été prévue dès... 1865, date de la déclaration d'utilité publique des chemins de fer du Midi.

Nous croyons que le savant auteur a raison et que l'article 21 ne dispense pas d'avoir un titre régulier, lorsque la ligne électrique doit emprunter le territoire d'autres communes que celles où passe le chemin de fer.

C'est d'ailleurs cette dernière solution qui a reçu depuis lors la consécration administrative.

3° *Les bénéficiaires des dispositions de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925.*

Nous rappelons que cet article confère le droit d'user des servitudes aux distributions réalisées sous le régime de la concession ou la régie, non déclarées d'utilité publique, mais réalisées avec les concours financiers de l'Etat, des départements, des communes ou des syndicats de commune.

Toutefois, cette catégorie de bénéficiaires ne peut user de la servitude d'appui dans ces conditions que si l'emprise des supports à implanter est inférieure à 1 m², sinon la déclaration d'utilité publique est nécessaire.

Et le décret du 27 décembre 1925 précise que :

1. D. 1930.3.31, note Blaeyvoet.

1° Sont considérées comme réalisées, avec les concours financiers de l'Etat, les distributions bénéficiant de subventions sur les fonds du ministère de l'Agriculture, ou de prêts accordés par la Caisse nationale du crédit agricole par application de la loi du 2 août 1923.

2° Comme réalisées avec le concours financier des communes ou des syndicats de communes, les distributions exécutées avec les subventions de ces collectivités lorsque le total atteint au moins 10 % de la dépense prévue au devis.

Et l'emprise du support est définie par la surface comprise à l'intérieur d'un polygone enveloppant la plus grande section des fondations ou de la projection horizontale du support jusqu'à deux mètres au-dessus du sol.

Ce texte a été voté dans l'intention de faciliter l'électrification des campagnes. Il ne vise que les « distributions d'énergie électrique » ; nous croyons donc qu'il ne saurait s'appliquer aux entreprises de transport d'énergie.

4° *Les bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.*

Ce texte accorde l'usage des servitudes au concessionnaire d'une usine hydroélectrique pour la restitution de l'énergie en cas d'éviction de droits particuliers à l'usage de l'eau.

Et ce, même s'il n'y a pas déclaration d'utilité publique, mais seulement si la ligne de restitution n'emprunte pas les voies publiques.

Au cas contraire, il faudra évidemment au concessionnaire un titre spécial, car la loi de 1919 ne prévoit pas le droit du concessionnaire de chutes d'emprunter le domaine public terrestre ¹.

1. Sur ces questions, Blaevoet, *Des atteintes à la propriété...*, p. 121 et suiv.

Seules les lignes contruites par des entreprises pouvant se réclamer d'un des quatre textes que nous venons d'énumérer peuvent bénéficier des servitudes de la loi de 1906¹.

1. La loi du 4 juillet 1935 les accorde aux installations de câbles électromagnétiques de guidage des aéronefs.

CHAPITRE III

QUELLE EST LA NATURE JURIDIQUE DE CES PREROGATIVES ?

Ces droits sont appelés servitudes, mais c'est un terme impropre; l'analyse de leur caractère a donné lieu à maints travaux doctrinaux et a été spécialement faite par M. le Conseiller à la Cour de Cassation Pilon, dans son rapport sur l'affaire jugée le 1^{er} juin 1932 par la Chambre des requêtes, Société d'Energie Electrique du Littoral Méditerranéen contre Cognet ¹.

Il rappelle que si MM. Planiol et Ripert, dans leur *Traité de Droit civil*, t. III, n° 903, déclarent qu'il y a servitude (en considérant l'ensemble du réseau comme un fonds dominant), les spécialistes Blaevoet et Colombet sont d'un avis contraire.

En effet, ce qui caractérise les servitudes usuelles, c'est qu'elles sont une charge imposée sur un fonds servant au profit d'un fonds dominant, qu'elles sont perpétuelles et ne peuvent être aggravées.

Or, le savant conseiller ne retrouve dans les atteintes portées à la propriété privée par l'article 12 aucun de ces éléments.

Donc, ce ne sont pas des servitudes.

Ce ne sont pas des expropriations, car :

1° Elles n'entraînent pas dépossesion;

1. D. P. 32.1.102.

2° Ne privent le propriétaire que de certaines utilités ;

3° Il n'y a pas indemnité préalable.

Ce sont donc des *charges légales de la propriété créées dans l'intérêt du fonctionnement d'un service public*.

Et l'indemnité due à raison des atteintes à la propriété est une condition juridique de l'exercice du droit du concessionnaire comme le paiement de l'indemnité apparaît comme une condition juridique des droits de l'expropriant.

CHAPITRE IV

A QUELLES NATURES DE DISTRIBUTIONS D'ENERGIE ELECTRIQUE PEUVENT BENEFICIER CES « CHARGES LEGALES » ?

Rappelons que l'article 12 spécifie que « ces droits (d'appui) ne pourront être exercés que sous les conditions prescrites tant au point de vue de la sécurité que de la commodité des habitants par les règlements d'administration publique, les dits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants, tels que la présence... de constructeurs à proximité des bâtiments ne soit pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, de dangers graves pour les personnes ou les bâtiments. »

Et si l'on se rapporte au rapport de M. Janet¹, on y lit ceci : « Ce droit ne saurait être conféré aux courants à très forte tension dont on fait un fréquent usage aujourd'hui quand il s'agit de transporter l'énergie électrique à des distances considérables. »

Cependant, les règlements d'administration n'ont jamais été pris, et non seulement les lignes d'éclairage à haute tension ont toujours bénéficié des servitudes, mais celles-ci s'appliquent même au cas du

1. J. O., Ch. des dép., Document annexe, n° 2111, Session extraordinaire, 1904.

transport d'énergie à haute tension¹ prévu par la loi du 12 juillet 1922, insérée en un article 3 *bis* dans la loi de 1906².

Toutefois, le concessionnaire devra évidemment appliquer les textes qui sont relatifs aux mesures de sécurité à prendre et qui varient suivant la tension du courant supporté par les installations.

Il est évident que le concessionnaire, en ne se conformant pas à ces textes (dont le dernier en date nous paraît être l'arrêté interministériel du 30 avril 1935 paru au *J. O.* du 23 mai 1935), encourt les plus graves responsabilités tant civiles que pénales.

Mais il n'en subsiste pas moins qu'actuellement, contrairement au vœu formellement exprimé par le législateur de 1906³, les charges légales de l'article 12 s'appliquent à tous les réseaux quelles que soient la tension et l'intensité du courant qu'ils transportent, que ce soit pour la distribution ou le transport, à condition bien entendu qu'ils aient obtenu l'utilité publique ou assimilés.

Le caractère dangereux du courant étant une question de fait, l'ingénieur en chef du contrôle pourra d'ailleurs s'opposer à l'exercice de la servitude, s'il estime qu'il y a danger, par exemple risque d'amorçage d'arcs, et refuser d'approuver le projet définitif d'exécution.

1. *J. O.*, p. 2265, Déb. parl., 1924, Sénat, p. 1591-92.

2. En sens contraire : P. Bougault, *Cahier des charges pour les distributions*, p. 83.

3. Dans ce sens : Blaevoet, *Des atteintes à la propriété...*, p. 154 ; en sens contraire : Mestre, *Propriétaires et compagnies...*, p. 4.

4. Cf. Borrel, « Les réseaux de transport et les droits des particuliers », *Rev. pol. et parl.*, 1925, p. 74.

CHAPITRE V

DES FONDS GREVES ET DES CONDITIONS MATERIELLES D'UTILISATION DES CHARGES LEGALES.

A. *Servitude d'ancrage*. — Rappelons que l'article 2 de la loi de 1898 exempte de l'occupation temporaire, les propriétés atténantes aux habitations et closes.

Au contraire, la loi de 1906 n'exempte aucun immeuble.

Mais ce sont seulement les murs extérieurs qui sont frappés de la servitude, ainsi que les toits et terrasses auxquels on peut accéder de l'extérieur.

L'intérieur y échappe¹.

Quant aux prescriptions de la loi de 1906, relative à la sécurité et à la commodité des habitants, nous renvoyons à ce que nous venons de dire à ce sujet.

B. *Servitude de passage*. — C'est une atteinte au principe de l'article 552 du Code civil selon lequel la propriété du sol emporte celle du dessus. Elle n'est pas limitée aux terrains privés non bâtis ni clos².

1. Cf. Trib. des conflits, 27 février 1893, Lhopitallier c. l'Administration des Postes : « Considérant que les travaux litigieux dont les époux L. demandent la suppression ont leur assiette, non sur le toit de la maison, mais dans l'intérieur du grenier et qu'une trappe a été établie pour y accéder. Que ces travaux constituent, non pas l'exercice de la servitude établie par la loi, mais une emprise sur une partie intérieure de l'immeuble et entraînant par suite une véritable dépossession... », d'où compétence judiciaire.

2. C. E., 25 mars 1937, Follot, *La Loi*, 31 juillet 1937.

C. Servitudes de support de conducteurs aériens et de canalisation souterraine. — Le concessionnaire ne peut user de cette prérogative qu'à l'égard des « terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ».

La question de clôture. — On retrouve là les termes de la loi de 1892 sur l'occupation temporaire, moins les mots « suivant les usages du pays ».

Mais, en notre matière, on se réfère à la jurisprudence de la loi de 1892.

Comme l'a dit M. Pepy, *Bulletin de la Ch. Synd. des Forces hydrauliques*, juin 1933 :

« Ce qui est essentiel, ce qui fait la propriété close, c'est que cette propriété est séparée des propriétés voisines par un procédé ne permettant pas d'y accéder de façon normale, si ce n'est par des portes et barrières spécialement aménagées à cet effet ; il faut que le propriétaire ait manifesté d'une façon tangible, évidente, son intention de se réserver l'accès exclusif du terrain. »

Citons diverses décisions :

Trib. corr. d'Albi, 17 décembre 1927¹, une clôture constituée par des piquets et fils de fer barbelés n'est pas équivalente à un mur, selon l'article 12.

Trib. corr. de Grenoble, 19 novembre 1928, une prairie entourée d'arbustes formant haie n'est pas assimilable à un mur².

Quant à la jurisprudence du Conseil d'Etat, citons l'arrêt du 6 février 1931³, qui estime que des terrains attenants à une habitation, entourée par des barrières et des haies continues, ne sauraient, bien que ces clôtures présentent en certains endroits des

1. *Gaz. Pal.* 28.1.352.

2. *Gaz. Pal.* 23.1.301.

3. *D. H.* 1931.196.

brèches de minime importance, être considérées comme frappées de la servitude de l'article 12.

Au contraire, n'a pas été considérée comme équivalente à un mur par le Conseil d'Etat, arrêt du 25 avril 1934¹, une clôture de haies vives et de fils de fer entourant des parcelles non attenantes à une habitation.

Enfin, l'arrêt Beziat, du 16 octobre 1935², où le Conseil d'Etat a jugé qu'une parcelle de terrain entourée de fil de fer et non attenante à une habitation ne peut être regardée eu égard à cette circonstance et *aux usages locaux* comme entourée d'un mur au sens de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906. Comme nous le verrons dans cette même affaire Beziat, la Cour de cassation s'est arrogé le droit de juger, elle aussi, cette question de clôture.

Epoque à laquelle doit exister la clôture pour exonérer le fonds. — On adoptera la solution donnée par l'arrêt Maussabré, en matière d'occupation temporaire, et on tiendra compte « exclusivement de la situation des terrains au moment où a été pris l'arrêté en autorisant l'occupation », ce qui permet de déjouer les calculs des propriétaires qui bâti-raient ou feraient des clôtures après coup pour faire échapper leur terrain à la servitude.

La position des supports. — En principe, aux termes de l'article 3 du décret du 27 décembre 1925, les supports des lignes soumises au régime de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 doivent être placés sur les limites des propriétés et des clôtures.

Mais cette règle n'a pas un caractère impératif et il peut y être dérogé lorsque l'implantation, au

1. *Gaz. Pal.* 34.2.150.

2. *Gaz. Pal.* 1935.2.674.

milieu des propriétés et cultures est justifiée par un motif sérieux.

Ainsi en ont décidé les arrêts du Conseil d'Etat Veyssières, du 24 juillet 1934 (*Gaz. Pal.* 34-2-831), et Groc contre Berdoulat, du 4 mai 1937 (*Gaz. Pal.*, du 24 septembre 1937).

Les branchements. — Disons enfin que les servitudes s'appliquent aussi bien aux lignes principales qu'aux branchements destinés à transporter l'énergie desdites lignes jusques et y compris la boîte du coupe-circuit principal ou le poste de transformation ¹.

D. Servitude d'élagage ². — C'est le droit de couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. Ce n'est pas seulement un droit, c'est une obligation pour l'exploitant.

L'article 31 de l'arrêté technique du 30 avril 1935 dispose : « qu'il doit être effectué aussi souvent que la sécurité l'exige ou le service du contrôle le prescrit ».

Ce qui implique pour le concessionnaire et ses préposés, le droit de passage à cette fin.

Il ne faut pas confondre élagage et abatage...

Un abatage non autorisé tomberait sous le coup de l'art. 445 du Code pénal qu'a cependant refusé d'appliquer le Tribunal correctionnel de la Flèche (jugement du 28 février 1934, rapporté R. G. E., p. 766 de 1934).

A tout le moins, y aurait-il voie de fait, qu'il

1. C. E., 17 juin 1931, Dlle Simon, *Gaz. Pal.* 31.2.598.

2. Cf. « L'arbre et la ligne électrique », par M. Mathiot, *Bull.*, septembre 1935, p. 111 et suiv.

appartiendrait aux tribunaux judiciaires de sanctionner.

Ainsi l'a jugé le Conseil d'Etat le 8 décembre 1933 (*Gaz. Pal.* 1934-1-412). Il y avait eu coupe d'une bande de taillis, abatage de 16 peupliers et destruction d'une clôture.

Dans de pareils cas de vandalisme, le Conseil d'Etat a justement visé une prise de possession irrégulière d'une propriété privée dont la juridiction administrative n'avait pas à connaître.

Toutefois, la Cour de Rouen, Première Chambre, a jugé, le 8 juillet 1936 (*Rev. Ass. Terr.*, 1936.1.129), que la disposition relative au droit de couper les branches d'arbres, doit être par identité de motifs étendue aux arbres eux-mêmes lorsqu'ils présentent pour la ligne les mêmes dangers.

Disons enfin, qu'une circulaire ministérielle du 5 octobre 1923 oblige toute personne qui veut construire, surélever, modifier ou réparer un bâtiment, mur, clôture ou ouvrage quelconque, à prévenir le maire 5 jours avant le commencement des travaux s'ils doivent avoir lieu à moins de 3 mètres de la ligne ou des supports et qu'une autre circulaire du 22 août 1934 a étendu cette mesure à l'élagage et à l'abatage d'arbres.

D'autre part, l'arrêté du 30 avril 1935 prescrit que l'exploitant est tenu de donner préavis de l'élagage aux services de voirie et aux propriétaires intéressés.

Quant à ce qui concerne la responsabilité des dommages causés par chute de branches d'arbres, elle soulève des problèmes très complexes¹ que nous ne pouvons étudier ici.

1. Cf. Mathiot, article précité, dans *Bull.*, septembre 1935; Mestre, *Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux de distribution d'électricité*.

CHAPITRE VI

ETENDUE DES SERVITUDES.

Nous devons maintenant nous poser une question. Les servitudes de la loi de 1906 ne visent-elles que l'installation, l'établissement à demeure ou prévoient-elles la possibilité d'entretenir le bon fonctionnement de l'ouvrage ?

Comportent-elles le droit de passage ou d'accès pour l'entretien des installations ?

Sans doute, les servitudes doivent d'interpréter restrictivement et elles ne prévoient pas l'entretien. Mais une série d'arguments militent en faveur de la possibilité, pour le concessionnaire, d'entretenir son installation.

1° *Travaux préparatoires.* — Le rapport Berthelot au projet de 1898 devenu la loi de 1906.

Le juge doit... apprécier quelle indemnité est due au propriétaire pour la même gêne que cause à sa jouissance la présence continue... des supports.

Puisqu'il y a gêne, pour présence continue, c'est que l'on prévoit les travaux d'entretien.

2° *Les termes mêmes de la loi* qui prévoient :
l'établissement de la ligne à demeure ;
l'article 21, qui vise le fonctionnement.

Enfin, l'ébranchage est une servitude qui renouvelle son effet régulièrement. Le concessionnaire est

obligé de l'effectuer et personne ne lui nie un droit de passage à cet effet ; dans un intérêt de sécurité évident, il y a le même intérêt à ce que le concessionnaire puisse vérifier périodiquement l'état des supports et des lignes.

Cf. sur tous ces points l'étude de M. Mestre au Sirey 1927.2.17.

3° *Assimilation de la loi de 1906 avec celle de 1885* sur les lignes télégraphiques sur laquelle elle est calculée.

Or, cette dernière prévoit l'entretien ; ce qui est nécessaire pour des lignes sans danger sur simples poteaux l'est bien davantage encore pour un réseau de distribution.

4° *La jurisprudence.* — Le droit de passage pour l'accès et la surveillance des propriétés avait déjà été admis par un jugement du Tribunal civil de Lyon, du 24 juillet 1926 ¹.

Il a été nettement consacré par deux arrêts, rendus par la Chambre des Requêtes sur le rapport de M. le Conseiller Pilon ², le 1^{er} juin 1932, dans les affaires *Energie électrique du Littoral méditerranéen contre Cognet et Chemins de fer du Midi* contre *Sar et Goubaud*, qui ont jugé que :

« Le passage des préposés à la surveillance et à l'entretien sont des conséquences certaines, directes et immédiates des charges imposées par la loi aux propriétés privées. »

1. S. 1927.2.17, note Mestre.

2. D. P. 1932.1.102.

CHAPITRE VII

LA PROCEDURE PREALABLE A L'EXERCICE DES SERVITUDES DE LA LOI DE 1906

Rappelons que l'article 12 spécifie que :

« l'exécution des travaux... doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune. Elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet. »

Cette procédure est actuellement réglée par l'article 52 et 53 du chapitre VII du décret du 28 mars 1935 modifiant celui du 19 juillet 1927 modifiant celui du 3 avril 1908.

ART. 52. — L'enquête, dans chaque commune, a lieu sur un plan parcellaire indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la nature et l'étendue des sujétions en résultant.

Le plan des propriétés frappées de servitude mentionne les noms des propriétaires.

Il reste huit jours à la mairie.

Avertissement de l'ouverture de l'enquête est donné collectivement aux intéressés par l'affichage et notification directe par le maire aux intéressés. Le maire certifie notifications et affichage. Il mentionne sur le procès-verbal qu'il ouvre à cet effet

les réclamations et déclarations faites verbalement et y annexe celles par écrit à l'expiration du délai de huitaine ; un commissaire enquêteur nommé par le Préfet reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés.

Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet le dossier au maire qui le transmet sans délai à l'ingénieur en chef du contrôle, s'il s'agit d'une concession de distribution publique, et à l'ingénieur en chef centralisateur, s'il s'agit d'une concession de distribution aux services publics ou de transport.

Si l'exécution des travaux projetée comporte des expropriations, il est procédé à l'enquête pour les servitudes en même temps qu'à celle prévue par le T. II de la loi du 3 mai 1841.

ART. 53. — L'ingénieur en chef communique au concessionnaire le dossier.

Ce concessionnaire peut, s'il le juge utile, modifier le projet en vue de tenir compte des observations de l'enquête.

S'il y a servitudes nouvelles, ou aggravation de celles « prévues ¹ », notification directe en est faite par le maire aux intéressés, qui ont un délai de huit jours.

Le projet est transmis au préfet qui approuve s'il y a lieu.

Rappelons que, si les conditions de l'enquête sont remplies, l'approbation ne saurait être sans excès de pouvoir refusée par le préfet.

Par contre, l'autorisation préfectorale serait inopérante si une formalité de l'enquête avait été

1. Ce qui exclut le cas où elles sont réduites, C. E., 16 octobre 1935, *Beziat, Gaz. Pal.* 35.2.674.

omise. — Conseil d'Etat du 17 mai 1935, Auloy, *Gaz. Pal.*, 35.2.304.

L'approbation du préfet, comme l'enquête, sont des *formalités substantielles* en l'absence desquelles le concessionnaire ne peut exercer les servitudes de l'article 12 sans commettre une voie de fait ¹.

1. Comp. en matière de servitudes de supports téléphoniques, C. E., 6 février 1935, D. H. 1935.183, « Frecon ».

CHAPITRE VIII

DES DROITS QUE CONSERVENT LES PROPRIETAIRES ASSUJETTIS

Ceux-ci conservent certains droits nonobstant l'exercice des servitudes.

Rappelons que l'article 12 précise que l'exécution de travaux n'entraîne aucune *dépossession*, la pose d'appuis... ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever.

La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert ou non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.

Le propriétaire devra un mois avant d'entreprendre les travaux... prévenir le concessionnaire par lettre recommandée au domicile élu par ledit concessionnaire.

Le propriétaire ne saurait être privé de la détention, ni de la jouissance de son bien.

Il faut concilier ses droits avec l'exercice des servitudes.

On dit que celles-ci sont permutables, la propriété reste grevée.

Le concessionnaire sera obligé de retirer ses supports, de les mettre ailleurs, à ses frais, mais ce pourra être sur la même propriété.

Rappelons que, pour déterminer les immeubles

grevés de servitudes, il faut se placer au moment où a été pris l'arrêté préfectoral (arrêt de Maussabré précité).

Et, même si le propriétaire ne peut user de son droit et demande des dommages-intérêts compensateurs, il y a lieu de lui en accorder pour la violation de son droit « théoriquement maintenu » ; c'est ce qu'a jugé :

*L'arrêt de la Cour de Cassation, 25 février 1931,
Gachet contre Société de transport d'énergie
des Alpes (S. 1931.1.269).*

L'espèce est curieuse.

Un sieur Gachet avait demandé au juge de paix de Saint-Pierre-d'Albigny une indemnité de 336 fr. pour dégâts causés à sa propriété par la ligne de la Société des Transports d'énergie des Alpes, et une indemnité de 10.000 fr. ou le déplacement d'une ligne ; car, là où elle se trouvait, il projetait de bâtir une grange et était empêché par sa présence, ne pouvant bâtir sa grange ailleurs.

Le juge de paix avait retenu sa compétence sur tous les chefs de la demande et avait nommé des experts pour évaluer l'indemnité et voir si, véritablement, la grange ne pouvait être établie en d'autres points.

Le Tribunal de Chambéry, sur appel de la Société, considérant que l'obstacle à la construction de la grange constitue un préjudice provenant directement de la servitude de passage, confirme la sentence du juge de paix.

La Société de Transport d'énergie des Alpes s'est pourvue en cassation contre le jugement. Elle invoquait deux moyens :

1° Violation de l'article 12 de la loi de 1906 en ce

que le jugement déclare que l'obstacle opposé par sa ligne à la construction de la grange constituerait un préjudice provenant directement de la servitude de passage qui lui est concédée, alors que la caractéristique de servitudes de l'article 12 est précisément de ne créer aucun obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir — que l'impossibilité prétendue de Gachet serait un dommage de travail public relevant de la compétence administrative.

2° Violation de l'article 12, en ce que l'état de chose qu'invoquait Gachet ne pourrait résulter que d'une faute de la Société étrangère à l'exercice des servitudes, et que, par suite, la demande en 10.000 francs de dommages-intérêts échappait à raison de son taux à la compétence du juge de paix.

La Cour de cassation, par arrêt du 25 février 1931, a rejeté le pourvoi.

« Attendu que le jugement attaqué décide à bon droit que la diminution de valeur qui peut résulter pour un fonds de la restriction ou de la gêne apportée par le passage des fils à l'utilisation du terrain pour la construction est une conséquence directe et immédiate des servitudes... »

« ... Attendu que le texte litigieux donne compétence au *juge de paix* en première instance pour statuer sur toutes indemnités, dues à raison des servitudes qu'il crée *sans distinguer* suivant que le dommage invoqué résulte... juridiquement de la limitation d'un droit antérieur par ces nouvelles servitudes ou, simplement, de l'obstacle matériel apporté par leur mise en œuvre à l'exercice d'un droit *théoriquement maintenu*.

Bien entendu, si le propriétaire informait le concessionnaire de son intention de construire, puis n'en faisait rien, dans le seul but de l'obliger à

déplacer ses ouvrages, le concessionnaire pourrait alors demander des dommages-intérêts au propriétaire.

Et ce seraient les tribunaux judiciaires qui seraient compétents¹, en l'espèce, le juge de paix dans la limite de sa compétence à charge d'appel².

1. Comp. C. E., 22 juin 1928, de Sigalas, S. 28.3.113, note Hauriou, D. 28.3.49.

2. Blaevoet, *Des atteintes à la propriété*, p. 165-166.

CHAPITRE IX

DES INDEMNITES

A défaut d'entente amiable, il est procédé à leur règlement à la requête de la partie la plus diligente par le juge de paix en premier ressort.

S'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert (article 12).

§ I. — *Quel est le juge de paix compétent ?*

C'est celui de la situation de l'immeuble litigieux, à raison du caractère réel de l'action.

C'est du moins ce qui a été jugé par le Tribunal civil de la Seine, le 8 décembre 1931, affaire Althabe ¹.

M. Blaevoet, *op. cit.*, p. 170, est d'un avis différent, il considère que l'action est personnelle et mobilière car il s'agit d'une créance en dommages-intérêts ; il conclut donc à la compétence du juge du domicile du défendeur.

Toutefois, dit-il, si l'action avait un double but, obtention de dommages-intérêts et négation de servitude, elle serait mixte et immobilière, et le demandeur aurait le choix entre le juge du domicile du défendeur et celui de la situation de l'immeuble.

1. D. H., 1932, p. 137.

Remarquons, dès maintenant, que le juge de paix n'est compétent que lorsqu'il y a exercice régulier des servitudes, sinon, c'est le Tribunal civil¹, juge naturel des atteintes à la propriété.

Eléments de l'indemnité. — Le rapport Berthelot, déjà analysé, indique très bien les éléments dont il y a lieu de tenir compte.

En premier lieu, le dommage matériel causé par l'exécution du travail.

D'autre part, l'indemnité pour la gêne que cause, au propriétaire, la présence continue pendant une durée plus ou moins longue sur son immeuble des supports ou la traversée des conducteurs.

Nous avons dit par ailleurs les arguments mis à l'appui d'une extension des servitudes à tout ce qui est nécessaire à l'entretien des lignes et à leur réparation.

La jurisprudence s'est prononcée dans un sens rigoureux pour le concessionnaire. Un jugement du Tribunal de Lyon du 24 juillet 1926 — Société Transport d'énergie des Alpes contre Trouillet² — dit qu'il faut tenir compte pour l'évaluation de l'indemnité non seulement de la privation du sol, et d'une certaine zone autour, mais des éléments de préjudice résultant du droit de passage et d'accès des préposés du concessionnaire pour la surveillance et l'entretien de la ligne, mais refuse d'envisager la dépréciation à raison d'une destination nouvelle, ni la dépréciation de la valeur vénale actuelle, puisque le propriétaire n'a perdu la propriété, ni de son fonds, ni même de l'emplacement occupé par les pylones dont il veut obtenir l'enlè-

1. Cass. req., 4 novembre 1930, D. 31.1.77, Sté des Forces motrices du Vercors c. Commune de Parizet et autres, note Blaevoet.

2. S. 27.2.17, note Mestre.

vement s'il vient à se clore ou élever des constructions.

L'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} juin 1932.
— Mais la Cour de cassation a été plus hardie encore dans les importants arrêts du 1^{er} juin 1932¹, sur le rapport de M. le Conseiller Pilon, auquel nous nous sommes déjà référés maintes fois. Voici la conclusion de l'éminent rapporteur :

« Donc, logiquement et juridiquement, il faut accorder au propriétaire assujetti, dès le début de l'exploitation et après l'achèvement des travaux, la réparation intégrale du préjudice actuel et du préjudice futur immédiatement prévisible, c'est-à-dire, non seulement la gêne causée par l'installation, mais la dépréciation de la propriété, la diminution de jouissance, l'ennui provenant du passage des déposés à la surveillance et l'entretien. »

Et, enfin, il écarte en cette matière la théorie du dommage permanent du droit administratif, car il lui paraît plus correct d'appliquer la doctrine civiliste.

Et voilà le principe posé par les arrêts :

« Attendu que, s'il n'est pas possible d'allouer des dommages-intérêts en réparation d'un préjudice purement éventuel, il en est autrement lorsque le préjudice, bien que futur, apparaît aux juges du fait comme la prolongation certaine et directe d'un état de chose actuel et comme étant susceptible d'estimation immédiate. »

Et l'application :

« L'extension du dommage qu'entraînent les servitudes de l'article 12 à la réparation immédiate de tout le préjudice résultant pour les propriétés

1. S. 1933.1.49, note Mazeaud.

assujetties, tant de l'installation du réseau que de son fonctionnement, et notamment de la propriété, de la diminution de jouissance, de la gêne occasionnée qui sont les conséquences certaines directes et immédiates des charges imposées par la loi à la propriété privée. »

L'arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1935. — Et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 3 juin 1935, affaire Syndicat des communes du Médoc¹, a décidé que, si les juges du fonds peuvent faire entrer en ligne de compte pour l'évaluation de l'indemnité, l'augmentation de valeur donnée aux propriétés par la création d'un réseau, encore faut-il qu'elle leur apparaisse comme certaine et susceptible d'estimation immédiate, à défaut de quoi ils peuvent refuser de la prendre en considération.

Rappelons, enfin, que le droit à l'indemnité du propriétaire empêché d'user de son droit de bâtir ou surélever a été affirmé par la Cour de cassation dans une situation heureusement peu fréquente, arrêt Gachet que nous avons déjà longuement analysé.

Remarque. — Cette jurisprudence de la Cour de cassation est très hardie et tout à fait novatrice, jamais encore elle n'avait admis de façon si nette la possibilité de réparation d'un préjudice futur.

§ II. — *Caractère de l'indemnité.*

Certains ont voulu qu'elle soit préalable comme l'indemnité d'expropriation, mais la loi ne l'exige pas. (Art. 12 : « Les indemnités qui pourraient être dues ».)

1. D. P. 1937.1.17, et rapp. Pilon, note Blaevoet.

Donc, la loi prévoit la possibilité de l'usage des servitudes, sans indemnité préalable.

C'est également le sens d'une réponse ministérielle au *Journal officiel* du 7 décembre 1923.

La jurisprudence. — Quant à la jurisprudence, elle admet que l'indemnité peut ne *pas être préalable* et que son non-paiement n'entraîne pas le droit, pour les propriétaires, de refuser l'accès de leur terrain aux concessionnaires. En ce sens, Tribunal correctionnel d'Albi, 17 décembre 1927, ordonnance de référé du 28 août 1924, rendue par le Président du Tribunal de Chambéry ¹, un jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 15 décembre 1930 (Rec. Bordeaux, 32.3.27) et un autre du Tribunal de Pau du 4 avril 1927 ² qui, dans une affaire, Forces motrices de la Vallée d'Aspe et Bousquet, déclare que l'article 12 oblige à subir les servitudes sans toucher préalablement d'indemnité. Citons enfin, la Cour de Caen, 10 mars 1937, *Gaz. Pal.*, 36.1.865 ³.

La question paraît donc jugée.

1. Cité par Mestre, *Propriétaires et compagnies...*, p. 47.

2. *Rev. Conc.*, juillet 1927.

3. Cf. également, *Dall. Rép. Prat.*, « Transport et utilisation de l'énergie », n° 98, et *supplément*.

SIXIEME PARTIE

Des atteintes à la Propriété par les Concessionnaires d'utilité publique

Nous venons d'envisager les rapports réguliers entre propriétaires et distributeurs, en cas d'exercice normal des servitudes de l'article 12, c'est-à-dire lorsque le concessionnaire a procédé selon les règles prescrites par les lois et règlements.

Mais il arrive souvent qu'il n'en est pas ainsi, qu'un concessionnaire exerce des prérogatives sans avoir de titres, ou encore plante des ouvrages, dans des terrains clos.

Nous savons qu'il y a alors *voie de fait*.

D'autre part, les travaux peuvent, par leur voisinage sans emprise, occasionner *des dommages*.

Nous examinerons, comme pour le concessionnaire simple, d'abord le cas du dommage, puis celui de la voie de fait.

CHAPITRE PREMIER

DOMMAGES DE TRAVAUX PUBLICS

Nous rappelons que, dans ce cas, la compétence est celle du Conseil de Préfecture puisqu'il s'agit de travaux publics.

§ 1^{er}. — Nous renvoyons à ce que nous avons déjà dit pour le concessionnaire simple, en ce qui concerne le recours de pleine juridiction.

§ 2. — Mais une autre mesure peut être envisagée, c'est d'attaquer l'acte administratif qui a permis l'exécution de l'ouvrage, et notamment l'arrêté préfectoral de délimitation des servitudes.

Il faut distinguer :

a) *S'il s'agit de l'opportunité du tracé*, le Conseil d'Etat se déclare incompétent ; il s'agit d'une question ne relevant que de l'administration active. — 7 juin 1931, D^{no} Simon, *Gaz. Pal.*, 31.2.598.

Sur la possibilité d'un recours pour excès de pouvoir pour la protection des sites, comparer avec l'arrêt du Conseil d'Etat 18.12.31. Fenaille et les conclusions de M. Etti, commissaire du gouvernement. *Revue du Droit public*, 1932, p. 89 et suivantes.

« Au nombre des intérêts généraux que nous avons envisagés, ... se trouve l'intérêt esthétique. Dans un vieux pays comme le nôtre où sa valeur

est particulièrement précieuse, le patrimoine d'art qu'une législation récente a eu pour but de préserver doit être gardé d'atteintes irréparables. La loi a mis sur le même rang les sites qui, par leur beauté, contribuent à la richesse nationale. Il s'ensuit que tout habitant de la commune a qualité pour contester la légalité des mesures qui seraient de nature à compromettre ce patrimoine d'art et de beauté. »

Cependant l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 octobre 1935, Béziat, *Gaz. Pal.* 1935-2-675, a refusé par ce motif l'annulation de l'arrêté. N'est-il pas permis de le regretter ¹ ?

b) *S'il s'agit de la nature des parcelles*, le Conseil d'Etat se fait juge (C. E., 17 mai 1933, De Lavergnolle, *Bull.* 1933, p. 93).

Le Conseil d'Etat n'hésite pas à admettre les recours pour excès de pouvoir dirigés contre les arrêtés préfectoraux d'autorisation. Il considère que les tribunaux n'ont pas une plénitude de compétence qui puisse permettre de faire jouer la fin de non recevoir tirée de l'existence d'un recours parallèle.

Il considère donc que les tribunaux judiciaires n'ont pas compétence pour apprécier la validité des arrêtés préfectoraux.

C'est l'inverse de ce que nous avons vu en matière d'occupation temporaire où le Conseil d'Etat refuse de recevoir les recours en excès de pouvoir dirigés contre les arrêtés d'autorisation.

Mais comme, en la matière de l'article 12 de la loi de 1906, les tribunaux judiciaires s'arrogent également, comme nous le verrons, le droit de se faire juge de la nature des parcelles, on arrive nécessairement à un regrettable conflit de juridiction.

1. Comp. art. 13, al. 3 de la loi belge du 10 mars 1925.

C'est ce qui s'est passé pour l'affaire Béziat contre Nord-Lumière¹, où le Conseil d'Etat a jugé le 16 octobre 1935 que la parcelle de terrain était ouverte et permettait l'implantation, et la Cour de cassation le 3 avril avait cassé parce que l'arrêt n'avait pas précisé les conditions de clôture du terrain et alors que le Conseil d'Etat était déjà saisi sur cette question d'un recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral.

Il ne semble pas douteux que si un arrêté de conflit intervient, il rappellera les principes de l'arrêt Tabary que nous avons déjà étudiés² et de l'arrêt du 8 juin 1934, D. 34-3-57 (note Pepy), rendu en matière de submersion des berges (loi du 16 octobre 1919), qui déclare formellement que la juridiction des tribunaux civils en cette matière « ne peut s'exercer que sous réserve des questions préjudicielles, à renvoyer le cas échéant devant l'autorité administrative par application de la règle de la séparation des pouvoirs ».

En faveur de la compétence universelle du juge civil, on soutient qu'en réalité, dès lors que l'acte administratif est irrégulier, il serait inexistant et que les tribunaux pourraient passer outre.

M. Mestre, qui avait primitivement été partisan de cette compétence universelle, la considère comme insoutenable dans une note de la *Revue générale d'électricité*, 1935, t. I, p. 524.

« Peut-on dire que l'acte devient inexistant et perd tout son caractère administratif dès lors que le terrain est clos, c'est très difficile en fait. »

Quoiqu'il en soit, et pour revenir au recours administratif, le Conseil d'Etat n'hésite pas à annu-

1. C. E., 16 octobre 1935, *Gaz. Pal.* 35.2.675; Cass. civ., 3 avril 1935, D. P. 1937.1.17, note Blaevoet.

2. *Recueil*, 1924, p. 458.

ler un arrêté préfectoral qui a approuvé le passage d'une ligne électrique sur une propriété attenante à une maison d'habitation et entièrement entourée de clôtures en parfait état (affaire époux Moussat, Conseil d'Etat, 8 novembre 1933 ¹).

Les particuliers lésés ont donc à leur disposition le moyen particulièrement énergique, de faire annuler les arrêtés préfectoraux leur faisant grief.

1. D. 1934.3.39, *Gaz. Pal.* 1934.1.148.

CHAPITRE II

VOIES DE FAIT.

« On peut dire qu'il y a voie de fait chaque fois que l'atteinte à la propriété privée est une condition du travail public et que l'exécution est illicite au moment où elle a lieu ou par le mode employé, soit parce que l'agent administratif est sans aucun droit, soit parce qu'il agit sans les autorisations nécessaires, mais il n'y a compétence des tribunaux judiciaires que s'il y a empiètement effectif sur les immeubles des particuliers. »

Ces excellentes formules de M. Blaevoet définissent parfaitement la voie de fait.

I. Quel est le tribunal compétent pour les réprimer. — Les tribunaux et les cours ont montré un certain flottement.

Certains ont admis à juste titre que c'était le tribunal civil, juge de droit commun des atteintes à la propriété¹.

D'autres² que c'était le conseil de préfecture, d'autres que c'était le juge de paix.

1. Trib. de Vesoul, 24 mai 1927, S. 28.2.176; Tr. civ. Seine, 8 décembre 1927; Tr. civ. Nice, 28 janvier 1931, D. P. 31.2.31; Cour de Poitiers, 21 juin 1933, *Rec. Bordeaux*, 1933.193; Cour de Riom, 8 juillet 1930, D. P. 31.2.31.

2. Tr. civ. Montluçon, 18 janvier 1929, S. 29.2.54; Cherbourg, 25 avril 1928.

L'arrêt de cassation du 4 novembre 1930, Société Forces motrices du Vercors. — Mais la Cour de cassation, par son arrêt du 4 novembre 1930 (Société des Forces motrices du Vercors contre Commune de Parizet) a remis les choses au point (S. 1931-1-128, Dall. 31-1-77, note Blaevoet).

La Société des Forces motrices du Vercors avait établi dans les propriétés des demandeurs des pylones... sans attendre l'arrêté du préfet, qui n'avait approuvé qu'ultérieurement et sans avoir obtenu l'autorisation des intéressés.

Et la Cour de cassation approuve l'arrêt qui a jugé qu'en agissant ainsi cette Société a commis une atteinte au droit de propriété relevant des tribunaux judiciaires de droit commun.

La compétence des tribunaux civils s'imposait. Il y avait atteinte au droit de propriété.

D'autre part, en dehors de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la Cour de cassation a estimé qu'il n'y avait pas encore travail public.

Enfin, la compétence du juge de paix est réservée au cas d'exercice *régulier* des servitudes.

II. *Recours des propriétaires à la suite des dommages qui leur sont causés sans droit.*

§ I. — *Il est hors de doute qu'ils peuvent obtenir des dommages-intérêts.*

Nous avons vu l'extension de l'indemnité au cas de servitude, *a fortiori* quand il s'agira d'une voie de fait.

La Cour de cassation a même innové en la matière et par un arrêt du 6 décembre 1934¹ a

1. D. H. 1934.202, Société Nouvelle d'Eclairage et Chauffage par l'Electricité c. Vve de Guiringaud.

jugé pour la première fois que la seule atteinte au droit de possession et le trouble qui en résulte justifient sans qu'il en soit résulté un préjudice matériel, l'allocation de dommages-intérêts au profit de celui aux droits de qui l'atteinte a été portée.

Le concessionnaire, contrairement au tracé approuvé par l'autorité administrative, avait placé des supports faisant passer des fils conducteurs au-dessus de la toiture d'un immeuble.

On voit quelle latitude, une telle jurisprudence de la Cour suprême donne aux tribunaux. Ceux-ci n'hésitent pas au cas où malgré la voie de fait l'enlèvement de l'ouvrage irrégulier ne peut avoir lieu, par suite d'une régularisation tardive de la procédure à allouer au propriétaire une indemnité d'éviction compensatrice de l'expropriation déguisée dont il est victime ¹.

§ II. — *Le propriétaire peut s'opposer par la voie du référé à l'exécution sans droit des travaux.*

Il s'agit de la menace d'un trouble, sans droit.

Mais la Cour de Paris, par arrêt du 25 octobre 1926 ², a infirmé une ordonnance de référé qui avait nommé des experts pour rechercher si une canalisation établie sous une voie privée avait ou non été installée au mépris des droits du propriétaire du sol.

Elle considère que la demande d'ordonnance de référé est « évidemment le prélude d'une action en indemnité ». Et qu'il appartenait au seul juge de paix d'ordonner une expertise aux termes de l'article 12.

1. Cour de Paris, 30 mars 1925, Granget c. Société de Pennaroya, précité, *Gaz. Trib.*, 8-9 juillet 1925.

2. *Gaz. Pal.* 26.2.656.

A notre avis, la Cour a mal jugé. Il ne s'agissait pas de déterminer l'indemnité, mais de savoir s'il y avait lieu ou non à servitude, c'était donc le tribunal civil qui était compétent, et par provision le président des Référés pour ordonner l'expertise.

L'arrêt Lissaraque. — En tout cas, le droit pour le propriétaire d'empêcher par référé l'exécution de travaux nous semble consacré par l'arrêt Lissaraque contre Société Ader, Giros et Loucheur, du 12 juillet 1921¹.

Il s'agissait d'un concessionnaire d'utilité publique, aux travaux duquel le sieur Lissaraque s'opposait sous prétexte que les parcelles étaient closes ; le juge des Référés a fait droit à sa demande et a interdit l'accès aux concessionnaires.

L'arrêt attaqué réformant l'ordonnance a jugé que l'autorité judiciaire était incompétente.

La Cour suprême casse : « Attendu qu'en ne décidant pas si les parcelles appartenant à Lissaraque sont ou non en état de clôture... l'arrêt attaqué... ne lui permet pas d'exercer le contrôle qui lui appartient. »

Cet arrêt est très important :

1° Il affirme le droit de contrôle de la Cour de Cassation sur la nature des clôtures, bien qu'un arrêté préfectoral de délimitation des servitudes ait été pris.

2° En affirmant la compétence judiciaire, il implique évidemment que dans le cas où le terrain aurait été reconnu clos, le juge des référés aurait eu le droit d'en interdire l'entrée au concessionnaire.

C'est également le juge des référés qui est compétent pour ordonner une expertise pour l'évalua-

1. S. 24.1.289, note Mestre ; D. 21.1.185, note P. B.

tion des dégâts causés par l'implantation irrégulière (Affaire Forces motrices du Vercors contre Commune de Pariezt, Cour de cassation du 4 novembre 1930, précité).

§ III. — *Le propriétaire bénéficie de l'action possessoire.*

Ce point est également hors de doute.

On sait que l'action possessoire est donnée à tout propriétaire ou même simple possesseur troublé dans sa possession.

a) Si les travaux n'ont pas encore commencé, ce sera la dénonciation de nouvelle œuvre intentée devant le juge de paix qui prescrira la cessation des travaux.

b) Si les travaux sont commencés, ou établis, ce sera la plainte ou la réintégrande.

La Cour de cassation n'a jamais hésité à les accorder au propriétaire victime d'une voie de fait.

D'abord par arrêt de la Chambre civile du 11 juillet 1922, Rebenty-Sault contre Alard ¹ :

« Que le juge de paix... a décidé que la demande formulée à la barre (il s'agissait d'une demande d'enlèvement de deux consoles) étant précisé, constituait une action possessoire et en conséquence... a condamné la Société électrique à enlever les deux consoles. »

« Attendu que le jugement attaqué, en confirmant celui du juge de paix, n'a point violé les textes visés au moyen. »

Puis par arrêt de la Chambre civile du 6 janvier 1930, affaire Gauchet contre Garczinski et Traploir et Ville de Lagny rendu après délibération en chambre du Conseil ².

1. S. 1924.1.289, note Mestre.

2. S. 1930.1.337, note Mestre; D. 1930.1.174, note Blaevoet.

Le juge s'était déclaré incompétent, considérant qu'il s'agissait d'un trouble causé par une exécution de travaux publics.

La Cour suprême casse.

« Attendu qu'aux termes de la loi du 15 juin 1906, article 12, l'exécution des travaux de transport d'énergie électrique sur la propriété privée n'entraîne aucune privation des privilèges attachés à sa possession. »

« Que dès lors, le propriétaire fondé à demander à la justice civile la réparation de l'atteinte illégitime portée à son droit de propriété ne saurait être dépouillé de l'exercice des actions possessoires. »

§ IV. — *La discontinuation des travaux.*

Le juge peut l'ordonner, comme nous l'avons vu, ce droit lui a été expressément reconnu par l'arrêt de la Cour de cassation du 25 avril 1923, Etat et Desauty contre Pellé¹.

§ V. — *L'enlèvement de l'ouvrage irrégulièrement planté.*

Ce serait évidemment pour le propriétaire la sanction la plus efficace.

Mais le juge peut-il l'ordonner ?

Rappelons que nous sommes en matière de travaux publics. *Cette question constitue le point crucial de toute notre étude.*

C'est au sujet de l'enlèvement de l'ouvrage irrégulier que s'affronte le principe de l'inviolabilité de la propriété privée avec celui de l'intangibilité du service public.

1. S. 1924.1.289, note Mestre.

Les opinions en présence. — C'est naturellement la question qui a le plus divisé les auteurs.

1° *M. le professeur Mestre* s'est d'abord déclaré partisan de l'enlèvement, dans sa note au S. 1924-1-289 :

« Nous sommes là, dit-il, en présence d'une solution qui n'est pas sans avoir des inconvénients graves à raison du service public auquel la ligne en question peut être affectée. Le juge civil devra évidemment prendre à cet égard les précautions nécessaires, mais son droit d'ordonner l'enlèvement des ouvrages est certain, étant donnés les termes impératifs de l'article 12. L'exécution des travaux n'entraîne aucune dépossession. Ou ces mots n'ont pas de sens, ou ils impliquent la possibilité pour le propriétaire de reprendre la libre disposition du terrain indûment occupé, et par suite le devoir pour les tribunaux compétents d'ordonner la remise en état de l'immeuble », note sous l'arrêt *Etat et Desauty contre Pellé*, qui avait refusé l'enlèvement.

Mais l'arrêt *Gauchet contre Garciznski et Traploir et Ville de Lagny*, du 6 janvier 1930, lui ayant donné satisfaction sur le principe, puisqu'il prévoit la possibilité pour le propriétaire d'exercer dans tous les cas l'action possessoire, l'éminent professeur, un peu effrayé peut-être des conséquences qu'il entrevoit de l'arrêt, revient un peu sur son opinion.

« Mais il ne saurait à notre sens obtenir soit au possessoire, soit au pétitoire, la suppression de l'ouvrage public constitué par le réseau, car les ouvrages publics ne peuvent, quoique irrégulièrement implantés, être supprimés par la juridiction civile.

Il y a... nécessité d'ordre pratique... service public.

Pourquoi ne pas donner aux réseaux de distribution les mêmes garanties de stabilité qu'aux autres ouvrages. »

Et, répond M. Mestre à l'argument de l'arrêt, « pas de dépossession », pas de dépossession est identique à « pas de transfert de propriété ».

Le propriétaire garde la faculté d'accomplir tous les actes compatibles avec la servitude ¹.

2° M. Blaevoet ² fait une distinction :

1° Pour les ouvrages des concessionnaires établis ou usant des servitudes avant la déclaration d'utilité publique, il refuse le droit d'enlèvement, comme constituant une atteinte à la séparation des pouvoirs.

2° Pour les ouvrages mal plantés, lorsqu'il a été usé des servitudes aux cas où l'expropriation préalable s'imposait, il admet l'enlèvement.

« Deux principes constitutionnels s'affrontent ici. Si l'on permet au tribunal d'ordonner l'enlèvement des ouvrages, il y a empiètement du judiciaire sur l'exécutif (violation de la déclaration des droits de l'homme...).

Si l'on ne donne pas ce pouvoir au tribunal, on va à l'encontre de l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé si ce n'est quand la nécessité publique *légalement* constatée l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité...

Mais il y a deux considérations qui semblent permettre de résoudre le conflit entre les deux principes rappelés.

Tout d'abord, le juge prononcerait ici la condamnation, non pas contre l'administration, mais contre un simple particulier. En effet, lorsque le concessionnaire agit en dehors de tout droit ou sans for-

1. Note au S. 1930.1.337, sous Cass. civ., 6 janvier 1930.

2. *Des atteintes à la propriété...*, p. 191 et suiv.

malités préalables, il n'est plus le délégué de l'administration...

Par conséquent, le tribunal civil ne décerne pas en l'espèce une injonction contre l'administration.

Ensuite, l'ouvrage dont la démolition serait ordonnée est-il bien le résultat du travail public ? Certes, d'après la jurisprudence actuelle, un tel travail se définit par son caractère d'utilité publique ; mais le Conseil d'Etat n'a-t-il pas déjà décidé par ailleurs qu'un travail exécuté en dehors des conditions où l'avait conçu l'administration n'est pas un travail public ? (Conseil d'Etat, 23 janvier 1903, Syndicat du Canal du Vernet, *Rec.*, p. 58).

Dès lors, à moins de faire intervenir la théorie de l'indivisible, ce n'est pas un ouvrage public que le juge prescrirait de démolir, mais l'ouvrage illécite d'un particulier, ouvrage non conforme aux vues de l'Administration.

Voilà par où l'on peut échapper au dilemme que nous avons posé plus haut. »

On pourrait lui répondre ce que disait M. Mestre (R. G. E., 1935, t. 2, p. 524) :

« Peut-on dire que l'acte devient inexistant et perd tout son caractère administratif, dès lors que le terrain est clos, c'est très difficile en fait. »

3° Quant à M. Colombet, ouvrage précité, p. 163, il estime qu'au cas où le service public fonctionne l'enlèvement ne devrait pas pouvoir être ordonné.

Et il a recherché un argument de texte dans l'article 12.

Le § 5 est conçu en ces termes : « elle n'entraîne aucune dépossession ». Or, « elle renvoie au § 4 précédent et signifie l'exécution des travaux ».

C'est donc bien l'exécution de l'ouvrage que l'article 12 entend viser et non l'ouvrage déjà affecté au service public.

4° Pour M. Pangon (R. G. E., 1934, p. 131), la formule « pas de dépossession » ne paraît destinée qu'à justifier en faveur du propriétaire le droit de disposer de son bien en demandant le déplacement des lignes dans certains cas déterminés par la loi.

Mais l'on peut répondre que si cette formule ne répond qu'à cela, elle justifie tous les abus et l'usage des servitudes de l'article 12 constitue une expropriation déguisée, avec moins de garantie et d'avantages pour le propriétaire dépossédé.

5° Quant au regretté Paul Bougault, son opinion de praticien était beaucoup plus nuancée, il la laissait entrevoir.

Il constate, dans un article du *Bulletin de la Chambre syndicale des Forces hydrauliques*, 1930, p. 149, « que la Cour de cassation, quand il s'agit de l'application de l'article 12, ne dédaigne jamais la question de fait et reproche volontiers et en quelque sorte subsidiairement aux premiers juges de ne pas l'avoir mis à même de connaître complètement la nature de l'illégalité commise.

Cette illégalité est en effet susceptible d'être plus ou moins grave.

Elle existe au premier degré si l'on peut employer cette expression en pareille matière, quand l'entrepreneur s'est fait dispenser de se faire couvrir par une déclaration d'utilité publique avant d'occuper les terrains dépourvus de toute construction.

Elle existe au second degré si l'entrepreneur avec la même désinvolture pénètre dans une propriété close de murs, *car même avec la déclaration d'utilité publique, l'occupation par des pylônes ou même de simples fils est interdite...* »

6° Quant à nous, nous estimons que si les tribunaux judiciaires ne sont pas compétents pour ordonner l'enlèvement des ouvrages irréguliers, contri-

buant au fonctionnement d'un service public, ce qui serait un empiétement du pouvoir judiciaire sur les prérogatives de l'administration, lorsqu'il y a eu retard ou omission des formalités, il n'en est plus ainsi lorsque les ouvrages sont plantés dans des terrains ou immeubles que la loi a voulu préserver de l'usage des servitudes.

La raison en est, selon l'expression même de la Cour de Cassation, que l'imposition de pareilles servitudes ne rentre ni dans les attributions de l'autorité préfectorale, ni dans les pouvoirs généraux de l'Administration ¹.

Dans cette hypothèse, nous reconnaissons donc aux tribunaux judiciaires le droit d'ordonner l'enlèvement.

Mais nous estimons, contrairement à l'opinion de la Cour suprême, que les tribunaux doivent, même dans ce cas, surseoir à statuer lorsqu'ils se trouvent en présence d'un acte administratif dont la légalité ne saurait à notre avis être appréciée que par la juridiction administrative.

C'est la solution adoptée par le tribunal des conflits, nous l'avons vu, en matière d'occupation temporaire par l'arrêt Tabary du 28 mai 1924, c'est également celle qui a mis fin en matière de « submersion des berges » par l'arrêt de conflit du 6 juin 1934 ², à la prétention par la Cour de Cassation, dans son arrêt du 2 mars 1931, de n'être pas dessaisie de tout droit d'examen à l'égard d'un arrêté préfectoral.

Remarquons, d'ailleurs, avec M. Tortat, que cette prétention est de plus en plus contredite par la pro-

1. Arrêt 11 mai 1937, Ducousso, *Gaz. Pal.* 17 août 1937. Cf. conclusions Josse sous Conflits, 8 avril 1935, « Action Française c. Bonnefoy-Sibour ». « La voie de fait ne peut jamais être un acte administratif. »

2. D. 1934.3.57, note Pepy.

pre jurisprudence de la Cour de cassation en matière administrative ¹.

Arrêt du 20 mars 1935 ² (cassant un arrêt de la Cour de Rennes), dont voici le sommaire :

Il ne pouvait appartenir à un tribunal judiciaire de donner à des experts de son choix une mission qui tendait à contrôler, soit l'exactitude de constatations faites par la commission médicale compétente au cours de la procédure administrative d'admission à la retraite, soit la régularité des décisions prises par les autorités municipales et préfectorales au vu de ces constatations. Une telle mesure d'instruction constituerait nécessairement une immixtion de l'autorité judiciaire dans l'interprétation ou l'appréciation d'actes émanant de l'autorité administrative.

Et arrêt du 27 mars 1935 (cassant un arrêt de la Cour de Paris) qui dispose que si les tribunaux judiciaires sont compétents pour ordonner la remise à leurs anciens propriétaires, conformément à l'article 60 de la loi du 3 mai 1841, des terrains qui, à la suite d'une expropriation, n'ont pas reçu la destination prévue à l'acte déclaratif d'utilité publique, c'est au Conseil d'Etat qu'il appartient au cas de contestation sérieuse de décider préjudiciellement si les terrains litigieux ont ou n'ont pas reçu cette destination.

Nous croyons donc que le dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation, contrairement à sa propre opinion, entraîne un empiètement de l'autorité judiciaire sur les pouvoirs de l'Administration ³.

1. *R. G. E.*, t. II, 1935, p. 37 et suiv.

2. *Gaz. Pal.* 1935.1.947.

3. Selon Couzinet, *op. cit.*, la compétence judiciaire pour le cas d'emprise par l'Administration sur la propriété, ne peut se justifier logiquement. Elle ne peut s'expliquer qu'historiquement. — Voir 1^{re} partie de son ouvrage, p. 104 et suiv.

Et nous attendons avec confiance l'arrêté de conflit qui, comme en matière d'occupation temporaire, comme en matière de submersion des berges, mettra fin à la regrettable rivalité de compétence des deux hautes juridictions.

SEPTIEME PARTIE

La Jurisprudence sur l'enlèvement des ouvrages irréguliers

Nous examinerons d'abord celle des tribunaux
et Cours, puis celle de la Cour de Cassation.

CHAPITRE PREMIER

LES DECISIONS DES TRIBUNAUX ET COURS

Tribunal civil de Bordeaux du 27 novembre 1908, confirmé par arrêt du 24 octobre 1910, D. 1910-2-335, note Berthélemy.

Il s'agit d'un concessionnaire simple, le jugement décide qu'il n'a pas droit aux servitudes et ordonne l'enlèvement des câbles qui passaient au-dessus de l'immeuble.

Le Tribunal civil de Montluçon ¹, le 18 janvier 1929, avait estimé que, alors même que les formalités n'avaient pas été remplies, du moment qu'il s'agissait d'un concessionnaire, il n'y avait pas voie de fait, affaire de Lavergnolle contre Loire et Centre.

Mais la Cour de Riom ², le 8 juillet 1930, a mis à néant ce singulier jugement. Il constate d'abord que s'il s'agit d'une société assimilée à un concessionnaire d'utilité publique, il n'y a ni approbation préfectorale, ni notification, ni enquête, et sur la double demande formée en dommages-intérêts et en suppression sous astreinte des câbles et poteaux indûment placés, statue ainsi :

1. S. 29.2.54, note Mestre; D. P. 30.2.137, note Blaevoet.

2. D. P. 31.2.31.

Sur la demande de dommages-intérêts :

« Qu'en dehors de l'accomplissement de ces formalités essentielles, protectrices des intérêts privés, l'intrusion d'un concessionnaire, serait-il bénéficiaire d'une déclaration d'utilité publique ou d'une assimilation sur les propriétés des particuliers, l'implantation à demeure de supports et l'abatage d'arbres..., autant de voies de fait dont il appartient aux tribunaux judiciaires, gardiens de la propriété privée, d'assurer la réparation par l'allocation de dommages-intérêts. »

Sur la demande d'enlèvement des travaux :

La Cour constate qu'ils ont eu pour but et résultat d'assurer le fonctionnement d'un service public et :

« Attendu que s'agissant de supports et de lignes aériens établis sur le terrain privé non clôturé, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'en prescrire la démolition ou l'enlèvement, mesure qui au surplus s'avérerait inefficace en la supposant légalement possible, les irrégularités constatées ayant été réparées en fait depuis l'introduction de l'instance. »

Cet arrêt est aussi intéressant par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas.

Il laisse entendre que si les terrains avaient été clos, il eût ordonné l'enlèvement.

C'est une solution analogue que donne le Tribunal de Nice le 28 janvier 1931. Veuve Saretti contre Energie électrique du Littoral méditerranéen (D. P. 31-2-31).

La Société n'avait pas encore été déclarée d'utilité publique, mais se trouvait simplement en instance de concession et de déclaration d'utilité publique. Le tribunal reconnaît le droit théorique du proprié-

taire à l'enlèvement, mais ordonne sagement le sursis à cette grave mesure.

C'est également l'opinion de la Cour de Poitiers, arrêt du 21 juin 1933, Rec. Bordeaux, 1933-193, qui estime que si les notifications qui manquaient ont été faites pendant l'instance d'appel, il n'y a pas lieu d'ordonner l'enlèvement des pylônes, mais seulement de condamner la société fautive à des dommages-intérêts.

Quant au Tribunal de Vesoul, au cas d'implantation d'un potelet sur une maison sans autorisation du propriétaire, avant d'avoir accompli les formalités, depuis régularisées, il refuse l'enlèvement par suite de cette régularisation (jugement du 24 mars 1927, Vergnot contre Durupt¹).

Mais nous ne pouvons admettre le jugement rendu le 27 mars 1936 par le Tribunal civil de Toulouse dans l'affaire Feinstein contre Hydro-Cère². Il s'agissait d'une société dont les ouvriers avaient pénétré avant la déclaration d'utilité publique sur une propriété clôturée en détruisant la clôture, y ont coupé un arbre centenaire et implanté un pylône.

Le Tribunal accepte d'allouer des dommages-intérêts, mais seulement pour la voie de fait, et refuse d'ordonner la suppression et les dommages-intérêts résultant de l'installation parce que la procédure a été régularisée et que la ligne a revêtu un caractère d'utilité publique.

En ce qui concerne les dommages-intérêts, c'est confondre le droit à l'enlèvement et le droit aux dommages-intérêts résultant indiscutablement de la grave voie de fait commise.

Quant à l'enlèvement, nous croyons qu'aux ter-

1. S. 1928.2.176, note Mestre.

2. *Gaz. Pal.* 26.1.864.

mes de la jurisprudence de la Cour de cassation le tribunal avait le droit de l'ordonner, car même avec la déclaration d'utilité publique, la société n'avait pas le droit de s'introduire et de bâtir un pylône dans un terrain clos, et qu'aucune question préjudicielle n'étant soulevée quant à la clôture, il s'agissait d'une voie de fait relevant des tribunaux judiciaires.

Nous citerons enfin une décision très intéressante du Tribunal civil de Cherbourg du 22 mars 1932¹.

Il s'est déclaré incompétent pour ordonner l'enlèvement ou la destruction de tout ou partie d'une ligne en service et reconnue d'utilité publique, en conformité de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925, malgré les fautes et les abus commis par le concessionnaire au début de cette ligne, qui avaient été régularisés.

A notre avis, cette thèse est trop générale et si l'implantation de la ligne avait eu lieu sur des terrains clos, il eût pu à notre avis ordonner l'enlèvement, puisque même l'Administration n'aurait pu réaliser une telle implantation, mais nous approuvons pleinement la deuxième partie du jugement.

« D'autre part, dès l'instant qu'il est intervenu un arrêté préfectoral ayant approuvé le tracé des lignes et leur passage sur des propriétés privées, l'autorité judiciaire n'a plus compétence pour apprécier si certaines propriétés, comme étant closes, n'étaient point soumises aux servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage prévues par l'article 12. Seul le Conseil d'Etat peut être saisi de cette question par un recours pour excès de pouvoir. »

1. *Gaz. Pal.* 1932.2.365; *Gaz. Trib.*, 4 août 1932; *R. G. E.*, 10 décembre 1932, note Blaevoet.

M. Blaevoet, dans sa note, sous ce jugement dans la *Revue générale d'électricité*, approuve cette solution.

« Le juge n'avait pas à apprécier le mérite d'un acte administratif, tel qu'une délimitation. »

CHAPITRE II

LES ARRETS DE CASSATION

Rappelons d'abord que l'arrêt du 12 juillet 1921, Lissaraque contre Société Girois et Loucheur ¹, a le premier énoncé la prétention de la Cour d'exercer son contrôle sur le point de savoir si les propriétés frappées des servitudes d'appui ou de passage par un arrêté préfectoral étaient closes ou non.

Il s'agissait, on s'en souvient, non d'enlèvement des travaux, mais du droit pour le juge des référés d'interdire au concessionnaire de pénétrer sur les parcelles dont la nature était contestée. Rappelons aussi que s'il s'agit de dommages et non de voies de fait, les tribunaux judiciaires sont incompétents ².

Voici maintenant les arrêts qui statuent directement ou indirectement sur le droit des tribunaux judiciaires d'ordonner l'enlèvement.

1° *Cassation civile du 11 juillet 1922* ³ (Société Rebenty Sault contre Alard). — La Cour rejette le pourvoi contre un jugement qui avait ordonné l'enlèvement de deux consoles portant des fils apposés sur le mur d'un immeuble. Il s'agissait d'un concessionnaire simple n'ayant évidemment pas droit aux servitudes.

1. S. 1924.1.289, note Mestre; D. 1921.1.185, note P. B.

2. Est-El. c, Bardin, Cass. civ., 3 déc. 1923, S. 1924.1.289 note Mestre.

3. S. 1924.1.289, note Mestre.

2° *Cassation civile du 25 avril 1923* (Etat et de Saulty¹ contre Pellé). — Il s'agissait encore d'un concessionnaire simple qui avait fait couper des haies et élever des pylônes sur la propriété privée.

L'arrêt, après avoir rappelé la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire pour ordonner la discontinuation des travaux, au cas où la déclaration d'utilité publique n'a pas eu lieu, expose que, même dans ce cas, ils ne sauront cependant sans excès de pouvoir prescrire la suppression des travaux déjà exécutés.

Et la Cour casse l'arrêt attaqué qui avait ordonné l'enlèvement des travaux, parce qu'il n'a pas précisé si le terrain des époux Pellé était ou non clos.

Cette décision est évidemment discutable. *A priori* la question de clôture semblait n'avoir rien à faire en l'espèce puisqu'il s'agissait d'un concessionnaire simple n'ayant jamais droit aux servitudes.

« Elle semble avoir été entraînée, selon M. L'Huilier², par une circonstance particulière à l'espèce. Il s'agissait de travaux exécutés sur l'ordre et pour le compte de l'Etat au moyen de crédits ouverts par une loi de finance. On comprend que, dans ces conditions, la Cour ait pu considérer la déclaration d'intérêt public comme une simple formalité, en l'absence de laquelle les tribunaux ne pouvaient ordonner que la simple suppression des travaux. Pareil raisonnement ne saurait valablement s'appliquer à une concession pour laquelle la déclaration d'utilité publique est une pure faveur accordée ou refusée par l'administration. »

Pour M. Pangon, *R. E. G.*, 1934-1-163, l'arrêt reproche à la Cour d'Amiens (qui avait rendu l'arrêt attaqué) d'avoir mal choisi ses motifs. Il eût

1. S. 1924.1.289, note Mestre.

2. *Op. cit.*, p. 79.

fallu savoir si les parcelles étaient closes ou non, donc implicitement dans ce cas la suppression aurait pu être ordonnée, mais non pour absence d'utilité publique.

M. Mestre estime lui aussi que l'arrêt est mal rendu au moins quant aux motifs (note sous l'arrêt).

Nous croyons quant à nous que cet arrêt pose les premières ébauches d'une théorie que nous retrouverons ultérieurement.

L'arrêt pose trois principes :

1° Le caractère de travail public dépend de l'objet du travail et non point de l'accomplissement des formalités qui doivent l'accompagner.

2° Au cas d'inobservation des formalités, les tribunaux judiciaires sont compétents pour prononcer sur la discontinuation de travaux ainsi entrepris.

3° Les tribunaux judiciaires ne sauraient cependant sans excès de pouvoir, prescrire la suppression de travaux ainsi exécutés.

Il s'agit évidemment de travaux publics, car l'absence de formalité préalable n'influe pas sur leur caractère.

Et cependant, la Cour casse, parce que l'arrêt n'a pas recherché si les parcelles étaient closes ou non.

Cela veut dire qu'au cas de clôture, la Cour suprême estime qu'il n'y a plus travaux publics.

L'implantation de pylônes dans un terrain clos, qui n'est jamais permise, même au concessionnaire d'utilité publique, ne peut rentrer dans les prévisions de l'Administration ; dans ce cas, les travaux ne seront pas établis pour son compte ; ils ne seront pas des travaux publics, il y aura voie de fait que les tribunaux judiciaires sont compétents pour réprimer.

Nous retrouverons cette théorie implicite dans l'arrêt Pellé, explicitement développé dans les arrêts Beziat, Paulmier, D^{uo} Ducousso.

3° *L'arrêt de la Chambre civile du 6 janvier 1930* (Gauchet contre Garczinski et Traploir et Ville de Lagny) ¹. — Rappelons qu'il s'agissait de travaux exécutés par deux ingénieurs pour le compte de la Ville de Lagny sans déclaration d'utilité publique dans la propriété du sieur Gauchet, en l'espèce pour le passage des fils.

Ce dernier avait demandé et a obtenu des dommages-intérêts et l'enlèvement par une action en complainte devant le juge de paix. Et le Tribunal de Meaux, saisi de l'appel de la sentence de ce dernier, a repoussé la demande en se déclarant incompétent parce qu'il s'agissait d'un trouble causé par l'exécution de travaux publics.

La Cour a cassé :

« Attendu qu'aux termes de la loi du 15 juin 1906, article 12, l'exécution des travaux de transport d'énergie électrique sur la propriété privée n'entraîne aucune privation des privilèges attachés à sa possession; que, dès lors, le propriétaire ne saurait être dépouillé de l'exercice des actions possessoires. »

Il faut remarquer que cette décision, si elle donne au propriétaire lésé l'exercice en tous les cas de l'action possessoire, n'indique pas dans quelles conditions elle autorise l'enlèvement. Il ne faut donc pas croire que cette décision implique le droit du propriétaire d'obtenir l'enlèvement dans tous les cas où il n'y a pas eu déclaration d'utilité publique.

4° *L'arrêt de la Chambre des requêtes du 6 mars 1934* ¹ (Société nouvelle d'éclairage et chauffage par l'électricité contre Veuve de Guiringaud). — Cet arrêt, comme nous l'avons vu, a accordé, sans qu'il

1. S. 1930.1.337, note Mestre; D. 1930.1.174, note Blaevoet.

2. D. H. 1934.202; D. 1937.1.17, note Blaevoet.

y ait préjudice matériel, des dommages-intérêts pour la seule atteinte au droit de possession. Il a décidé en outre que lorsque des supports ont été placés contrairement au tracé approuvé par l'autorité préfectorale, le tribunal est compétent pour en ordonner l'enlèvement et le rétablissement en conformité de l'arrêté préfectoral.

5° *Arrêt de la Chambre des requêtes du 19 juin 1934* ² (Baumat contre Syndicat d'électrification de Périgueux-Est). — Cet arrêt a rejeté le pourvoi contre une décision qui affirmait que les lignes, bien que tardivement autorisées par l'arrêté préfectoral, sont des lignes dont l'autorité judiciaire est sans qualité pour en prononcer l'enlèvement. Le sieur Baumat prétendait aussi que les lignes implantées appartenant à des branchements particuliers, le jugement aurait dû ordonner l'enlèvement, mais le juge de paix avait jugé que ces branchements ne présentaient pas ce caractère et sur ce point la Cour a admis implicitement le pouvoir absolu du juge du fait.

Il est très intéressant de constater que le retard à l'autorisation préfectorale ne constitue pas pour la Chambre des requêtes une raison permettant l'enlèvement de l'ouvrage et ne saurait avoir d'influence sur l'exercice de la servitude, dès lors qu'il y avait indubitablement service public, comme en l'espèce.

C'est la même théorie qui a été soutenue par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 17 mai 1933 ² de Lavernolle contre préfet du Cher, d'après lequel la circonstance que le concessionnaire avait entrepris les travaux d'implantation de la ligne bénéfi-

1. S. 1934.1.263.

2. *Bull. des Producteurs et Distributeurs*, 1933, p. 93. — Cf. également l'arrêt du C. E. du 11 décembre 1935, « Marty », *Rec.*, p. 1171.

ciant des servitudes légales préalablement à l'approbation préfectorale du projet de détail des tracés, précédée de l'enquête régulière, ne saurait avoir d'influence sur la légalité de cet arrêté d'approbation régulièrement intervenu dans la suite.

6° *L'arrêt de la Chambre des requêtes du 25 mars 1935* (Régie du Syndicat intercommunal d'électricité de Seyssel (Haute-Savoie) contre Régie du Syndicat intercommunal de Seyssel (Ain et Coudret) ¹). — Il commence par rappeler que, s'il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'ordonner la destruction des travaux qui, remplissant la double condition d'avoir un objet d'utilité générale et d'être exécutés pour le compte d'une personne morale administrative, ont le caractère de travaux publics, l'autorité judiciaire est au contraire seule compétente pour prescrire la destruction d'un travail qui, même soumis à l'agrément préalable de l'administration, a été exécuté dans l'intérêt exclusif d'un particulier.

Et la Cour rejette le pourvoi contre un arrêt qui avait ordonné la destruction d'une ligne irrégulière qui, ne faisant pas partie intégrante du réseau concédé, ne saurait à ce titre participer du caractère d'utilité publique de ce réseau, mais a été construite dans l'intérêt exclusif d'un particulier, et pour son compte. Cette solution s'imposait évidemment, mais il n'était nul besoin pour justifier la compétence judiciaire de recourir à ce rappel de principes puisque les travaux avaient été exécutés dans un intérêt strictement privé.

7° *L'arrêt de la Chambre civile du 3 avril 1935* (Beziat contre Nord-Lumière ²). — Dans cette

1. S. 1935.1.225; D. P. 1937.1.17 et rapport Pilon.

2. *Gaz. Pal.* 1935.1.902; D. P. 1937.1.17, note Blaevoet.

affaire, le sieur Beziat dans son pourvoi prétendait que la Société Nord-Lumière avait implanté des poteaux dans sa propriété sans accord préalable, et sans que les travaux eussent été déclarés d'utilité publique, et alors que les terrains étaient clos.

La Cour de Paris, par arrêt du 23 mai 1929 sur demande par Béziat d'enlèvement de l'installation, s'était déclarée incompétente pour connaître de l'action en suppression de travaux, sous prétexte qu'il s'agissait de travaux publics. La Chambre civile casse :

« Attendu que pour déclarer les tribunaux judiciaires incompétents à statuer sur cette demande, l'arrêt attaqué, tout en reconnaissant que l'ouvrage litigieux n'a fait l'objet ni d'une déclaration d'utilité publique, ni même d'une concession simple, sans rechercher d'autre part si le terrain où sont installés les pylônes est ou non clos, se borne à énoncer que cette installation constitue un travail public, accompli dans un intérêt général, qu'il en conclut que le contentieux en appartient à la juridiction administrative.

» Mais attendu qu'en admettant que l'affirmation de l'arrêt relative au caractère public de l'ouvrage puisse échapper aux critiques formulées dans les deuxième et troisième moyens, ce caractère public ne suffirait pas à le faire bénéficier des servitudes que l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 ne confère que sous la condition d'une déclaration préalable d'utilité publique et sur les seuls fonds non enclos de murs ou clôtures équivalentes.

» Que les deux conditions qui en rendent légale l'emprise de la Société sur la propriété du demandeur auraient pu la faire échapper à l'appréciation des tribunaux judiciaires ne se trouvant pas remplies ou établies, il en résultait nécessairement que

cette emprise revêtait le caractère d'une voie de fait qu'il appartenait à ces seuls tribunaux de sanctionner. »

Nous ne pouvons approuver cette décision.

Nous admettons que la Cour casse parce qu'elle veut exercer son contrôle sur le point de savoir si oui ou non il y a eu clôture.

Mais, d'autre part, postérieurement à l'arrêt il est vrai, la Société avait obtenu sa déclaration d'utilité publique, ainsi qu'il ressort du texte de l'arrêt du Conseil d'Etat rendu dans la même affaire.

Un arrêté ordonnant enquête a eu lieu le 13 décembre 1930 et l'enquête a eu lieu du 22 au 29 décembre. Et l'arrêté préfectoral de délimitation a été pris le 20 février 1934, englobant la propriété de Béziat.

Ce dernier avait saisi le Conseil d'Etat d'un recours pour excès de pouvoir, notamment sur la question de clôture.

Celle-ci était donc pendante devant la Haute Jurisdiction Administrative lorsque la Cour de Cassation, qui ne pouvait cependant ignorer cette situation, a rendu son arrêt le 3 avril 1935.

Le Conseil d'Etat à son tour, le 16 octobre de la même année, a rendu son arrêt. Et il rejette le recours de Béziat en considérant que le terrain n'était pas clos.

Nous ne pouvons nous empêcher de regretter que la Chambre civile n'ait sursis à statuer jusqu'à décision du Conseil d'Etat.

Le résultat est une divergence de jurisprudence tout à fait regrettable entre les deux juridictions suprêmes ¹.

La Cour de cassation, « sans se prononcer sur la

1. *Bull.*, septembre 1936, « Quelques conflits... », par Ch. Sirey, p. 135.

question d'enlèvement des pylônes, s'est bornée à renvoyer devant la Cour d'Amiens, pour être décidé sur les sanctions applicables aux prétendues voies de fait commises par la société d'électricité du fait de l'exercice d'une servitude que, d'autre part, le Conseil d'Etat a déclarée régulière. On se demande ce que décidera la Cour d'Amiens au cas où le conflit persisterait ».

En tout cas, cet arrêt marque nettement un revirement par rapport à l'arrêt « Pellé ». Le caractère public de l'ouvrage mal planté ne fait désormais plus obstacle à l'enlèvement.

8° *Arrêt de la Chambre des requêtes du 3 mars 1936* (Société normande de gaz et d'électricité contre Paulmier) ¹. — L'arrêt expose nettement les faits :

« Attendu qu'au début du mois d'août 1930, la Société normande de gaz et d'électricité a établi sur un herbage clos de haies et de fossés sans l'autorisation de Paulmier, propriétaire de ce terrain, des supports pour conducteurs aériens d'énergie électrique, la Société, au moment où elle a accompli ces travaux, n'avait ni obtenu une concession avec déclaration d'utilité publique pour le réseau qu'elle construisait, ni poursuivi l'accomplissement des formalités administratives prévues par la loi de 1906 ; ceux-ci, commencés le 22 août 1930 après achèvement des travaux, ont abouti le 8 juin 1931 à la concession simple et le 13 avril 1933 à la déclaration d'utilité publique... »

La Cour d'appel avait condamné sous astreinte la Société à *enlever les supports*.

Le pourvoi reprochait à l'arrêt d'avoir violé les règles de la compétence; la Société ayant obtenu

1. S. 36.1.132; D. P. 1937.1.17, note Blaevoet.

au cours de l'instance une concession simple, il n'y avait que la juridiction administrative à pouvoir ordonner la suppression des supports.

La Cour suprême a rejeté le pourvoi.

« Attendu que les tribunaux judiciaires auxquels il appartient de réprimer les atteintes au droit de propriété sont compétents pour ordonner s'il échet l'enlèvement de fils ou supports de lignes conductrices de l'électricité établis sur les fonds des particuliers *en dehors des cas et conditions prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906*; qu'en vertu de cette loi, il ne peut être porté atteinte aux propriétés privées pour l'installation d'une ligne de distribution d'énergie électrique qu'à la condition d'une déclaration préalable d'utilité publique ; que dès lors, en la cause, les supports ayant été construits sur l'herbage de Paulmier, alors que la Société normande n'avait même pas commencé à remplir les formalités administratives prévues et exigées par la loi du 15 juin 1906, cette emprise illégale sur une propriété privée revêtait le caractère d'une voie de fait qu'il appartenait aux seuls tribunaux judiciaires de sanctionner. »

Nous commencerons par regretter que, dans cette espèce, la Cour d'appel, sans considérer le préjudice qu'elle risquait de causer à un service public, n'ait pas cru préférable d'ordonner le sursis à l'enlèvement ou accorder une indemnité compensatrice de l'expropriation déguisée, puisque, une fois la Société déclarée d'utilité publique, elle pouvait user de ce moyen pour maintenir son emprise.

Mais nous croyons que l'arrêt attaqué, s'il a statué avec rigueur, l'a fait dans la plénitude de son droit.

1° Il s'agissait d'un herbage clos et sur la question de clôture, le juge du fait, alors qu'aucune procédure administrative de délimitation n'était en

cours, avait tout pouvoir d'appréciation. Par conséquent, la voie de fait était certaine.

2° Même déclarée d'utilité publique, la Société n'aurait pu faire d'implantations sur un herbage clos.

Cependant, ce n'est pas à raison de la clôture du terrain que la Cour suprême paraît avoir rejeté le pourvoi, mais bien pour absence de formalités et le rapport de M. le conseiller Pilon dans cette affaire (Dalloz 1937-1-17) éclaire la portée exacte de l'arrêt Beziat. Voici en effet ce que dit le savant rapporteur :

« De cet arrêt... du... 3 avril 1935..., il résulte également que si sur un terrain *non clos* des supports sont édifiés sans déclaration préalable d'utilité publique, l'autorité judiciaire est encore compétente pour en ordonner l'enlèvement, et cela, parce que si ce terrain, à la différence du terrain clos, peut être grevé de... la servitude légale de la loi de 1906, lorsque la condition mise par la loi à l'acquisition et à l'exercice de cette servitude (la déclaration préalable d'utilité publique) n'est pas remplie ou établie, la construction des supports est une voie de fait, une atteinte illégale aux droits de propriété, il y a chez le constructeur manque de droit. »

C'est, croyons-nous, aller trop loin et nous ne pouvons rejeter aussi légèrement que le savant conseiller l'argument du « service public » qui nous paraît capital en l'espèce.

Enfin, pourquoi en arriver à l'enlèvement lorsque la situation pourra être régularisée.

Nous regrettons que la Cour suprême ne s'en soit pas tenue à la théorie de l'arrêt Pellé.

Nous voyons donc dans cette affaire quelles sanctions graves peuvent atteindre les concessionnaires qui outrepassent leurs droits. Elles vont jusqu'à

l'interruption de leur service et à l'enlèvement de leurs ouvrages, sans préjudice des dommages-intérêts.

9° *L'arrêt du 11 mai 1937 de la Chambre civile* (D¹¹⁶ Ducouso contre Syndicat intercommunal de la région nord de Pau et Société d'équipement des voies ferrées et des grands réseaux électriques) ¹. — Cet arrêt, rendu après délibération en Chambre du Conseil sous la présidence de M. Paul Matter, premier président, nous apparaît comme excessivement important par l'extension qu'il prétend donner à la compétence judiciaire.

Les faits sont simples :

M¹¹⁶ Ducouso avait demandé au Tribunal civil de Pau l'enlèvement de deux poteaux placés malgré son opposition sur une parcelle de terrain lui appartenant.

Sans contester que le syndicat et la Société défendeurs aient droit au bénéfice des servitudes de la loi du 15 juin 1906, elle fondait uniquement son action sur ce que le terrain litigieux clos de toutes parts et dépendant d'une maison d'habitation était comme tel et aux termes de la loi affranchie de ces servitudes.

Le Tribunal saisi avait fait droit à la demande.

L'arrêt attaqué a infirmé cette décision par ce motif que « les supports contestés ayant été édifiés *conformément au tracé approuvé par le préfet des Basses-Pyrénées*, les tribunaux judiciaires ne sauraient rechercher si le fonds litigieux était ou non par sa nature grevé de la servitude légale de passage et de support, sans se prononcer implicitement, mais nécessairement sur la légalité de l'arrêté préfectoral d'approbation ».

La Cour de cassation a cassé l'arrêt parce que :

1. *Gaz. Pal.* 17 août 1937.

1^{er} point. — « Attendu que si la loi du 15 juin 1906 interdit d'exécuter les travaux avant que le détail des tracés et des lignes ait été approuvé par le préfet, cette approbation, qui n'a pour objet que de déterminer l'assiette des servitudes et qui sont d'ailleurs la généralité des fonds traversés, ne saurait avoir pour effet de créer sur ceux qui en sont légalement affranchis des servitudes qui ne peuvent résulter que de la loi.

2^e point. — Que l'imposition de pareilles servitudes ne rentrant ni dans les attributions de l'autorité préfectorale, ni dans les pouvoirs généraux de l'Administration, il s'ensuit :

3^e point. — Que l'arrêté préfectoral portant approbation du tracé de lignes n'a pas pour conséquence de soustraire à la compétence des tribunaux judiciaires qui en sont les juges naturels le point de savoir si l'un des fonds traversés est exempt de servitudes à raison de son état de clôture.

Qu'en statuant sur ce point, l'autorité judiciaire ne saurait donc ni empiéter sur les pouvoirs de l'Administration, ni risquer de se mettre en conflit avec un acte rentrant dans les attributions de celle-ci. »

Et la conclusion : « La Cour d'appel a méconnu sa compétence. »

Nous ne pouvons approuver cet arrêt : Examinons ses attendus :

Le premier point n'est pas douteux. L'approbation préfectorale ne saurait avoir pour effet de créer des servitudes interdites par la loi.

Mais rappelons que cet arrêté est précédé d'une enquête, au cours de laquelle les intéressés ont pu exposer leurs observations, et que l'enquête tout autant que l'arrêté préfectoral sont des formalités substantielles, et que ce dernier est à défaut, nul.

Et que précisément, la question de l'assiette des servitudes légales est de celles pour lesquelles tout intéressé bénéficie, nous l'avons vu, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

Nous croyons donc que la question de la légalité de l'arrêté préfectoral ne peut être tranchée que par ce dernier ¹.

Et que si effectivement, comme nous l'avons vu, l'imposition de pareilles servitudes ne rentre ni dans les attributions de l'autorité préfectorale, ni dans les pouvoirs généraux de l'administration, il ne s'ensuit pas que l'autorité judiciaire puisse passer outre à cet arrêté qui entraîne, croyons-nous, la présomption que la parcelle n'est pas close. La théorie de la Cour suprême reproduit d'ailleurs presque textuellement l'opinion de Laferrière ². Elle considère en réalité l'arrêté préfectoral non plus en l'espèce comme annulable, mais comme inexistant.

En ce sens, Blaevoet (*Des atteintes à la propriété*, p. 197, 1930). Mais ce savant auteur paraît être revenu sur son opinion, puisque dans sa note sous la décision du Tribunal de Cherbourg du 22 mars 1932, dans la *Revue générale d'Electricité* du 10 décembre 1932, il approuve le Tribunal d'avoir décidé que, dès l'instant qu'il est intervenu un arrêté préfectoral ayant approuvé le tracé des lignes et leur passage sur des propriétés privées, l'autorité judiciaire n'a plus compétence pour apprécier si certaines propriétés comme étant closes n'étaient point

1. D'après M. Lhuillier, *op. cit.*, *Supplément*, p. xiv, il s'agit non d'un recours pour excès de pouvoir, mais d'un « recours en appréciation de validité » qui peut être exercé après expiration du délai de deux mois imparti au premier, mais ne bénéficie pas des mêmes facilités de procédure.

2. *Traité de la Jurisprudence administrative*, 2^e édit., p. 478-479. — Comp. Tr. confl., 8 mai 1886, D. P. 87.3.89 (absence de texte) et note signée P. B. au D. 1921.1.185, sous l'arrêt Lissaraque.

soumises aux servitudes d'appui de passage et d'ébranchage, et que seul le Conseil d'Etat peut être saisi de cette question par un recours pour excès de pouvoir.

« Le juge n'avait pas à apprécier le mérite d'un acte administratif tel qu'une délimitation. »

C'est également, croyons-nous, l'opinion de M. Mestre que nous avons déjà citée ¹. La voie de fait, selon lui, suppose un manque total de procédure. Quant à M. Couzinet (*op. cit.*), il pose ce principe que ce sont les tribunaux administratifs qui devraient logiquement connaître du contentieux des emprises administratives, qui ne devrait pas faire partie du contentieux de tribunaux judiciaires, p. 273. Voir également sa *Critique des théories de la compétence judiciaire au cas d'emprise*, 1^{re} partie, p. 104 et suivantes.

Nous estimons donc que, contrairement à ce que dit la Cour suprême, en statuant sur ce point, l'autorité judiciaire empiète sur les pouvoirs de l'Administration et se met en conflit avec un acte rentrant dans les attributions de celle-ci ².

Nous renvoyons au surplus à ce que nous avons exposé dans notre analyse de la doctrine et à nos observations sur l'arrêt Beziat contre Nord-Lumière.

Et nous espérons, répétons-le, qu'un arrêté de conflit vienne dire quelle est la juridiction qui doit avoir le dernier mot sur cette question de clôture, lorsqu'un arrêté préfectoral de délimitation a été pris, car enfin le concessionnaire d'utilité publique, qui a obtenu après enquête cet arrêté préfectoral, peut estimer agir dans la plénitude de son droit dès lors qu'aucun recours n'atteint cet arrêté.

1. *R. G. E.*, 1935, t. I, p. 524.

2. En ce sens, Micanel, art. dans *l'Electricien*, 10 octobre 1937, et note G. M. au *Bull.*, septembre 1937.

CHAPITRE III

ESSAI DE CLASSEMENT DE CETTE JURISPRUDENCE

I. — INSTALLATIONS SUR DES PARCELLES EXEMPTES DE SERVITUDES.

1° *Il n'y a pas d'arrêté préfectoral d'autorisation :*

a) En faveur de l'enlèvement. — Cour de cassation, Société Normande contre Paulmier, 3.3.36 (*a fortiori*) ; Cour de cassation, Beziat contre Nord-Lumière, 3 avril 1935. Implicitement : Cour de Riom, 8 juillet 1930, Lavergnolle.

b) Refus d'enlèvement. Tribunal de Toulouse, 27.3.36.

2° *Il y a arrêté préfectoral d'autorisation.*

a) Incompétence des tribunaux judiciaires. — Tribunal civil de Cherbourg, 1^{er} juin 1932.

b) Compétence judiciaire. — Cour de cassation, D^{ne} Ducouso, 11 mai 1937.

II. — OCCUPATION SANS DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR PARCELLES NON CLOSES.

1° *Contre la suppression.*

Cassation, 25 avril 1923, Etat et De Saulty contre Pellé.

2° *En faveur de la suppression.*

Cassation Rebenty Sault contre Alard, 11 juillet 1922 ; Gauchet contre Garczinski, 6.1.30 ; Beziat contre Nord-Lumière, 3 avril 1935 ; Société Normande d'Electricité contre Paulmier, 3 mars 1936 (Cf. Rapport Pilon) ; Cour de Bordeaux, 24 oct. 1910.

3° *Solution intermédiaire*, quand l'utilité publique est proche.

Tribunal de Nice, 28.1.31 ; Cour de Riom, 8 juillet 1930 ; Cour de Paris, 30 mars 1925 (occupation temporaire).

III. — OMISSION TOTALE OU PARTIELLE DE FORMALITÉS PRÉALABLES.

Ou on est ramené au cas précédent, ou il s'agit de signaler un dommage éventuel car il y a eu régularisation tardive et, dans ce cas, refus de l'enlèvement.

Cour de cassation, Baumat contre Syndicat d'Electrification de Périgueux-Est ; Cour de Poitiers, 21 juin 1933 ; Tribunal de Vesoul, 23 mars 1927.

IV. — DEMANDES D'INTERDICTION OU DISCONTINUATION DES TRAVAUX.

L'illégalité invoquée est choquante.

Arrêt Lissaraque, pour l'interdiction des travaux.
Arrêt Etat et Desauty contre Pellé pour la discontinuation des travaux.

HUITIEME PARTIE

Examen critique de la loi de 1906
et des propositions de loi à l'étude.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUES FAITES A LA LOI DE 1906

Nous venons de voir avec quelle rigueur les tribunaux judiciaires de tous ordres, gardiens vigilants des droits et intérêts particuliers des propriétaires fonciers et de l'observation des règles du Code civil édictées à leur profit, frappent les concessionnaires qui plantent irrégulièrement leurs ouvrages. Mais cette sévérité a été trop souvent justifiée par les véritables exactions de certains installateurs¹.

Si beaucoup se sont montrés respectueux des règles édictées par l'article 12, d'autres ont agi sans aucune retenue.

« Et on n'y va pas de main-morte, récoltes saccagées, clôtures coupées ou détruites, arbres abattus, et ceci sans mesure, généralement sans le moindre préavis, et le montant des indemnités est trop souvent fonction de l'ignorance de l'intéressé ou de ses exigences. On a ainsi ameuté les populations en les traitant souvent de la façon la plus injuste en vrai pays conquis.

Aujourd'hui, pour une seule ligne en Savoie seulement, il y a une multitude de procès engagés. près d'une centaine. Et non seulement les tribunaux

1. Cf. Rapp. Pilon, *in fine*, sous l'arrêt Paulmier, D. P. 1937.1.17.

s'en sont mêlés, mais on a fait appel à la force publique¹. »

D'autre part, les poteaux, de 30, 40, 50 cm. de diamètres, qui constituaient les supports de ligne lorsqu'a été élaborée la loi de 1906, sont devenus, pour les lignes d'énergie à haute tension, d'énormes pylônes en fer ou en ciment armé, reposant sur des massifs de béton ou de maçonneries, véritables architectures extrêmement lourdes et encombrantes, nécessitant des fondations qui s'étendent parfois à plus de 25 m² de surface.

Dans ces conditions, l'usage des servitudes n'est devenu, dans bien des cas, qu'une expropriation déguisée, sans les avantages de juste indemnité préalable que comporte la vraie, mais avec tous les inconvénients du non-transfert de propriété, notamment de payer l'impôt afférent à la parcelle occupée.

Enfin, trop souvent malheureusement, l'Administration a fait preuve elle-même d'une grande négligence encourageant le sans-gêne des installateurs ; les concessionnaires ont choisi les tracés qu'ils veulent sans que l'Administration s'en soit préoccupée. Citons encore M. Mollard.¹

« Dans la région lyonnaise, on a établi un super-réseau avec une telle fantaisie, une telle désinvolture qu'on a ameuté les populations des régions... non seulement les tribunaux civils, les conseils municipaux et les conseils généraux ont dû s'en mêler et protester contre les procédés abusifs des concessionnaires, mais les gendarmes et les parquets ont été obligés d'intervenir. »

Ce sont surtout les installations de transport d'énergie, transport qui, pour être économique, doit

1. J. O., 24 décembre 1924, Déb. parl. Sénat p. 590, Interpellation Mollard,

se faire sous très haute tension, d'où nécessité de pylônes élevés et partant lourds et encombrants, qui ont donné lieu à ces regrettables abus.

Et l'on peut déplorer que le législateur de 1922 se soit borné à insérer un article 3 *bis* dans la loi de 1906 au lieu de chercher, pour ces lignes encombrantes un statut spécial.

Ajoutons, enfin, les frais qu'entraînent, pour les propriétaires lésés, la multiplicité des juridictions, la complexité des questions de compétence, et aussi la longueur des procès, qui font que les propriétaires ne sont munis d'un titre exécutoire contre les concessionnaires que lorsque le service public fonctionne depuis longtemps, et que l'atteinte à leurs droits a été souvent régularisée.

Bref, la loi de 1906, si elle a permis l'établissement du magnifique réseau qui, telle une gigantesque toile d'araignée, s'étend sur tout le territoire, y amenant, jusque dans les campagnes les plus reculées, la lumière et l'énergie, alimentant, dès 1933, plus de 88 % des communes françaises, ne paraît plus répondre aux conditions actuelles d'installation des lignes.

CHAPITRE II

LES PROPOSITIONS DE LOI A L'ETUDE

Toutes ces critiques ont trouvé leur écho au Parlement, et deux propositions de loi sont à l'étude pour remplacer celle de 1906. Elles émanent toutes deux de représentants au Parlement des départements qui ont le plus à subir les abus que nous avons dénoncés.

L'une a été déposée à la Chambre des députés, l'autre au Sénat.

Examinons-les rapidement.

I. — PROPOSITION DE LOI BORREL, CARON ET FALCOZ.

Elle a fait l'objet d'un rapport de M. Mistral et, adoptée par la Chambre le 16 juillet 1926¹, a été transmise au Sénat².

Elle veut donner au propriétaire l'avantage de l'indemnité préalable à défaut d'accord avec le concessionnaire, tout en lui évitant le coût et les formalités de l'expropriation. On conserve la servitude, mais on l'entoure des garanties convenables.

Le texte prévu par la proposition de loi s'ajoute à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, et peut se résumer ainsi :

1. *J. O.*, Déb. parl., Annexes 1926, p. 2931.

2. *J. O.*, Sénat, Annexe au P. V. séance du 27 juillet 1926.

1° Le concessionnaire, huit jours avant de pénétrer sur le terrain, prévient les intéressés par lettre recommandée, contenant offre d'indemnité ;

2° A défaut d'entente dans le mois, le concessionnaire à ses frais saisit le juge ;

3° Le juge statue dans les deux mois et l'indemnité est payée un mois après sa sentence ;

4° Droit d'appel, et, dans ce cas, ce dernier délai court du jugement ;

5° Faute de paiement dans le délai, le propriétaire a le droit de s'opposer aux travaux et faire enlever ceux qui ont été exécutés.

Cette proposition de loi a de grands avantages, et M. Blaevoet s'en montre partisan.

1° La procédure est simple ;

2° L'indemnité doit être préalable ;

3° L'économie de la loi de 1906 n'est pas complètement modifiée.

Mais elle a l'inconvénient de retarder le commencement des travaux, s'il y a procès.

L'éminent chef de service aux Travaux publics propose toutefois de limiter à un mois le délai imparti au juge pour statuer, et de limiter à 1.000 francs la compétence des litiges en premier ressort.

II. — PROPOSITION DE LOI MOLLARD, MILAN ET MACHET.

Ils reprochent à la loi de 1906 de n'être plus adaptée aux circonstances, surtout pour les lignes de transport, l'exercice des servitudes ne constituant alors qu'une expropriation déguisée. Ils ont donc déposé, en 1926, une première proposition de loi ¹.

1. *J. O.*, Sénat, session ord., 1926, Annexe au P. V. de la séance du 22 juin 1926.

Résumons-en les principales dispositions :

1° Les droits du concessionnaire simple sont étendus à ceux dont jouit actuellement le concessionnaire d'utilité publique, mais avec servitude d'ancrage jusqu'à 1.500 volts de passage jusqu'à 45.000 volts et de support jusqu'à emprise de 1 m².

2° Le concessionnaire d'utilité publique n'est pas soumis à ces limitations, mais doit écarter des agglomérations non desservies directement les lignes à plus de 45.000 volts.

3° Quant à l'occupation des propriétés, la proposition de loi prévoit trois juridictions :

1° Pour les indemnités de servitude ou de dépossession concernant la *construction* des lignes, un jury tripartite (le concessionnaire, l'assujetti et des représentants de l'Administration), en cas de difficulté, le juge de paix désigne les arbitres ;

2° Pour les dommages résultant des études préliminaires, et de l'entretien en cours de concession, le juge de paix ;

3° Pour les grandes surfaces à acquérir, le jury d'expropriation.

Quant aux indemnités pour servitudes, la proposition de loi exige la fixation et le paiement préalable.

Cette proposition de loi renferme, à notre avis, la source de multiples difficultés.

1° Les auteurs paraissent s'être laissé trop guider par des considérations techniques, 20 ou 30.000 volts présentent autant de danger que 50.000. Pourquoi limiter ainsi le droit de passage ? Ce qui gêne le propriétaire, c'est l'encombrement, il n'est pas toujours fonction du voltage ;

2° Donner au concessionnaire simple le droit

d'exproprier, c'est bouleverser toutes les notions juridiques.

3° Et, surtout, le système prévu par la loi pour le règlement des indemnités est beaucoup trop compliqué.

Pourquoi trois juridictions différentes ? Pourquoi obliger les intéressés à aller d'abord devant un jury tripartite, puis devant le juge de paix pour une même servitude ? Voilà en perspective une multitude de procès, et il suffira de quelques récalcitrants pour ajourner « indéfiniment » la construction de réseaux, puisque l'indemnité est prévue préalable aux travaux.

III. — DEUXIÈME PROPOSITION DE LOI MOLLARD.

Une autre proposition a été déposée par le Sénateur Mollard, en 1932 — qui répond à une grande partie de ces critiques et qui semble s'être inspirée du projet de la Chambre —, nous la résumons brièvement.

Deux catégories :

1° On accorde les servitudes d'ancrage, de passage et d'ébranchage, et supports dont l'emprise est moindre de 1 m² à tous les concessionnaires.

Compétence du juge de paix — paiement préalable aux travaux.

2° Les canalisations souterraines et pylônes de plus d'un m² sont réservés au concessionnaire d'utilité publique.

L'indemnité est accordée par un jury spécial.

3° De nombreuses formalités sont prévues avant l'exécution des travaux.

1. Enquête avec avis des conseils municipaux ;

2. Arrêté du préfet approuvant le détail du tracé ;

3. Procédure de notification et recours au Conseil de Préfecture, s'il n'y a pas accord sur l'état des lieux.

Enfin, des dérogations sont prévues en « cas d'urgence ».

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'idée de définir dans la loi qui doit statuer sur l'état des lieux, mais nous ne voyons pas pourquoi refuser le passage de canalisations souterraines au concessionnaire simple. Certes, celles-ci nécessitent des fouilles profondes, mais, ensuite, la surface du terrain est libre.

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de bouleverser toute l'économie de la loi de 1906 qui a permis l'électrification de la France et avouons une préférence pour la proposition de loi Borrel-Carron et Falcoz.

L'expropriation¹ pourrait toutefois être rendue obligatoire dès lors que l'emprise dépasserait une certaine étendue, ce qui viserait surtout les lignes de transport de force, celles qui ont donné lieu au plus d'abus.

Nous estimons que, dans ces conditions, la majeure partie des difficultés que soulève actuellement l'application de la loi de 1906 se trouveraient résolues pour l'avenir.

1. Rappelons que ses formalités ont été singulièrement assouplies par le décret-loi du 8 août 1935.

NEUVIEME PARTIE

**Des Conventions conclues par les
entrepreneurs pour l'établissement
de leurs ouvrages sur la propriété
privée.**

CHAPITRE PREMIER

CAS OU CES CONVENTIONS INTERVIENNENT

Nous venons de voir que seul le concessionnaire d'utilité publique pouvait implanter ses ouvrages sur la propriété privée.

Tous les autres installateurs ne peuvent le faire à défaut d'accord amiable.

C'est le cas du permissionnaire de voirie, du concessionnaire simple.

D'autre part, souvent les concessionnaires, en instance d'utilité publique, préfèrent s'entendre avec les propriétaires, pour pouvoir commencer leurs ouvrages sans attendre la terminaison des formalités.

Et même un concessionnaire déclaré d'utilité publique peut avoir intérêt à s'entendre avec le propriétaire du terrain qu'il doit traverser ou sur lequel il veut implanter, ou lorsqu'il s'agit de travaux ne rentrant pas dans le cadre de l'article 12, et qu'il veut éviter les lenteurs de l'expropriation.

L'accord amiable avec le propriétaire a donc une importance considérable pour les installateurs.

Un exemple pratique : Pour la ligne Kembs, à Troyes, à 220.000 volts d'une longueur de 278 km., il y a eu 4.500 propriétaires dont les terrains ont été traversés. Les travaux d'études ont été exécutés en 1931, la déclaration d'utilité publique est inter-

venue en décembre 1932 et la presque totalité des autorisations put être acquise à l'amiable avant la déclaration d'utilité publique¹.

Il nous faut donc étudier les contrats susceptibles d'être conclus entre propriétaires et concessionnaires, spécialement du point de vue de la nature des droits conférés sur les propriétés privées.

Cette étude présente certaines difficultés dues à ce que, bien souvent, les démarcheurs qui viennent visiter les propriétaires et en obtiennent l'accord, leur font signer des formules vagues, telles que celle-ci : « La Compagnie se réserve d'implanter un pylône dans le champ du sieur X... et se réserve le droit d'y accéder et d'y faire toutes réparations nécessaires, et ce moyennant une indemnité de francs, ou... moyennant l'installation gratuite de la lumière électrique dans sa maison. »

Il faut élucider quelle peut être la nature des droits ainsi accordés.

1. Ajoutons à titre documentaire, que les indemnités de passage et d'entretien représentent 7 % du prix de revient, *R. G. E.*, 1934.2. 660 et suiv.

CHAPITRE II

DE LA NATURE JURIDIQUE DE CES CONVENTIONS

La détermination de leur nature juridique exacte est d'autant plus difficile souvent que leur rédaction est sybilline. Souvent même, leur dénomination ne correspond pas à leur vrai caractère.

Cette détermination présente cependant un très grand intérêt pratique à de nombreux égards.

INTÉRÊTS QUE PRÉSENTE CETTE DÉTERMINATION.

1° *Quant à la durée du contrat.*

S'il s'agit d'un véritable droit réel tel qu'une servitude, ce droit est perpétuel.

S'il n'y a qu'obligation, s'il s'agit d'un bail, par exemple, elle est limitée dans le temps et peut être résiliée.

2° *Quant aux tiers.*

S'il y a servitude, il devra y avoir transcription, sinon une autre personne, ayant acquis un droit réel sur l'immeuble, pourra refuser de le prendre à sa charge.

Mais, s'il y a bail, il suffit de la date certaine, alors, tout au moins, qu'il ne s'agit pas d'un bail emphytéotique.

3° *Quant à l'hypothèque.*

Le droit réel pourra être hypothéqué, mais non pas un droit personnel, c'est peu important en pratique.

4° *Quant à la responsabilité du propriétaire.*

Selon la nature de la convention, elle sera plus ou moins grande, depuis la simple tolérance, où il ne répond que de la faute lourde, jusqu'au bail où il est tenu de garantir le preneur.

5° *Quant à la rescision pour lésion.*

Celle-ci n'est admise qu'au cas de vente.

6° *Quant au fisc.*

Les droits varieront suivant la nature de la convention de ¹ :

1 % pour un bail, à

12 % pour un droit réel à titre onéreux.

1. Au 1^{er} octobre 1937 1

CHAPITRE III

LES SOLUTIONS PROPOSEES

§ I. — *Vente.*

Pour l'admettre, il faut que les termes de la convention fassent apparaître de manière non équivoque l'intention des parties d'opérer le transfert de la propriété.

C'est ce qu'a jugé le Tribunal civil de Marmande, le 6 mars 1913, dans une affaire Lavigne contre Energie électrique du Sud-Ouest¹, qui a décidé qu'une simple « autorisation » d'établir les ouvrages même donnée moyennant un prix une fois payé et sans indication de durée, alors que « rien dans le contrat n'indique la volonté d'opérer le transfert de propriété », ne peut être considéré comme une vente.

Si, cependant, il y avait explicitement vente, elle serait rescindable pour lésion des 7/12 (art. 1674, C. civ. et suivants).

Mais une vente moyennant un prix purement nominal ne peut être qu'une donation déguisée.

§ II. — *Bail.*

Dans ce cas, le droit est opposable au nouvel acquéreur du fonds. Mais des difficultés semblent

1. D. P. 1914.2.97 et note Planiol.

rendre difficile de voir un bail dans les conventions car :

1° En droit commun, les installations devraient revenir au propriétaire, et ce n'est certes pas l'intention du distributeur.

2° La faculté de résiliation qui découle du bail n'est pas compatible avec la nécessité de durée d'un service public.

3° Le preneur peut normalement céder son droit et sous-louer.

Certains auteurs pensent que, dans ces conditions, le bail est exclus, dans l'intention des parties, c'est l'opinion de M. Colombet ¹; M. Blacvoet ² ne se prononce pas.

En tout cas, la jurisprudence paraît peu disposée à admettre le bail.

1° Arrêt du 8.2.1924 ³, Cour de Pau. La Cour estime qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter au terme « bail » employé par les parties, mais qu'il faut considérer l'intention des parties et que le droit revêt le caractère de servitude de passage.

En conséquence, l'acte constitutif, à défaut de transcription, ne pouvait être opposable à l'acheteur qui, cependant, connaissait l'existence des ouvrages.

2° Tribunal de Pau, 3.12.1928 ⁴.

Il a également rejeté la thèse du bail soutenue par une Société qui s'était fait signer par un homme marié une autorisation d'implanter un pylône dans un immeuble propre à sa femme.

N'ayant vu là qu'une servitude, il a ordonné

1. Thèse précitée, p. 270.

2. *Op. cit.*, p. 221.

3. Sté Pyrénéenne c. Guiraud, *Rev. Conc.*, 1924, p. 196.

4. Damart c. Energie Industrielle, D. H. 1929.126.

l'enlèvement, la servitude ne pouvant être consentie que par le seul propriétaire.

3° *Tribunal civil de Bourgoing*, 13 mars 1926 (*R. G. E.*, 18 mai 1929, p. 188).

Il a aussi admis qu'il y avait servitude alors que l'enregistrement soutenait la théorie du bail emphytéotique.

§ III. — *Servitudes.*

Cette théorie est la plus fréquemment soutenue.

La servitude, en effet, comme droit réel, suppose un rapport direct et immédiat entre son titulaire et l'objet du droit et opposable à tous.

Mais, nous l'avons vu, une servitude suppose un fonds donnant et un fonds servant, et malgré l'opinion de M. Planiol ¹, il paraît difficile de considérer une entreprise de distribution d'énergie comme un héritage (*Tr. civ. Marmande*, précité).

S'agit-il, au contraire, de servitudes administratives, de « charges légales », comme celles de l'article 122 de la loi de 1906, on peut se demander si de telles servitudes peuvent être constituées par simple convention privée (*L'Huillier, op. cit.*, p. 70).

Le grand avantage de cette solution, c'est la perpétuité au droit établi.

C'est ce qui a été décidé par la Cour de Pau, par arrêts du 14 février 1912 ¹ et du 8 février 1924, et par le Tribunal de Pau le 3 décembre 1928, sus-analysés.

Mais rappelons qu'au terme de ce dernier arrêt, il y a lieu à transcription de l'acte constitutif pour qu'il devienne opposable aux tiers, et qu'au terme

1. Note au D. 1914.2.77; c'est ce qui a été décidé par le tribunal de Bourgoing.

2. S. 1912.2.49, note Bonnetcase.

du jugement, il faut pour que la servitude soit valable, qu'elle soit constituée par le *seul* propriétaire de l'immeuble.

Ces servitudes, si on les assimile à celles de l'article 12 de la loi de 1906, bénéficieront des mêmes avantages, droit de passage et d'accès. Si on les considère comme des droits civils, elles les auront également aux termes de l'article 696 du Code civil.

§ IV. — *Droit d'usage.*

Ce droit est établi au profit d'une personne physique ou morale, et il permet le droit de vente et de préférence, il ne peut être cédé ni loué (art. 631 du Code civil) et n'est pas à durée limitée.

C'est la solution approuvée par M. Colombet, p. 272 et 273, et qu'avait adoptée le Tribunal de Marmande. Mais M. Planiol, dans sa note sous cette décision, fait remarquer que ce droit est viager, et que pour une personne morale, il ne peut durer plus de 30 ans.

Et M. Blaevoet, p. 222, ajoute que l'impossibilité de céder le droit, qui apparaît appréciable à M. Colombet, n'est pas compatible avec les contingences du service public, qui peut être rétrocédé, adjudgé en cas de déchéance, ou repris par l'Administration.

En tout cas, le droit d'usage, pour être opposable aux tiers, doit être transcrit.

§ V. — *Simple tolérance.*

Cette théorie peut se baser sur les formules vagues qu'emploient souvent les parties, permettre, autoriser, laisser exécuter.

Mais il semble bien que le caractère précaire des

tolérances de droit civil soit incompatible avec les nécessités du service public. Comment admettre qu'il soit tenu à la merci du mauvais vouloir du propriétaire !

Ce n'a certes pas été l'intention du distributeur. Cette opinion a cependant été soutenue par un arrêt de la Cour de Douai ¹, rendu avant la loi de 1906.

Le propriétaire avait autorisé l'installateur en l'espèce la Société des Mines de Bruay, à poser des supports sur son immeuble.

La Cour a estimé qu'à défaut d'engagement formel et en se basant sur les termes employés, le propriétaire avait agi par *simple tolérance* et n'avait par suite pas entendu assumer la responsabilité des dommages qui pourraient être causés à la canalisation électrique par l'affaissement de son immeuble.

Mais cette décision implique que lorsque les parties ne se sont pas expliquées nettement, il ne saurait y avoir simple tolérance incompatible au surplus avec les besoins d'un service public.

§ VI. — *Droit de superficie.*

Ce système très ingénieux a été mis en avant par M. Bougault dans ses articles de la *Revue générale d'électricité*, 3 février 1917, p. 195 et suivantes, et 18 mai 1929, p. 790.

Rappelons que l'on désigne ainsi le droit d'être propriétaire de constructions édifiées sur le terrain d'autrui.

Il y a coexistence de deux propriétés superposées, celle du sol qui ne change pas de main, celle de la superficie, c'est-à-dire des ouvrages édifiés sur ce sol.

1. Douai, 23 novembre 1903, *Rev. Conc.*, t. III, p. 103.

Et ce droit est en principe perpétuel, puisqu'il dure autant que les constructions édifiées sur la superficie.

M. Blaevoot, p. 222, fait remarquer qu'on ne caractérise pas le droit du superficiaire.

Il n'en reste pas moins que cette théorie des deux propriétés superposées présente de grands avantages et est de nature à donner, dans un grand nombre de cas, une interprétation juridique satisfaisante¹. La transcription est requise, puisque la constitution de la superficie suppose une transmission de propriété immobilière, la propriété de la surface détachée de celle du fonds.

Cette théorie si ingénieuse n'a pas encore reçu, à notre connaissance, la consécration de la jurisprudence.

Conclusions de cette étude. — Nous avons vu qu'il n'y a pas moins de six théories émises pour caractériser les conventions généralement peu explicites passées entre propriétaires et distributeurs d'énergie électrique, mais deux idées se dégagent de cette étude.

1° Il faut examiner l'intention des parties sans s'arrêter à la qualification qu'elles ont donnée au contrat ;

2° Dans la plupart des cas, le contrat n'est opposable aux tiers que s'il a été transcrit que l'on y voie un droit d'usage, une servitude ou un droit de superficie.

Il est donc prudent pour le concessionnaire soucieux d'assurer la stabilité de sa ligne de faire enregistrer et transcrire la convention.

1. Lhuillier, p. 223, *op. cit.*

DIXIEME PARTIE

De l'obstruction causée par les propriétaires et des moyens d'y mettre fin.

En cas d'accord amiable, il ne s'élève en principe aucune difficulté entre propriétaires et distributeurs. Il arrive cependant qu'une contestation naisse entre la signature des actes et le commencement des travaux.

Et au cas d'usage des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906, il arrive souvent que les propriétaires, sous prétexte que l'indemnité n'a pas été fixée et réglée (rappelons qu'elle n'est pas préalable), s'opposent à l'exécution des travaux, ou même les détruisent.

Comment le concessionnaire peut-il vaincre cette obstruction passive et active ?

Remarque préliminaire. — Dans tout ce qui suit, nous supposerons que le concessionnaire *est parfaitement en règle* en ce qui concerne *son titre, que les formalités ont été accomplies*, enfin que les terrains où il veut implanter sont *soumis aux charges légales*. Sinon, il y aurait, comme nous l'avons déjà vu, voie de fait, et le propriétaire pourrait s'opposer aux travaux.

CHAPITRE PREMIER

LES DIVERS MOYENS DE REMEDIER A L'OBSTRUCTION.

1^o *Référé*. — Le premier moyen, c'est de se faire autoriser par le président du Tribunal civil vu l'urgence à pénétrer sur la propriété même avec l'assistance de la force publique, s'il y a lieu, l'ordonnance étant revêtue de la formule exécutoire.

Le juge des référés ne saurait se déclarer incompetent, puisqu'il ne s'agit pas de difficultés naissant d'un acte administratif, car nous avons admis par hypothèse que tout est en règle de ce côté.

Il n'y a donc pas atteinte au principe de la séparation des pouvoirs.

Le point litigieux qu'il a à examiner, c'est celui de savoir si oui ou non, le concessionnaire a le droit d'agir, s'il y a ou non voie de fait, et pour connaître de ces dernières, il est compétent ¹.

Mais il ne le serait plus si le propriétaire contestait le principe même du droit du concessionnaire, en s'appuyant par exemple sur l'absence de contrat ou l'inaccomplissement des formalités, car, dans ce cas, sa décision risquerait de préjuger du principal.

Mais si le propriétaire opposait la demande en paiement d'indemnité préalable, nous croyons que

1. Forces Motrices du Vercors, Cass. req., 4 novembre 1930, S. 31.1.28.

le président, sans statuer sur ce point, pourra ordonner l'exécution immédiate des travaux.

La jurisprudence. — Elle reconnaît, en général, le droit du concessionnaire d'obtenir une ordonnance l'autorisant à occuper immédiatement le terrain.

Le président du Tribunal de Chambéry, par ordonnance du 28 août 1924, saisi d'une demande par le concessionnaire d'être autorisé à exécuter les travaux, alors que les propriétaires demandaient une indemnisation préalable, s'est déclaré incompétent pour ne pas préjuger du principal sur cette question.

La Cour de Chambéry¹, par arrêt du 24 novembre 1924, donne acte aux parties de leurs accords sur la reprise des travaux.

Réforme l'ordonnance.

Et dit que les travaux seront repris et parachevés sans délai au besoin avec l'assistance de la force publique.

Mais comme en l'espèce, il y avait eu accord, la question de savoir si la discussion sur le caractère préalable de l'indemnité empêchait le président de prendre une décision risquant de le préjuger a été éludée.

Le président du Tribunal civil de Grenoble, par ordonnance du 20 juin 1928², a statué ainsi :

« Attendu que les défendeurs ne contestant pas aujourd'hui sérieusement la demande de la Société, se bornent à demander le paiement des dommages effectués à leurs propriétés respectives, dommages de la réparation desquels nous ne saurions connaî-

1. Décision citée comme la précédente par Mestre : *Propriétaires et compagnies...*, p. 47-48.

2. Société Hydroélectrique de Fure, Morge et Vizille c. Miard et Daries, *Gaz. Pal.* 1928.2.331.

tre, que c'est bien le cas de faire droit dès lors à la demande de la Société et l'autorise par suite à continuer les travaux entrepris. »

En conséquence, le président ordonne la continuation des travaux « nonobstant toutes résistances et ce au besoin avec l'assistance de la force armée ».

Enfin, la Cour de Caen, par arrêt du 10 mars 1936¹, affaire Sénécal et autres contre Société normande de gaz, d'électricité et d'eau, a confirmé une ordonnance de référé par laquelle le président du Tribunal de Caen, alors que l'arrêté préfectoral de délimitation des servitudes n'avait fait l'objet d'aucun recours, a autorisé le concessionnaire vu l'urgence à ouvrir et faire ouvrir les entrées des propriétés privées pour y implanter des supports et des lignes, et que s'agissant non d'une expropriation mais uniquement de servitudes n'entraînant aucune dépossSESSION, il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection tirée des nouvelles dispositions résultant des décrets-lois des 8 août et 30 octobre 1935, prévoyant en matière d'expropriation le règlement des indemnités préalablement à la prise de possession.

Rappelons qu'au cas où la nature des clôtures est contestée, la Cour de cassation « tient à exercer son contrôle », et qu'elle a cassé pour ce motif un arrêt qui avait réformé une ordonnance interdisant au concessionnaire de pénétrer sur un terrain pour y faire ses travaux, en déclarant le président des référés incompétent en l'espèce.

Nous pensons que la Cour suprême jugerait de même s'il s'agissait non plus d'interdire mais d'autoriser le concessionnaire à faire les travaux, et la décision sus-rappelée² donne implicitement compétence au juge des référés dans ce cas.

1. *Gaz. Pal.* 1936.1.865, sous note.

2. Lissaraque c. Giros Loucheur.

CHAPITRE II

L'ACTION PUBLIQUE

Divers textes peuvent être invoqués par le concessionnaire des travaux publics.

§ I. — *L'article 438 du Code pénal.*

« Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé
« à la confection des travaux autorisés par le gou-
« vernement, sera puni d'un emprisonnement de
« trois mois à deux ans et d'une amende qui ne
« pourra excéder le quart des dommages-intérêts
« ni être au-dessous de 16 francs. Les moteurs subi-
« ront le maximum de la peine. »

1° Il faut qu'il y ait travaux publics.

2° Qu'il y ait voie de fait, agissement illicite pour empêcher ou interrompre le travail, c'est le cas lorsque le propriétaire détruit au fur et à mesure l'ouvrage ou frappe les agents venus pour exécuter les travaux.

C'est ce texte dont il a été fait application par le Tribunal correctionnel d'Albi le 17 décembre 1927, affaire Lacroix ¹.

La Compagnie des Chemins de Fer du Midi, déclarée d'utilité publique, avait fait procéder à toutes les formalités nécessaires.

1. *Gaz. Pal.* 1928.1.352.

Le champ du sieur Lacroix était alors sans clôture et le pylône à implanter fut piqueté. Quelque temps après, le propriétaire fit entourer son champ de fils de fer barbelés. Les agents de la Compagnie, passant outre, firent un trou pour installer le poteau. Lacroix dans la nuit le fit combler.

Les agents recommencèrent le travail et établirent des fondations en ciment. Lacroix les fit sauter à la dynamite et manifesta l'intention de s'opposer par la force à toute installation.

La Compagnie le cita en police correctionnelle, et c'est en vertu de l'article 438 qu'il fut condamné à 50 francs d'amende et la Compagnie s'étant portée partie civile obtint 2.000 francs de dommages-intérêts.

§ II. — *L'article 257 du Code pénal.*

« Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'autorité publique ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 francs. »

En ce sens, voir un jugement du Tribunal correctionnel de Narbonne, du 3 juin 1904, rapporté, *Rev. Conc.*, t. 3, p. 431.

En vertu de ce texte, ont été condamnés, le 24 avril 1907¹ par le Tribunal correctionnel de Thiers, deux individus surpris à scier de concert des poteaux de la ligne électrique des Forces motrices d'Auvergne, et le 19 novembre 1928 par le Tribunal correctionnel de Grenoble², les sieurs M... et

¹ et ². Cités par Blaevoet, p. 211.

D... qui avaient également scié des poteaux régulièrement implantés sur leurs propriétés par la Société hydro-électrique de Fure-Morge et Vizille.

Dans le premier cas, la peine fut de trois mois de prison et 100 francs d'amende chacun ; dans le second, 16 francs d'amende avec sursis et 300 francs de dommages-intérêts à la Société. Cette jurisprudence a été consacrée par la Cour de Cassation¹.

Bien entendu, le concessionnaire, au cas où le Ministère Public ne poursuivrait pas d'office, peut citer directement le prévenu en police correctionnelle et se porter partie civile à l'audience.

1. Cass. crim., 18 novembre 1927, S. 1929.1.393, note Roux.

CHAPITRE III

L'ACTION EN DOMMAGES-INTERETS DEVANT LA JURIDICTION CIVILE

La société concessionnaire peut évidemment obtenir devant la juridiction de droit commun, le tribunal civil, des dommages-intérêts pour le tort que lui a causé l'obstruction.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Chambéry du 30 novembre 1909 (*Le Droit* du 18 janvier 1910), un jugement du Tribunal civil de Grenoble du 19 mai 1927, affaire Société hydro-électrique de l'eau d'Olle¹.

C'est également au tribunal civil que le concessionnaire pourrait obtenir des dommages-intérêts, si le propriétaire, après l'avoir obligé à déplacer son installation pour l'exercice de son droit de surélever ou bâtir, n'y donnait pas suite sans motif valable; il y aurait abus de droit.

1. Cité par Blaevoet, p. 212.

CHAPITRE IV

L'EXECUTION D'OFFICE

Enfin, le concessionnaire peut-il recourir au pouvoir exécutif, sans s'adresser aux tribunaux, ou lorsqu'il échoue devant ceux-ci.

Peut-on recourir en l'espèce à l'exécution d'office ?

Il faut pour cela un certain nombre de conditions¹ :

1° Que l'opération administrative ait sa source dans un texte de loi imposant obligation ou portant interdiction.

2° Il faut une désobéissance à la loi ou une résistance caractérisée.

3° Il faut l'absence de sanctions civile ou pénale, ou le refus par l'autorité judiciaire de les prononcer.

4° Les mesures d'exécution doivent tendre seulement à l'obéissance à la loi et être limitées au strict nécessaire.

5° Il faut qu'il y ait urgence, ou urgence présumée.

Ces conditions se trouvent-elles remplies en l'espèce ?

1. Cf. Dupond, étude dans *Rev. de Dr. pub.*, 1925, p. 347-412; Hauriou, *Précis de Dr. adm.*, 2^e édit., p. 474.

1° Le propriétaire ne peut se soustraire aux servitudes de l'article 12, dès lors que toutes les formalités ont été régulièrement observées.

2° Il y a bien résistance.

3° Il se peut que le procureur de la République refuse l'action de l'article 438, alors que la voie de fait n'a pas été commise.

4° La mesure d'exécution (envoi de la force armée pour permettre l'accès du terrain) ne dépasse pas le nécessaire.

5° L'urgence : si elle paraît établie quand il y a interruption du service, pour permettre les réparations, *elle n'apparaît pas pour l'installation, à moins de cas très exceptionnels.*

Nous ne connaissons qu'une décision de jurisprudence récente en cette matière, le jugement du Tribunal correctionnel de Montbrison du 30 janvier 1935¹ : affaire Société l'Energie industrielle et Ministère public contre Melin.

Voici les faits :

La Société l'Energie industrielle avait fait citer devant le Tribunal correctionnel M. Melin, administrateur délégué de la Société électrique de Grandrif, comme coupable d'infractions aux règlements techniques édictés en exécution de la loi du 15 juin 1906, article 25.

La Société de Grandrif, ayant demandé une concession d'utilité publique, mais sans l'avoir obtenue, avait fait construire une ligne qui croisait en seize points celle de l'Energie industrielle.

Cette dernière invita l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à faire enlever les fils passant au-dessus de ses lignes et à s'opposer à leur rétablissement tant que l'installation de la ligne de Gran-

1. *Gaz. Pal.* 1935.1.611 et note.

drif n'aurait pas été autorisée. Mais quelques jours après, sans avoir attendu la décision de l'ingénieur en chef, la Société l'Energie industrielle a fait sectionner la ligne de Grandrif mise en charge à titre d'essai sur tous les points où elle croisait ses propres lignes.

Enfin, pour couvrir le fait accompli, l'Energie industrielle avait demandé et obtenu une ordonnance de référé en vue d'interdire à la Société de Grandrif le rétablissement de sa ligne.

C'est dans ces conditions qu'elle demandait 50.000 francs de dommages-intérêts à raison du préjudice qu'elle avait subi du fait des infractions qu'aurait commises la Société de Grandrif.

Les magistrats correctionnels acquittant Melin ont rejeté la demande de l'Energie industrielle en lui déniaut le droit à l'action civile (aucune poursuite n'avait été engagée par le Ministère Public) comme ne justifiant pas d'un dommage actuel et certain résultant du délit reproché à l'inculpé et que, d'ailleurs, l'Energie industrielle avait rendu ce dommage impossible en sectionnant elle-même les travaux de la ligne de Grandrif, et s'étant fait justice à elle-même par cette voie de fait abusive.

Voici les attendus relatifs à l'exécution d'office par l'Energie industrielle.

« Attendu que ce faisant, l'Energie industrielle avait certainement commis une illégalité que ne suffisait pas à couvrir l'invitation administrative qu'elle avait elle-même provoquée.

» Qu'il est en effet de principe que les lois et *règlements assortis de sanctions pénales* ne sont susceptibles *hors les cas de péril imminent d'exécution administrative* et que le contrôle judiciaire doit précéder l'exécution qui ne peut avoir lieu que lorsqu'elle a été autorisée par le juge (*Daresté, Voies de recours contre les actes de puissance publi-*

que, § 20, et les arrêts du Conseil d'Etat cités en note).

» Attendu qu'en l'espèce, aucun texte n'autorisait l'administration à procéder, soit directement, soit par la Société qu'elle se substituait, à la destruction d'ouvrages irrégulièrement construits, et qu'en s'accordant un délai de près d'un mois, pour se renseigner et prendre sa décision, elle a suffisamment montré que le péril ne lui paraissait pas comme imminent.

» Attendu qu'il appartenait à l'Energie industrielle de ne porter atteinte au droit de propriété de la Société de Grandrif qu'après y avoir été autorisée par une décision de justice obtenue au besoin en référé, et que si elle a transgressé cette règle légale, c'est uniquement dans le but de placer son adversaire en face du fait accompli. »

Nous retiendrons de cette décision que, hors les cas de péril imminent, les lois et règlements assortis de sanction pénale ne sont pas susceptibles d'exécution administrative.

Sans doute, pourrait-on peut-être l'admettre au cas de réelle urgence, mais nous ne pensons pas que la déclaration d'urgence prévue par la loi du 18 août 1919 puisse permettre d'user des servitudes légales sans autre forme de procès.

L'exécution administrative est dérogatoire du droit commun, et il s'agit de la propriété privée. Ce sont deux raisons pour admettre l'interprétation restrictive et nous concluons que l'exécution d'office ne peut être utilisée par le concessionnaire pour l'installation de ses ouvrages sur la propriété privée¹.

1. En ce sens, Blaevot, p. 167 et 168.

ONZIEME PARTIE

L'installation des lignes électriques et la propriété privée à l'étranger

Il nous a paru intéressant de rechercher comment les difficiles et délicates questions que soulève l'installation des lignes électriques sur la propriété privée avaient été réglées à l'étranger.

Le Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique a bien voulu mettre à notre disposition les documents qui nous ont permis cette étude, et nous tenons ici à l'en remercier.

Ce sont :

1° Un ouvrage en allemand du D^r Ing. Siegel, *Die Elektrizitätsgesetzgebung der Kültürländer der Erde*, Berlin, 1936, t. I, Allemagne, t. II et III, autres pays d'Europe, contenant tous les textes législatifs jusqu'à 1930.

2° Les rapports présentés aux congrès de l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique de Rome en 1926, par MM. Civita (Italie), Van Haltern (Belgique), de Paris en 1928 par MM. Bellaar Spruyt (Pays-Bas), Straszewski (Pologne), de Zurich en 1934 par M. Ganguillet (Suisse) et le Central Electricity Board (Grande-Bretagne).

3° Les textes, en langue originale ou traduits, relatifs à la législation de l'électricité dans les divers pays.

4° Les réponses faites par les organismes intéressés à un questionnaire de l'Union internationale de 1935, comportant la question suivante :

« Quelles sont les règles en vigueur... quant à l'obtention du droit d'établir les lignes et d'implanter des poteaux, pylônes, etc... ? »

Allemagne. — Les nombreuses lois locales des divers Etats qui composaient l'Allemagne et qui régissaient les multiples concessions électriques, provinciales, communales, ou privées ¹, ont été mises sous le contrôle le plus étroit de l'Etat, en l'espèce du ministre de l'Economie du Reich, par une loi du 13 décembre 1935 pour le développement de la production et de la distribution de l'énergie. Cette loi donne à l'Etat les pouvoirs les plus étendus, notamment de fermer certaines usines déficitaires, de s'opposer à la construction de certaines lignes, etc...

En ce qui concerne les rapports avec la propriété privée, l'art. 11 dispose ainsi :

1° Dans la mesure où l'intérêt de la distribution publique réclame la privation ou la limitation de la propriété et de droits sur la propriété foncière par voie d'expropriation, le ministre de l'Economie du Reich décide s'il convient de procéder à l'expropriation.

2° Pour ce qui est de la procédure, les lois locales sont applicables sous la réserve que la décision finale sur l'opportunité de la réquisition des propriétés foncières en vue de l'exécution des travaux

1. Cf. Siegel, *op. cit.*, t. I, Deutschland, pour cette législation. Kaepfelin, *Le monopole de l'électricité en Allemagne*, 1921.

préliminaires, ainsi que celle sur la méthode d'exécution et la portée de l'expropriation, sont prises par le ministre de l'Economie du Reich, dans la mesure où elles ne font pas l'objet d'une procédure administrative de litige.

3° Quand sera mise en vigueur une loi générale sur l'expropriation, ce seront les prescriptions de cette loi générale qui seront applicables à la procédure.

Il n'est pas possible, nous semble-t-il, de centraliser davantage.

Il est trop tôt pour juger la nouvelle législation du Reich que le commentateur de la loi du « Berliner Börsenzeitung », du 17 décembre 1935, appelle « la libération de la production de la distribution et de la consommation d'énergie » ?

Belgique. — La législation belge est intéressante, car relativement récente, elle a pu bénéficier des expériences faites à l'étranger, notamment en France.

La loi fondamentale est celle du 10 mars 1925.

Elle a instauré le régime des permissions de voirie, surtout pour les installations importantes (art. 10¹).

Quant aux droits sur la propriété privée, elle s'inspire fortement de la loi française de 1906, en établissant des servitudes légales, mais elles sont accordées plus libéralement.

Le concessionnaire simple et le permissionnaire de voirie spécialement autorisé peuvent bénéficier des servitudes de support, d'ancrage et d'ébranchage, seuls les terrains privés non bâtis, ni clos, nécessitent pour leur occupation l'utilité publique.

1. Il est piquant de comparer à ce sujet la loi belge avec la loi française, toutes deux de 1925.

Cette disposition a été spécialement prise aux termes de l'exposé des motifs, pour faciliter l'établissement de lignes à haut voltage dont les installations sur la voie publique ou dans le sous-sol des routes entraîneraient des frais considérables par suite des sinuosités et détours que les conducteurs devraient suivre ¹.

Il est spécifié que l'usage de servitude n'entraîne aucune dépossession. Les indemnités seront réglées à l'amiable ou par le juge compétent (le juge consulaire), elles « pourront avoir la forme d'une redevance annuelle payable par anticipation », elles ne sont donc pas nécessairement préalables.

Grande-Bretagne. — Il y a quelques années, l'état de la législation était tel qu'un comité, chargé par le ministre des Travaux publics d'étudier la question, pouvait écrire dans son rapport en 1919 :

« Les dispositions restrictives de notre législation en matière d'électricité ont eu une influence néfaste sur le développement de l'électricité en Grande-Bretagne.

Cette législation a conduit à la multiplication de petites régions arbitraires et inéconomiques. Par les obstacles effroyables qu'elle mettait aux aliénations et les charges de toute sorte, elle a écarté les capitaux des entreprises électriques ². » C'est une loi de 1919 qui a enfin réglementé la distribution de l'électricité.

Une loi de 1926 a créé un superréseau, le « grid », alimenté par une sélection d'usines. Le Central Electricity Board, organe d'Etat, est le seul acheteur

1. Cf. Petit, *Commentaire de la loi du 10 mars 1925*, Bruxelles, 1929, p. 30.

2. Pour Londres et sa banlieue seulement, il y a en 1935, 44 régies municipales, 14 compagnies privées dans le centre de Londres et 24 secteurs de banlieue, Ailleret, *Notes de voyage en Angleterre*, 1935.

et vendeur de tout ce réseau, achetant l'énergie aux usines productrices branchées sur le « grid » et la vendant aux sociétés de distribution. Il s'agit d'une organisation nationale¹ ayant des pouvoirs très étendus pour ce qui concerne la production (le Board a fermé 437 usines, insuffisantes ou non rémunératrices).

Quant aux rapports avec la propriété privée, le particularisme et le respect des droits privés si chers aux Anglais, rendaient très difficiles les emprises.

La loi de 1919 a tenté de mettre fin à cet état de choses, si préjudiciable au développement des réseaux. Les terrains pour la construction des usines, des postes de transformation, etc..., peuvent être achetés par les entreprises autorisées, en se mettant d'accord avec les propriétaires, ou bien elles peuvent demander aux commissaires de l'électricité, un arrêté pris conformément aux lois sur l'électricité et donnant droit à l'achat du terrain par expropriation.

En ce qui concerne les lignes de transmission aérienne, il est nécessaire que les entreprises autorisées obtiennent en premier lieu l'autorisation du ministre des Transports pour l'exécution de ces lignes.

Les entreprises autorisées peuvent obtenir le droit de passage ou de support, par accord de plein gré avec les propriétaires ou, à défaut, elles peuvent obtenir du ministre des Transports l'autorisation d'exercer le droit de passage par expropriation.

Comme on le voit, par ce qui précède, la législation britannique n'est guère libérale et les entre-

1. Cf. le rapport présenté au Congrès de Zurich de l'Union International des producteurs et distributeurs, 1934, par le Central Electricity Board. — Cf. Legoux, *L'Etat et l'industrie électrique en Grande-Bretagne*, 1936.

prises se heurtent à des grandes difficultés pour leurs installations.

Espagne. — Les droits des entreprises vis-à-vis de la propriété privée sont régis par une loi du 23 mars 1900.

La déclaration d'utilité publique donne le droit d'exproprier moyennant une indemnité corrélative.

Pour traverser les propriétés ou placer les supports à défaut d'accord amiable, l'entreprise peut exproprier une bande de terrain de 1 ou 2 m. de large pour permettre implantation et entretien.

Luxembourg. — Le monopole de la distribution de l'énergie électrique dans le Grand Duché a été en fait accordé à la Société « L'Electrification industrielle » de Paris par une loi du 4 janvier 1928.

En ce qui concerne les rapports avec la propriété privée, cette loi ne fait que reproduire à peu près les dispositions de l'art. 12 de la loi française de 1906.

Hongrie. — Une loi de 1931 régleme la production, la distribution et la vente de l'énergie.

Un décret de 1934 a été pris en application de cette loi.

La loi accorde les servitudes usuelles et règle les conditions d'indemnisation.

*Italie*¹. — C'est la seule nation qui ait une loi réglant ou contrôlant le service de la distribution électrique et qui n'en fasse pas l'objet d'une concession.

C'est la loi du 7 juin 1894, encore en vigueur. En

1. Cf. le rapport sur la législation de l'électricité en Italie de M. Civita, n° 87, au Congrès de Rome, 1926, de l'Union Internationale des producteurs et distributeurs d'électricité.

vertu de cette loi, tout propriétaire doit permettre sur ses fonds le passage des conducteurs électriques aériens ou souterrains établis par quiconque a le droit de s'en servir pour des besoins industriels, les constructions ne sont pas assujetties à cette servitude (à l'exception des façades sur les voies et places publiques), il en est de même des cours, jardins, vergers, etc..., espaces attenants aux maisons (art. 1^{er}).

Toute personne ou société qui désire bénéficier du droit de passage doit faire les ouvrages nécessaires pour l'exercer, et pour éliminer tout danger (art. 2). La preuve que le demandeur est en état de disposer de l'énergie qui circulera sur les lignes ainsi qu'une déclaration qui en définit « la valeur et l'utilité industrielle » suffisent pour imposer la servitude (art. 5).

Le demandeur a le droit de faire fixer son droit de passage, et le mode d'utilisation de celui-ci dans les conditions les plus favorables. Avant d'entreprendre l'exécution des travaux, le demandeur doit payer au propriétaire une indemnité évaluée d'après la diminution de la valeur du sol sur lequel la servitude sera exercée. Cette indemnité dépend directement de l'établissement et de l'exercice de cette servitude elle-même. Il faut, en outre, tenir compte de la réparation des dommages qu'elle occasionne, s'il y a lieu (art. 6).

En cas de contestation, le juge compétent est le magistrat ordinaire.

Toute personne voulant construire une ligne destinée à emprunter routes, chemins de fer, canaux ou autres ouvrages publics¹, doit en demander l'autorisation au préfet pour la province et au

1. Décret du 25 octobre 1895, pris en application de la loi du 7 juin 1894.

Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce dans les autres cas, à moins de déclaration d'utilité publique.

L'autorité compétente rend un décret qui permet d'imposer aux propriétaires la servitude de passage.

Mais il faut bien noter que ce décret n'impose aucune condition au cahier des charges, il n'a nullement le caractère de la concession, n'impose aucune charge et n'accorde aucun privilège².

La législation italienne a été encore plus loin dans sa libéralité et un décret du 22 février 1917 a accordé aux lignes et à toute l'industrie électrique le caractère d'utilité publique. Cette législation libérale, simple et respectueuse des droits des propriétaires en leur assurant indemnisation préalable équitable, a eu d'excellents résultats. L'industrie électrique en a tiré le plus grand profit et, entre 1914 et 1926, la production de l'énergie a triplé, l'inter-connexion des réseaux a de plus été réalisée par l'Italie avant tout autre pays.

On s'explique donc que la législation italienne ait servi de modèle pour les projets de loi que nous avons examinés et qui ont été déposés devant le Parlement français pour réformer la loi de 1906.

Pays-Bas. — Contrairement à ce qui a eu lieu dans la plupart des autres Etats, la déclaration d'utilité publique nécessaire pour l'expropriation est accordée par les tribunaux et non par l'Administration.

*Pologne*¹. — Jusqu'à la loi de 1922, la production et la distribution de l'énergie électrique étaient en

1. Rapport précité, p. 92.

2. Cf. le rapport de M. Straszewski, asc. 20, p. 25, au Congrès de Paris de 1928 de l'Union.

principe libres ; mais, dès que le producteur sortait de son domaine, il était obligé de s'accorder à prix fort avec les collectivités propriétaires des terrains publics ou les propriétaires privés pour implanter ses supports ou faire passer ses câbles en canalisations.

La loi du 21 mars 1922 exige l'autorisation gouvernementale pour la production, la transformation, la transmission et la distribution de l'énergie électrique.

En contre-partie, les entreprises autorisées jouissent de droits étendus sur la propriété privée.

Art. 8. — Tout établissement électrique fonctionnant en vertu d'une autorisation, ainsi que tout établissement électrique d'Etat, a le droit d'utiliser... contre indemnité les propriétés gouvernementales, communales ou privées dans le but de poser des canalisations aériennes ou souterraines, d'ériger des stations de transformateurs ou autres installations de même nature, de fixer les conduites ou des supports sur les murs ou les toits des bâtiments, ainsi que de couper les branches gênant les conduites...

En cas de désaccord concernant la rémunération, elle est fixée par le tribunal, mais le manque d'accord n'empêche pas l'exercice des droits énumérés ci-dessus.

Art. 10. — Les immeubles nécessaires constamment ou temporairement pour la construction ou l'entretien des établissements électriques d'utilité publique peuvent être acquis par voie d'expropriation ou occupés temporairement. La décision concernant ces mesures est prise par le chef de province sur la base de l'estimation fixée par des experts non intéressés..

Un recours au tribunal est prévu ; toutefois, l'autorité possède le droit d'user de l'expropriation en

déposant légalement l'indemnité fixée par le jugement des autorités administratives.

Cette législation nous paraît bien peu protectrice des intérêts privés !

Roumanie. — La loi roumaine du 15 mars 1919¹ donne au titulaire le droit d'emprunter les routes et chemins, les chemins de fer d'Etat, les domaines publics et les propriétés privées non bâties, et aussi d'établir des supports sur les parois d'immeubles donnant sur les rues ou places, à condition de réparer le dommage causé.

*Suisse*². — Une seule et même loi fédérale, celle du 24 juin 1902³, a organisé le régime de l'électrification des 25 républiques confédérées.

La distribution de l'énergie électrique ne nécessite aucune concession ni de la Confédération, ni des cantons.

La plupart des entreprises appartiennent aux communes ou aux cantons, contrairement à ce qui a lieu en France où les entreprises privées sont en majorité.

Tous les projets des entreprises de production ou de distribution sont soumis à un inspectorat. Dans le cas où l'entrepreneur et les propriétaires de terrains ne peuvent s'entendre à l'amiable (il y a entente amiable dans 95 % des cas) et où l'expropriation est nécessaire, la commission fédérale demande avis au Conseil fédéral.

Celui-ci accorde ou refuse le droit d'expropriation qui se fait selon les dispositions de la loi du 20 juin 1930.

1. Siegel, *op. cit.*, t. III, p. 735.

2. Cf. rapport de M. Ganguillet, Congrès de Zurich, 1934, de l'Union Internationale.

3. Siegel, *op. cit.*, t. III, p. 877 et suiv.

L'indemnité est fixée par une commission d'estimation, composée de trois membres désignés respectivement par le Conseil fédéral, le tribunal fédéral et le gouvernement du canton.

Tchécoslovaquie. — Une loi du 22 juillet 1919¹ prévoit des servitudes accordées aux concessionnaires déclarés d'utilité publique et règle la fixation des indemnités.

Que conclure de cette brève étude des diverses législations en notre matière ?

Il apparaît bien que la meilleure, tant par sa simplicité que par ses bons résultats depuis plus de 40 ans, est la législation italienne. Elle semble combiner en un harmonieux compromis la nécessité de l'emprise avec le droit du propriétaire assujetti. Les plus grandes facilités sont données aux entreprises et la nécessité de l'indemnisation préalable donne des garanties aux propriétaires, une seule juridiction et un seul ministre jugent tous les recours ; donc simplicité du contentieux. Il semble que c'est dans cette voie qu'il faille chercher l'amélioration de la loi française.

1. Siegel, t. III, p. 458 et suiv.

CONCLUSION

Nous avons maintenant terminé notre étude, nous espérons avoir pu montrer clairement les rapports existant entre installateurs de lignes électriques et propriétaires. Nous avons examiné les conflits qui les séparent et vu combien la solution en était délicate.

Entre les intérêts publics, intérêts généraux, économiques et industriels du pays, que représentent les uns — et les autres, titulaires de ce « droit sacré » qu'est la propriété privée, — comment faire le partage ? lequel doit céder ? Telle est la question que nous avons eu souvent à nous poser.

Nous avons vu s'opposer en une rivalité de compétence, la Cour de Cassation, gardienne vigilante de la propriété et des règles du Code civil, et le Conseil d'Etat, haut tribunal administratif, plus préoccupé des intérêts généraux, et protecteur attitré des services publics.

Nous avons étudié aussi comment la loi a permis aux installateurs de porter l'atteinte nécessaire aux droits des propriétaires, c'est-à-dire comment a été permise l'électrification de la France. Nous avons enfin apprécié l'arme qu'elle a mise à la disposition des entreprises de distributions d'énergie, examiné les abus auxquels elle avait pu donner lieu, et les remèdes proposés.

Tous ces problèmes sont d'une grande complexité.

Et voici que la plus récente découverte de l'homme, l'aviation, vient à son tour imposer aux lignes électriques, des servitudes.

Ces câbles chargés de la « foudre humaine », que portaient en plein ciel des pylônes altiers, vont devoir se terrer.

Ainsi se poursuit l'éternel conflit des droits de quelques-uns avec l'intérêt de tous.

Vu :

Le Doyen,

Edgard ALLIX

Vu, bon à imprimer :

Le Président,

MESTRE

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie,

ROUSSY

Décisions judiciaires citées

Tribunal des Conflits.

15 déc. 1859	De Rochefort.....	61
8 mai 1886	Senlis-Botte	143
13 déc. 1890	Parent	61
27 févr. 1893	Lhopitalier.....	83
1 ^{er} août 1896	Préfet de la Manche	59
4 déc. 1897	Préfet de la Haute-Vienne	54
31 mai 1913	Riby	54
10 mai 1924	Tabary	47-107-119
26 mai 1924	Fauqué	54
6 juin 1934	Consorts Durand	119
8 avr. 1935	Action Française.....	119
1 ^{er} juill. 1935	D ^{me} Demangeau c. Cie du Gaz de Lyon.	18

Conseil d'Etat.

13 août 1861	Martel	44
21 mai 1867	Watel.....	44
12 mai 1868	Fabrique St-Vincent-de-Paul.....	15
29 nov. 1878	L'hôpital	29
1 ^{er} mai 1885	Plard.....	47
15 mars 1889	Touzé.....	47
24 nov. 1893	Ville de Tlemcen.....	59
26 janv. 1894	Lebreton-Faucheux	59
15 nov. 1895	Tauveron et Cie	29
13 déc. 1895	Ville d'Alger	14
23 janv. 1903	Syndicat canal du Vernet.....	117
10 févr. 1905	Ministère des Travaux publics.....	58
10 mars 1905	Berry c. Chevallard	60
23 mars 1906	Bichambis	60
23 juill. 1909	Fabrèges.....	59
30 juill. 1909	Collard	15-33
5 août 1911	Borotra	44
11 avr. 1913	Tramways Est Parisien.....	28
9 juill. 1913	Cie des Tramways électriques de Lille..	58
12 févr. 1915	De Maussabré.....	44-85
26 juill. 1918	Tramways de l'Est Parisien.....	28
4 févr. 1921	Cie du Bourbonnais.....	28
10 juin 1921	Cne de Monséguir	19
4 août 1922	Cie du Bourbonnais	28
27 avr. 1923	Consorts de Fallois	19
11 avr. 1924	Chapuis	54

4 juin 1926	Cie des Houillères Lyonnaises	19
28 oct. 1927	Charbonneaux	45
14 janv. 1928	Dubarry-Noguès	76
22 juin 1928	De Sigalas	20-96
30 nov. 1928	Centre Electrique.....	28
4 mai 1929	Sté An. Etabl. Prouvost.....	30
7 nov. 1930	Sté Electricité et Gaz des Pyrénées....	31
6 févr. 1931	Richard	84
17 juin 1931	Dlle Simon	86-105
18 déc. 1931	Fenaille	105
17 mai 1933	De Lavergnolle	105-134
8 nov. 1933	Epoux Moussat	108
8 déc. 1933	Fremy.....	87
12 janv. 1934	Forces Motrices du Haut-Rhin.....	57
25 avr. 1934	Martin	85
24 juill. 1934	Veyssière	86
6 févr. 1935	Frecon	92
27 juill. 1935	Sté d'Electricité de Strasbourg	31
17 mai 1935	Auloy	92
16 oct. 1935	Beziat	18, 91, 106, 137
18 oct. 1935	Chemins de fer du Nord	54
4 mai 1936	Département d'Oran.....	18
23 mai 1936	Sté Mines de Laval.....	29
22 juill. 1936	Régie Synd. com. Médoc	31
25 nov. 1936	Cie Bretonne de dist. d'électricité	40
25 mars 1937	Follot.....	83
4 mai 1937	Groc c. Berdoulat	86
14 mai 1937	Forces Motrices de la Tarde	55

Conseil de préfecture.

Gironde, 23 janv. 1923.	Régie munic. de Bordeaux....	49
-------------------------	------------------------------	----

Cour de Cassation.

Chambre criminelle.

18 nov. 1927	Sté Nantaise d'élect. c. Conin et Valantin.....	176
--------------	---	-----

Chambre des requêtes.

12 juill. 1882		35
9 juin 1885		35
4 nov. 1930	Forces Motr. du Vercors..	98, 110, 113, 171
1 ^{er} juin 1932	Energ. électr. Lit. Médit. c. Cognet. Chemin de fer du Midi c. Sar- Goubaud.....	33, 79, 89, 99
6 mars 1934	Sté Nouv. d'Electr. et chauff. par l'électr. c. de Guiringaud :	34, 57, 110, 133
19 juin 1934	Baumat c. Synd. d'Electr. Périgueux- Est	134
25 mars 1935	Régie de Seyssel	22, 135
3 juin 1935	Synd. com. du Médoc	100
3 mars 1936	Sté Normande d'électr. c. Paulmier...	138

Chambre civile.

2 févr. 1897	Cie urb. eau et élect. de Périgueux....	33
2 févr. 1909	Préfet de la Corse c. Casanova.....	58
20 juill. 1914	Vve Tardif	16
2 juin 1916	Sté Nimoise d'Electricité	18
12 juill. 1921	Lissaraque c. Giros-Loucheur, 62, 112, 130, 173	
11 juill. 1922	Rebenty-Sault c. Alard... 57, 62, 113, 130	
25 avril 1923	Etat et de Saulty c. Pellé. 50, 62, 114, 131	
14 mai 1923		55
18 juin 1923		55
24 juin 1923		55
3 déc. 1923	Est-Electr. c. Bardin..... 21, 53, 56, 130	
28 janv. 1924	Boueilh	69
6 janv. 1930	Gauchet c. Garczynski	63, 113, 133
25 févr. 1931	Gachet c. Sté Transp. éner. des Alpes.....	94
9 janv. 1934	Sté d'électr. du Pont-du-Bois.....	55
25 juin 1934	Ch. fer Pyr.-Orient. c. Trescases.....	59
20 mars 1935		120
26 mars 1935		120
3 avr. 1935	Béziat c. Nord-Lumière	51, 107, 135
11 janv. 1934	Sté Montalbanaise d'électricité.....	18
4 mai 1937	Sté Nantaise d'écl. et force par l'élec... 14	
11 mai 1937	D ^{me} Ducouso c. Synd. Rég. Pau.. 119, 141	

Cours d'appel.

Douai, 23 nov. 1903, Mines de Bruay.....	167
Bordeaux, 24 oct. 1910.....	49, 125
Pau, 14 févr. 1912.....	165
Grenoble, 22 févr. 1913.....	33
Toulouse, 11 juin 1913.....	33
Paris, 15 mars 1919.....	33
Paris, 6 nov. 1923, Veron c. Sud-Lumière.....	55
Pau, 8 févr. 1924, Sté Pyrénéenne c. Guiraud.....	164
Chambéry, 24 nov. 1924	172
Paris, 30 mars 1925, Granget c. Sté de Pennaroya.. 46, 111	
Paris, 25 oct. 1926.....	111
Riom, 8 juill. 1930, de Lavergnolle c. Loire et Centre, 109, 125	
Poitiers, 21 juin 1933.....	109
Poitiers, 24 janv. 1936	45, 127
Caen, 10 mars 1936, Sénécal c. Sté Normande d'électricité	101, 173
Rouen, 8 juill. 1936, Vve Cardon c. Cie Havraise d'énergie électrique.....	87

Tribunaux civils.

Amiens, 21 déc. 1877	14
Bordeaux, 29 nov. 1908.....	49, 125
Marmande, 6 mars 1913	163
Etampes, 4 mai 1923, Veron c. Sud-Lumière.....	55
Bourgoing, 13 mars 1926	165
Lyon, 24 juillet 1926, Sté Transp. d'énergie des Alpes. 89, 98	
Pau, 4 avr. 1927, Forces Motrices de la Vallée d'Aspe.. 101	

Grenoble, 19 mai 1927, Sté Hydraulique de l'eau d'Olle.	177
Vesoul, 24 mai 1927, Vernot c. Durupt	109, 127
Seine, 8 déc. 1927.....	109
Cherbourg, 25 avr. 1928.....	109
Grenoble, 20 juin 1928, Sté Hydroél. Fure, Morges, Vizille	172
Pau, 3 déc. 1928, Damart c. En. Industrielle.....	164
Montluçon, 18 janv. 1929, de Lavernolle.....	109, 125
Bordeaux, 15 déc. 1930	101
Nice, 28 janv. 1931, Vve Saretti.....	109, 126
Seine, 8 févr. 1931, Althabe	97
Cherbourg, 22 mars 1932, Synd. Inter. des Pieux c. Thiebaut-Sorel	128, 143
Toulouse, 27 mars 1936, Feinstein c. Hydro-Cère.....	127

Tribunaux correctionnels.

Thiers, 24 avr. 1907, Forces Motrices d'Auvergne.....	175
Albi, 17 déc. 1927, Lacroix.....	84, 101, 174
Grenoble, 19 nov. 1928, Sté Hydroél. Fure, Morges, Vizille	84, 175
La Flèche, 28 févr. 1934.....	86
Montbrison, 30 janv. 1935, Energ. Industrielle et Min. public c. Melin.....	179

Bibliographie

I. — Recueils et revues.

Abréviations.

<i>Journal officiel</i>	<i>J. O.</i>
<i>Dalloz, Recueil mensuel périodique</i>	<i>D. P. ou D.</i>
<i>Dalloz, Recueil Hebdomadaire</i>	<i>D. H.</i>
<i>Sirey, Recueil</i>	<i>S.</i>
<i>Gazette du Palais</i>	<i>Gaz. Pal.</i>
<i>Gazette des Tribunaux</i>	<i>Gaz. Trib.</i>
<i>La Loi.</i>	
<i>Le Droit.</i>	
<i>Dalloz, Répertoire Pratique</i>	<i>Dall. Rép. Pr.</i>
<i>Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat</i>	<i>Rec.</i>
<i>Revue de Droit Public</i>	<i>Rev. Dr. Pub.</i>
<i>Revue des Concessions</i>	<i>Rev. Conc.</i>
<i>Revue Générale d'Electricité</i>	<i>R. G. E.</i>
<i>Bulletin Trimestriel du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'Energie Electrique sous la direction de M. Ch. Sirey</i>	<i>Bull.</i>
<i>L'Electricien, Revue mensuelle.</i>	
<i>Bulletin de la Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques.</i>	

II. — Ouvrages.

- Ailleret.** — *Notes de voyage en Angleterre*, 1935.
- Appleton.** — *Traité de contentieux administratif*, 1927.
- Berthélemy.** — *Traité élémentaire de droit administratif*, 10^e éd.
- Blaevoet.** — *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics*, 1930.
- Bougault (P.).** — *Manuel des autorisations de Voirie*, 1920.
— *Cahier des charges des distributeurs d'énergie*, 1922.
- Carpentier (E.).** — *Code des distributions d'électricité*, 1925.
- Colin et Capitant.** — *Cours élémentaire de droit civil français*, 1927.
- Colombet.** — *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires* (thèse), 1925.
- Couzinet.** — *La réparation des atteintes portées à la propriété privée par les groupements administratifs* (thèse), 1928.

- Dupré-Latour.** — *Le régime juridique des lignes de transport d'énergie à haute tension* (thèse), 1932.
- Gosset.** — *Distributeurs et usagers du gaz et de l'électricité* (thèse), 1935.
- Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, t. III. Elektrizität Wirtschaft, Iéna, 1926.
- Hauriou.** — *Précis de droit administratif et public*, 1921.
- Jéze.** — *Contrats administratifs*, 1927.
- *Principes généraux de droit administratif*.
- Jolly.** — *Le nouveau régime des distributions d'énergie électrique*, 1928.
- Kaepelin.** — *Le monopole de l'électricité en Allemagne*, (thèse) 1921.
- Laferrière.** — *Traité de la juridiction administrative*, 2^e éd.
- Legay.** — *L'utilisation domestique de l'électricité* (thèse), 1934.
- Legoux.** — *L'Etat et l'industrie électrique en Grande-Bretagne* (thèse), 1936.
- Lhuillier.** — *Législation des distributions d'énergie électrique* (avec *Supplément* à jour au 1^{er} nov. 1935).
- *Législation des forces hydrauliques* (avec *Supplément* à jour au 1^{er} mars 1936).
- Maranges.** — *Les transports d'énergie électrique et la propriété privée* (thèse), 1929.
- Marty.** — *Législation et réglementation des réseaux ruraux de distribution d'énergie électrique*, 1934.
- Mestre.** — *Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique*, 1925.
- *Révocation des permissions de voirie*, 1923.
- *Cours de Doctorat, Droit public*, 1928-29 et 1929-30.
- Petit.** — *Commentaire de la loi (belge) du 10 mars 1925*, Bruxelles, 1929.
- Planiol et Ripert.** — *Traité de droit civil*.
- Remaury.** — *Houille blanche*, 1929.
- Rolland.** — *Précis de droit administratif*, 2^e éd., 1928.
- Sanlaville.** — *Dépossession et dommages*, 1928.
- Siegel.** — *Die Elektrizitätsgesetzgebung der Kulturländer der Erde*, Berlin, 1930, t. I, II, III.
- Sirey** (Ch.). — *Guide juridique et administratif des entreprises de distribution d'énergie électrique*.

III. — Articles de revues.

- Blaevoet.** — *Rev. Dr. Pub.*, 1926, p. 59 (« Sur le service public »).
- *Rev. Dr. Pub.*, 1929, p. 52 (« Des atteintes à la propriété privée à raison de travaux publics »).
- *R. G. E.*, 10 déc. 1932 (« Sur l'incompétence du juge de paix pour connaître des violations de la propriété régularisées après coup »).
- Borrel.** — *Revue Politique et Parlementaire*, janvier 1925, p. 74 (« Les réseaux de transport et les droits des particuliers »).
- Bougault.** — *Bull. Synd. Forces Hydrauliques*, 1930, p. 149 (« Examen de jurisprudence sur la suppression des ouvrages irréguliers »).
- *R. G. E.*, 3 févr. 1917, p. 195 (« Sur les conventions amiables »).

- Bougault.** — *R. G. E.*, 1919, p. 574 (note sur Cass., 23 juill. 1919).
 — *R. G. E.*, 19 mai 1929, p. 693 (« La question de clôture équivalente à des murs »).
- Capitant.** — *Rev. Dr. Pub.*, 1929, p. 507 (« La double notion de travail public »).
- Jèze.** — *Rev. Dr. Pub.*, 1909, p. 262; — 1916, p. 363; — 1925, p. 162 (« Les contrats administratifs »).
 — *Rev. Dr. Pub.*, 1925, p. 529 (« Concessions de service public »).
- Dupond.** — *Rev. Dr. Pub.*, 1925, p. 347-412 (« L'exécution d'office »).
- Lhuillier.** — *R. G. E.*, 28 janv. 1928, p. 197 (« De la compétence du juge des référés en matière de servitudes »).
 — *R. G. E.*, 25 nov. 1933, p. 733 (« Assujettissement des propriétés aux servitudes »).
- Marty.** — *Bull. du Synd. des Prod. et distr.*, sept. 1937, p. 127 (« Commentaire de quelques nouvelles décisions... à la suite d'accidents... »).
- Mathiot.** — *Bull. Synd. Prod. et Distr.*, sept. 1935, p. 111 (« L'arbre et les lignes électriques »).
- Mestre.** — *R. G. E.*, 1935, t. I, p. 525 (« Sur l'arrêté de conflit du 6 juin 1934 »).
- Micanel.** — *L'Electricien*, 10 oct. 1937 (« Encore et toujours les servitudes »).
- Pangon.** — *R. G. E.*, 1934, t. I, p. 133 et suiv. (« Examen de la jurisprudence sur l'enlèvement des ouvrages irréguliers »).
- Pepy.** — *Bull. du Synd. Forces Hydraul.*, 1930, p. 149 (« Recours en annulation des arrêtés préfectoraux de tracé »).
- Sirey** (Ch.). — *Bull. Synd. Prod. et Distr.*, sept. 1936, p. 155 (« Quelques conflits de jurisprudence entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation en matière de servitudes »).
- Tortat.** — *R. G. E.*, 1935, t. II, p. 31 et suiv. (« Examen de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière administrative »).

IV. — Notes d'arrêts.

- Alibert.** — Note au S. 1937.3.57.
- Appleton.** — Notes au D. P. 1921.1.49; — 1923.1.33; — 1926.1.177; — 1930.3.1.
- Blaevoet.** — Notes au D. P. 1927.1.126; — 1929.3.37; — 1930.1.174; — 1930.2.137; — 1930.3.31; — 1931.1.77; — 1932.3.60; — 1936.3.63; — 1937.1.17.
- P. B.** — Note au D. P. 1921.1.185.
- Bonnard.** — Notes au S. 1929.3.81; — 1932.3.41.
- Bonnecase.** — Note au S. 1912.2.249.
- Delpesch.** — Note au S. 1933.3.129.
- Hauriou.** — Notes au S. 1928.3.1; — 1928.3.115; — 1929.3.117.
- Mazeaud.** — Note au S. 1933.1.49.
- Mathiot.** — Notes au S. 1934.3.81; — 1937.1.101.

Mestre. — Notes au S. 1921.1.353; — 1922.2.89; — 1924.1.241; — 1924.1.289; — 1927.2.17; — 1928.2.176; — 1929.2.54; — 1929.3.73; — 1930.1.337; — 1931.3.57.

Pepy. — Note au D. P. 1934.3.57.

Planiol. — Note au D. P. 1914.2.97.

Roux. — Note au S. 1929.1.393.

V. — Rapports.

Rapports déposés au Congrès de l'Union Internationale des Producteurs et Distributeurs d'énergie électrique, par MM. Civita (Italie), Van Haltern (Belgique), Congrès de Rome, 1926; — MM. Bellaarspruyt (Pays-Bas), Straszewski (Pologne), Congrès de Paris, 1928; — M. Ganguillet (Suisse) et le Central Electricity Board (Grande-Bretagne), Congrès de Zurich, 1934.

Table analytique des matières

PREMIERE PARTIE

Introduction	1
Chapitre premier. — Objet de cette étude. L'intérêt qu'elle présente	3
Chapitre II. — La législation des lignes électriques	6
<i>Section I.</i> — Avant la loi de 1906.....	7
<i>Section II.</i> — La loi du 15 juin 1906.....	7
§ 1. — Analyse sommaire.....	8
§ 2. — Application.....	9
<i>Section III.</i> — Textes postérieurs à la loi de 1906... ..	10
1. — Loi du 16 octobre 1919.....	10
2. — Loi du 27 février 1925.....	10
3. — Loi du 13 juillet 1925, art. 298.....	10
4. — Textes divers.....	11
Chapitre III. — Nature juridique des travaux d'installation des lignes électriques	12
<i>Section I.</i> — Des travaux publics.....	12
<i>Section II.</i> — Critères du travail public.....	13
§ 1. — Du caractère immobilier.....	13
L'arrêt de Cassation (Civ.) du 4 mai 1937.....	14
§ 2. — Travaux exécutés par ou pour le compte d'une personne administrative.....	14
A. — Du permissionnaire de voirie.....	15
La jurisprudence.....	15
B. — Du concessionnaire.....	16
La théorie de M. Jèze sur la concession simple.....	16
La jurisprudence.....	17
§ 3. — Le but d'utilité générale.....	19
L'arrêt Commune de Monségur.....	19
Les Chemins de fer.....	19
Les Mines.....	19
Les chutes d'eau, l'Arrêt de Sigalas.....	20
Les distributions d'énergie électrique.....	21
<i>Remarque.</i> — La notion de service public.....	22

<i>Section III. — Conclusions de cette étude.....</i>	23
1. — Droits du permissionnaire de voirie.....	24
2. — Droits du concessionnaire simple.....	24
3. — Droits du concessionnaire déclaré d'utilité publique	24

DEUXIEME PARTIE

LE PERMISSIONNAIRE DE VOIRIE

Chapitre premier. — De la permission de voirie.....	27
<i>La jurisprudence du Conseil d'Etat.....</i>	27
A. — En ce qui concerne l'autorisation.....	28
B. — En ce qui concerne la libre concurrence....	28
B. — En ce qui concerne la révocation des permissions	29
<i>La loi du 27 février 1925.....</i>	29
a) Les permissions futures.....	30
b) Les permissions antérieurement accordées....	30
<i>La jurisprudence et l'application de cette loi.....</i>	30
Chapitre II. — Rapport du permissionnaire avec les propriétaires.....	32
<i>Section I. — Les droits qu'il n'a pas.....</i>	32
<i>Section II. — Sa responsabilité.....</i>	32
<i>Section III. — Sanctions.....</i>	33
§ 1. — Dommages-intérêts	33
§ 2. — Astreinte	34
§ 3. — Enlèvement de l'ouvrage.....	34
A. — Le réseau est en construction.....	35
B. — Le réseau fonctionne.....	35
L'opinion de M. Colombat.....	35
Celle de M. Mestre.....	35

TROISIEME PARTIE

LE CONCESSIONNAIRE SIMPLE

Chapitre premier. — La concession simple.....	39
§ 1. — Caractères du contrat administratif.....	39
§ 2. — Autorité concédante et formalités préalables.	40
a) Concessions municipales.....	40
b) Concessions d'Etat.....	40
Chapitre II. — La servitude d'occupation temporaire et d'extraction des matériaux.....	42
§ 1. — Les lois des 29 décembre 1892 et 13 avril 1900.	42
<i>Remarque. — Cas des futurs concessionnaires....</i>	43
§ 2. — Propriétés grevées de ces servitudes.....	43
§ 3. — Le critérium de la clôture.....	44
§ 4. — Formalités préalables.....	44

§ 5. — Etendue des droits de l'entrepreneur.....	45
§ 6. — Règlement des indemnités.....	46
§ 7. — Sanctions des formalités imposées aux concessionnaires	46
A. — Recours judiciaire.....	46
B. — Recours administratif.....	47
C. — L'arrêt Tabary.....	47
§ 8. — Occupation temporaire en cas d'urgence....	48
Chapitre III. — Les droits que le concessionnaire simple n'a pas.....	49
§ 1. — Servitudes de l'art. 12 de la loi du 15 juin 1906.....	49
L'arrêt Etat et Desaulty c. Pellé.....	50
L'arrêt Béziat c. Nord-Lumière.....	51
§ 2. — Expropriation	51
§ 3. — Dépossession	52
Chapitre IV. — De la réparation des atteintes causées à la propriété privée par le concessionnaire simple ...	53
<i>Section I. — La compétence.....</i>	<i>53</i>
§ 1. — Principe	53
§ 2. — Exceptions	55
§ 3. — Distinction du dommage et de la voie de fait.....	56
<i>Section II. — Cas du dommage de travaux publics..</i>	<i>57</i>
a) Recours de pleine juridiction.....	57
§ 1. — Action en dommages-intérêts.....	57
Caractère du dommage administratif	58
§ 2. — Pas d'enlèvement.....	59
§ 3. — Quasi-astreinte.....	59
b) Recours en annulation.....	60
<i>Section III. — Voies de fait.....</i>	<i>61</i>
Recours du propriétaire lésé.....	61
§ 1. — Faire cesser les travaux	61
§ 2. — Interdiction de l'accès de sa propriété aux concessionnaires	62
L'arrêt Lissaraque.....	62
§ 3. — L'action possessoire.....	62
§ 4. — Enlèvement des ouvrages. Renvoi.....	63

QUATRIEME PARTIE

LE CONCESSIONNAIRE DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE

Chapitre premier. — L'occupation temporaire. Renvol..	67
Chapitre II. — L'expropriation.....	68
§ 1. — Champ d'application.....	68

§ 2. — La procédure. Notions très sommaires.....	69
§ 3. — L'indemnité	70
Chapitre III. — Les servitudes de la loi de 1906. Renvol. .	70

CINQUIEME PARTIE

LES SERVITUDES INSTITUTEES PAR LA LOI DE 1806

Chapitre premier. — Rappel du texte	73
Chapitre II. — Ayants-droit	75
1. — Concessionnaires déclarés d'utilité publique...	75
2. — Bénéficiaires de l'article 21 de la loi de 1906...	75
3. — Bénéficiaires de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925.....	76
4. — Bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.....	77
Chapitre III. — Nature juridique de ces prérogatives	79
Chapitre IV. — A quelles natures de distribution d'énergie bénéficient ces charges légales	81
Chapitre V. — Des fonds grevés et des conditions matérielles d'utilisation des charges légales	83
A. — Servitudes d'ancrage.....	83
B. — Servitude de passage.....	83
C. — Servitude de supports de conducteurs aériens et de canalisations souterraines	84
La question de clôture.....	84
La position des supports.....	85
D. — Servitude d'élagage.....	86
Chapitre VI. — Etendue des servitudes	88
1. — Travaux préparatoires	88
2. — Les termes de la loi	88
3. — Assimilation avec la loi de 1885.....	89
4. — La jurisprudence.....	89
Chapitre VII. — Procédure préalable à l'exercice des servitudes	90
Chapitre VIII. — Les droits que conservent les propriétaires assujettis	93
L'arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1931	
Gachet c. Sté de Transport d'Energie des Alpes...	94
Chapitre IX. — Des indemnités	97
§ 1. — Quel est le juge de paix compétent.....	97
Elément de l'indemnité.....	98
L'arrêt de la Cour de cassation du 1 ^{er} juin 1932...	99
L'arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1935....	100

§ 2. — Caractère de l'indemnité.....	100
La jurisprudence.....	101

SIXIEME PARTIE

DES ATTEINTES A LA PROPRIETES PAR LES
CONCESSIONNAIRES D'UTILITE PUBLIQUE

Chapitre premier. — Dommage de travaux publics.....	105
§ 1. — Recours de pleine juridiction.....	105
§ 2. — Recours en annulation.....	105
a) Opportunité du tracé.....	105
Protection des sites.....	105
b) Nature des parcelles.....	106
Chapitre II. — Voies de fait.....	109
I. — Tribunal compétent.....	109
L'arrêt de Cassation du 4 novembre 1930, Sté Forces Motrices du Vercors.....	110
II. — Recours des propriétaires.....	110
§ 1. — Dommages-intérêts.....	110
§ 2. — Référé.....	111
L'arrêt Lissaraque.....	112
§ 3. — Action possessoire.....	113
§ 4. — Discontinuation des travaux.....	114
§ 5. — Enlèvement de l'ouvrage.....	114
Les opinions en présence.....	115
1. — Celle de M. Mestre.....	115
2. — Celle de M. Blaevoet.....	116
3. — Celle de M. Colombet.....	117
4. — Celle de M. Pangon.....	118
6. — Celle de M. Bougault.....	118
Notre opinion.....	118

SEPTIEME PARTIE

LA JURISPRUDENCE SUR L'ENLEVEMENT
DES OUVRAGES IRREGULIERS

Chapitre premier. — Les décisions des tribunaux et cours.....	125
Chapitre II. — Les arrêts de Cassation.....	130
1. — 11 juillet 1922, Sté Rebenty-Sault c. Alard.....	130
2. — 25 avril 1923, Etat et Desaulty c. Pellé.....	131
3. — 6 janvier 1930, Gauchet c. Garczinski.....	133
4. — 6 mars 1934, Sté Nouv. d'Eclair. et Chauff. à l'Electr. c. Guiringaud.....	133
5. — 19 juin 1934, Baunat c. Synd. d'Electr. de Périgueux-Est.....	134
6. — 25 mars 1935, Régie du Synd. Intercom. d'El. de Seyssel.....	135

7. — 3 avril 1935, Beziat c. Nord-Lumière.....	135
8. — 3 mars 1936, Sté Normande de Gaz et Electr. c. Paulmier.....	138
9. — 11 mai 1937, Dlle Ducousso c. Synd. Inter. de la Région Nord de Pau.....	141
Chapitre III. — Essai de classement de cette juris- prudence.....	145

HUITIEME PARTIE

CRITIQUE DE LA LOI DE 1906 ET DES PROPOSITIONS DE LOI A L'ETUDE

Chapitre premier. — Critiques faites à la loi de 1906....	149
Chapitre II. — Les propositions de loi à l'étude.....	152
1. — Proposition de loi Borrel, Carron et Falcoz....	152
2. — Proposition de loi Mollard, Milan et Machet...	153
3. — Deuxième proposition de loi Mollard.....	155

NEUVIEME PARTIE

DES CONVENTIONS CONCLUES PAR LES ENTREPRENEURS POUR L'ETABLISSEMENT DE LEURS OUVRAGES SUR LA PROPRIETE PRIVEE

Chapitre premier. — Cas où ces conventions inter- viennent.....	159
Chapitre II. — De la nature juridique de ces conven- tions.....	161
Intérêts que présente cette détermination.....	161
Chapitre III. — Les solutions proposées.....	163
§ 1. — Vente.....	163
§ 2. — Bail.....	163
§ 3. — Servitudes.....	165
§ 4. — Droit d'usage.....	166
§ 5. — Simple tolérance.....	166
§ 6. — Droit de superficie.....	167
Conclusions de cette étude.....	168

DIXIEME PARTIE

DE L'OBSTRUCTION CAUSEE PAR LES PROPRIETAIRES ET LES MOYENS D'Y METTRE FIN LES DIVERS MOYENS DE REMEDIER A L'OBSTRUCTION

Chapitre premier. — I. — Référé.....	171
II. — La jurisprudence.....	172

Chapitre II. — L'action publique.....	174
§ 1. — L'article 438 du Code pénal.....	174
§ 2. — L'article 257 du Code pénal.....	175
Chapitre III. — L'action en dommages-intérêts devant la juridiction civile.....	177
Chapitre IV. — Exécution d'office.....	178
Le jugement du Tribunal corr. de Montbrison, du 30 janvier 1935.....	179

ONZIEME PARTIE

L'INSTALLATION DES LIGNES ELECTRIQUES ET LA PROPRIETE PRIVEE A L'ETRANGER

Allemagne	184
Belgique	185
Grande-Bretagne	186
Espagne	188
Luxembourg	188
Hongrie.....	188
Italie.....	188
Pays-Bas.....	190
Pologne	191
Roumanie.....	192
Suisse	192
Tchéco-Slovaquie	193
Conclusion	195
Table des décisions citées.....	197
Bibliographie	201

